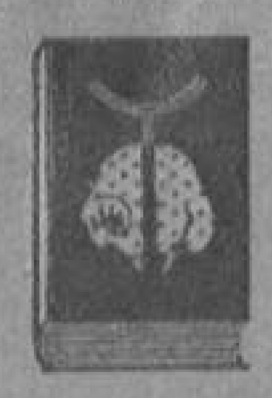
FRANCIS DELAISI

LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE



LES ÉDITIONS DE LA TOISON D'OR

10, place du Musée, Bruxelles
18, Boulevard des Invalides, Paris

Introduction

Les contemporains comprennent rarement leur propre époque — surtout dans les périodes troublées, guerres et révolutions. Préoccupés d'abord de leurs intérêts personnels et immédiats, bouleversés par les événements, troublés dans leurs habitudes d'esprit auxquelles les faits ne se conforment plus, ils cherchent en vain quelques points fixes qui leur permettraient de distinguer le sens du courant qui les emporte.

Alors, d'instinct, ils choisissent, entre les diverses hypothèses, celle qui leur paraît comporter le plus d'avantages pour eux — et le moindre effort. Et ils y croient, pour la seule raison qu'ils la souhaitent. « C'est, a dit Bossuet, le pire dérèglement de l'esprit ».
Rien de plus caractéristique à cet égard que l'idée que la plupart des Français se font aujourd'hui de la paix prochaine.

Au premier coup de clairon annonçant la victoire des Anglo-Saxons, 20 millions de tonnes de navires marchands surgissent avec leurs équipages du fond des mers pour reprendre leur trafic interrompu; les lingots d'or que l'Europe avait envoyés en Amérique, réintègrent les caves de la Banque de France, des banques de Belgique, de Hollande, de Pologne, etc.; les capitaux, émigrés pendant les paniques de 1935 à 1939, rentrent, sans aucune dépréciation, dans les portefeuilles privés, aux anciens cours.

L'Europe, qui a retrouvé ses moyens de paiements, reprend ses achats de blé, de coton, de cuivre, dans les pays d'outre-mer. Toutes les denrées du monde affluent sur nos tables; les vête-

ments (en pure laine), les chaussures (en vrai cuir) remplissent les magasins : les restrictions sont abolies. L'abondance reparaît partout. Naturellement les vaincus (les autres) rembourseront aux vainqueurs (c'est nous) les dommages qu'ils ont subis du fait de la guerre — quitte à emprunter les sommes nécessaires que les Américains se feront un plaisir de leur avancer.

Ainsi le régime « libéral » reprendra son cours heureux et prospère et chacun retrouvera ses chères habitudes, comme avant l'événement malencontreux.

Si invraisemblable que cela paraisse, il y a encore bien des gens qui croient à un pareil « miracle ».

Que les trusts anglo-saxons entretiennent dans les foules européennes une pareille illusion, cela se conçoit : c'est leur meilleure chance de survivre. Certes, leurs intérêts sont ceux d'une infime minorité, mais ils disposent de puissants moyens d'action sur les foules, et ils trouvent dans certains milieux des esprits tout disposés à se laisser convaincre.

Il y a d'abord la masse des capitalistes prudents qui, pendant les années 1934-1939, par peur des crises sociales, de la faillite des gouvernements, et de la guerre, ont placé leurs fonds en valeurs américaines ou anglaises.

Ceux-là savent qu'une défaite anglo-américaine entraînerait la chute de toutes leurs valeurs et l'effondrement de leurs fortunes, ils souhaitent et soutiennent de toute leur influence la victoire des gouvernements-fantômes réfugiés à Londres. Ils sont dans la même position que les Emigrés de l'Ancien Régime combattant dans l'Armée des Princes contre leur propre pays. Avec cette différence toutefois que les premiers avaient laissé leurs biens en France, où la Révolution ne manquait pas de les confisquer. Aujourd'hui leur position est inverse, ce sont leurs capitaux qui ont émigré à l'étranger, les personnes sont restées au pays ; elles y forment une magnifique caisse de résonnance pour propager toutes les fausses informations, les commentaires tendancieux et les slogans partis, chaque soir, par radio, de Londres ou de Boston.

Ajoutez à ces malchanceux la foule des importateurs et exportateurs français, belges, hollandais, scandinaves ou suisses qui vivaient du commerce avec les pays d'outre-mer et dont le blocus a réduit à néant les chiffres d'affaires et les profits. Enfin, c'est la masse de ceux que le rationnement de pétrole ou de matières premières a privés d'une partie de leurs moyens d'action, et qui (souvent de très bonne foi), attribuent aux réquisitions de l'occupant tous les méfaits du blocus.

Tous ces gens ne voient d'avenir pour eux que dans le retour à l'Ancien Régime et parce qu'ils le souhaitent, ils y croient.

Ils ne se rappellent pas que, bien avant l'avènement de Hitler, ce régime dont ils ont aujourd'hui la nostalgie, était en pleine crise ; que de 1930 à 1932, le commerce mondial avait diminué des deux tiers, provoquant partout le chômage, les troubles sociaux, et les faillites monétaires, si bien que les capitaux vagabonds en étaient réduits à chercher de place en place à travers le monde, un abri toujours provisoire, — jusqu'au jour où les armements sont apparus comme le seul moyen de suppléer aux commandes civiles défaillantes. Si bien que la guerre est finalement apparue à la fois comme un expédient nécessaire et comme une diversion morale, destinée à masquer la faillite du Régime.

Laissons ces gens à leurs illusions et à leurs regrets, et considérons seulement les dures réalités auxquelles ils vont se heurter.

Les buts de guerre des deux groupes de belligérants sont (cette fois) très clairs.

Pour les Anglo-Saxons, il s'agit de maintenir le régime universel de l'étalon-or; aligner les prix des denrées et des matières premières sur ceux des peuples qui ont le plus bas niveau de vie ; vendre les produits fabriqués aux prix les plus élevés fixés par les trusts. Le tout au profit d'une oligarchie de courtiers et de financiers qui n'a d'autre règle que le profit individuel de ses membres.

Pour les hommes de l'Axe, l'Univers est trop vaste et trop divers, la Nation est trop petite : il faut diviser le monde en « espaces vitaux » autonomes groupant les peuples de même race, de même civilisation, ayant des productions complémentaires; et diriger leurs

entreprises selon des Plans périodiquement établis par les pouvoirs publics en vue de l'amélioration du sort du plus grand nombre.

Mais aujourd'hui, après deux ans et demi de guerre, la question n'est plus entière.

Le clan des trusts, incapable de vaincre son adversaire par les méthodes habituelles de la stratégie militaire, a employé à fond ce qu'il appelle « l'arme économique », c'est-à-dire le blocus. Maître des routes de la mer, il a cru qu'il pourrait si bien entraver le ravitaillement de l'ennemi en denrées et matières premières, et si complètement le priver de ses débouchés, qu'il obtiendrait à la longue sa capitulation par l'épuisement.

L'adversaire a riposté par le rationnement préventif, l'économie dirigée, les traites de travail, la fabrication des matières premières artificielles. Puis retournant l'arme économique contre son ennemi, il l'a obligé à un tel effort industriel et financier que l'Angleterre a dû passer la main aux Etats-Unis.

Ceux-ci, à leur tour, pensaient venir facilement à bout du Japon par le blocus, auquel celui-ci semble bien avoir, du premier coup, échappé.

A ce jeu, comme il arrive souvent, les deux camps finiront par être également épuisés ; et comme le champ de bataille s'est étendu progressivement au monde entier (il n'est plus aujourd'hui un seul pays dont le trafic ne soit paralysé par toutes sortes d'entraves), c'est le monde entier, et chacun de ses peuples en particulier, qui va se trouver à bout de ressources.

Du coup, le problème de la Paix finale prend un aspect nouveau : il ne s'agit plus du classique partage, entre les vainqueurs, des prélèvements à faire sur les territoires et les biens des vaincus.

Dès la guerre finie, chez tous les peuples, vainqueurs et vaincus, neutres et occupés, une préoccupation va dominer toutes les autres : comment rétablir notre vie économique ?

Des deux formules qui se heurtent actuellement dans le choc des armées, laquelle sera la plus propre à opérer notre redressement ? A cette question précise, il faut donner une réponse précise.

Et qu'on ne dise pas : la Victoire choisira pour nous. Car juste-

ment, la Victoire ne sera définitivement fixée que dans le camp de celui qui aura résolu ce problème.

Au reste, nous ne sommes pas en face de deux programmes idéologiques, entre lesquels on peut choisir pour des raisons de convenances. Nous sommes en présence de deux expériences faciles à analyser et mesurer.

L'une a suivi les méthodes de l'Economie Libérale. Pendant cent ans, celle-ci a régi le monde moderne, et malgré des crises périodiques et des guerres de plus en plus étendues, elle a permis au machinisme de donner aux peuples une aisance qu'ils n'avaient pas connue.

Mais, depuis douze ans, elle est en proie à une crise qu'elle ne parvient pas à résorber, et que la guerre présente ne fait qu'aggraver.

L'autre, l'Economie Nationale-Socialiste, est sortie de cette impuissance. Et en moins de neuf ans, elle est parvenue à relever un grand peuple, qui se trouvait réduit au dernier degré de la misère et de la détresse.

Est-elle capable de redresser, non pas le monde entier — elle n'a point cette ambition —, mais seulement le continent européen ?

Peut-elle lui donner, par des disciplines librement consenties, la paix et l'aisance, que la vieille doctrine du laisser-faire et du profit individuel n'a pu lui assurer ?

Entre les deux, il faut choisir.

Il ne s'agit point ici de préférence sentimentale, ni de propagande doctrinale. Mis en face de deux expériences qui se poursuivent sous nos yeux effrayés depuis une dizaine d'années, nous en pouvons comprendre les méthodes, mesurer et comparer les résultats. Il faut le faire.

Par malheur, les expériences allemandes sont mal connues chez nous. Elles ont été déformées systématiquement par une propagande hostile qui s'appuyait sur des habitudes et des sentiments très naturels et très puissants. Comment un petit patron français assumant tous les risques de son entreprise, n'aurait-il pas été effrayé par les contrôles d'une organisation corporative qu'il confond avec l'étatisme ? Et comment un socialiste aurait-il reconnu

les signes de la libération du travail, dans ces règlements édictés sans les formalités préalables des votes parlementaires ?

Il faut démonter et remonter un à un les rouages principaux de ces ingénieux appareils (manomètres, accélérateurs et freins) qui font la structure de l'économie dirigée.

Ajoutons que ceux de l'économie « libérale » ne sont chez nous guère mieux connus. Sans doute des millions d'ingénieurs, techniciens et commerçants de toutes sortes, manient chaque jour les instruments de production et d'échange, et d'innombrables écoles leur enseignent les lois physico-chimiques qui les régissent et la manière de les appliquer.

Mais les appareils qui coordonnent le commerce, l'industrie, la banque et les canaux par lesquels les capitaux leur parviennent, sont le plus souvent ignorés du public. La connaissance et l'usage en sont réservés à un petit nombre d'hommes d'affaires, administrateurs, « promoteurs », financiers, qui en tirent profit et puissance, et se gardent bien de divulguer des secrets ou des combinaisons qui, mieux connus, leur susciteraient des concurrents.

Quant à cette « science » que l'on nomme Économie Politique, elle s'enseigne généralement dans les Facultés de Droit ; elle a pour objet essentiel de justifier, en raison, le système « libéral » actuel et de guider juges et avocats dans ses applications. On ne peut pas s'attendre à ce qu'elle en fasse la critique. Bien mieux, elle en présente souvent les pires astuces (transformées en principes abstraits) comme dérivant des « lois naturelles » ; il est souvent plus difficile de faire comprendre ce que c'est qu'une traite de travail à un inspecteur des finances, frais émoulu de l'ancienne école des Sciences Politiques, qu'à un simple et modeste commerçant.

Voilà pourquoi j'ai crû nécessaire de décrire aussi objectivement que possible les mécanismes de l'Économie Libérale,

tout aussi bien que ceux par lesquels le régime national-socialiste les a remplacés. Ainsi la comparaison sera plus frappante, et l'originalité de ce dernier sera plus sensible.

J'ai choisi pour point de comparaison les États-Unis, d'abord parce que c'est de là qu'est venue la crise économique qui menace d'emporter notre structure sociale tout entière ; ensuite, parce que la puissance (apparente) et la richesse (toute récente) des États-Unis impressionnent encore une partie de l'opinion européenne qui voit dans l'énorme encaisse-or des banques américaines, la condition première du redressement général de l'économie mondiale. Elle a oublié évidemment qu'au lendemain de la première guerre mondiale (1921-1929) les U.S.A. ont déjà tenté l'opération... À l'appel du Président Hoover, ils ont réussi sans doute à ramener dans le monde une Prosperity *provisoire.*

Ils l'ont fait selon les méthodes ordinaires de l'économie libérale, sans autre guide que le profit individuel des particuliers ou des trusts, et ils ont abouti immédiatement à déclencher une telle crise que tous les mécanismes monétaires et bancaires éprouvés depuis un siècle, sont maintenant brisés ; et qu'on se demande si l'Oncle Sam après avoir usé de toutes les armes (économiques et militaires) pour la défense de l'économie libérale, ne finira pas par demander son salut à quelque New Deal, inspiré de l'économie dirigée qu'il a voulu abattre...

En tous cas, la comparaison est nécessaire afin de pouvoir juger la portée et la signification de l'expérience allemande.

Cette expérience, nous allons être appelés à la continuer. Dès demain, elle va passer du plan allemand au plan européen. Il s'agit de savoir si la nouvelle méthode, capable de redresser en quelques années un grand peuple, et de le mettre à même de supporter l'énorme épreuve d'une guerre mondiale, pourra aussi amener le redressement d'un continent tout entier.

Selon la réponse que donnera l'opinion européenne, la tentative se fera dans la bonne volonté de tous, dans la certitude

de la réussite, sinon elle s'opérera dans la lutte et la discorde, avec de grandes chances d'échec.

Il importe donc que chacun examine et fasse son choix.

Il est grand temps.

La guerre finie, des millions de soldats, vainqueurs ou vaincus, des millions de prisonniers libérés vont venir reprendre leur place à l'atelier, à la ferme, à l'usine ou au bureau. Il faudra trouver aux ouvriers du travail, aux chefs d'entreprises, des commandes. Il faudra financer les investissements, reconstituer les fonds de roulement.

Reviendra-t-on à la vieille règle de l'or, courra-t-on vers la grande espérance de l'étalon-travail ?

Il ne sera plus temps de dire : attendons et voyons ! C'est dès maintenant qu'il faut examiner et choisir.

C'est pourquoi – hâtivement – j'ai écrit ce livre.

Laval, juin 1942

PREMIERE PARTIE

Le Mirage du Dollar

CHAPITRE I.

« PROSPERITY »

En novembre 1930, je débarquais à New-York. Tout le long des avenues, des hommes se tenaient immobiles sous le vent glacial devant de petites caisses de pommes : « Buy apples » !

J'appris ainsi qu'en américain « achetez des pommes » voulait dire : chômeur.

Etrange contraste : cette mendicité à peine déguisée au pied de ces buildings gigantesques qui dressent si haut dans le ciel l'image de la puissance et de la richesse américaine !

Sur les quais de l'Hudson, on construisait des baraquements pour abriter les sans-logis. Dans les théâtres, la Croix-Rouge organisait des quêtes, comme s'il y avait eu un tremblement de terre à San-Francisco, ou une inondation du Mississipi. Puis ce fut le krach du blé à la Bourse de Chicago ; en un seul jour, vingt-neuf ban-

ques sautaient dans les régions agricoles du Middle West. Un mois plus tard, comme je venais du Canada, un des colosses bancaires de *Wall Street s'était effondré*. De mon hôtel, je pouvais voir deux « queues », l'une de chômeurs attendant leur pitance devant un édifice municipal, l'autre de capitalistes attendant devant une banque fermée pour retirer leur argent disparu.

Inquiet comme tout le monde, j'allai voir l'un des experts financiers les plus réputés de New-York, l'« économiste » de la plus grande banque de dépôts des Etats-Unis.

« Que vous arrive-t-il ? » lui demandai-je, « et quelle est la cause de cette crise inouïe ? »

« Nous n'y comprenons rien », répondit-il modestement. « Nos services, en ce moment, procèdent à une enquête méthodique sur cette question. Voici, dès maintenant, quelques chiffres qui nous ont surpris et que je soumets à vos réflexions.

» De 1919 à 1929, le total des dépôts confiés par le public aux banques américaines a passé de $ 26,5 milliards à $ 44,2 milliards. Cela représente une augmentation de $ 17,7 milliards (soit 66 %).

» Ce chiffre est évidemment fantastique.

» Même en déduisant les capitaux qui ont été placés chez nous par les étrangers, à court ou à long terme (environ $ 5 1/2 milliards), l'accroissement serait encore de $ 12,2 milliards ! Si grand qu'ait été l'enrichissement des Etats-Unis depuis la guerre, il n'a pas pu atteindre 46 % en dix ans...

» Et voici qui est plus étonnant encore : dans le même

temps, le total des dépôts à court terme confiés par le public à nos banques a augmenté de $ 17 milliards. Or, vous savez que quand les clients souscrivent des titres, c'est ordinairement en prélevant sur leurs dépôts les sommes dont ils pensent n'avoir plus besoin pour leurs dépenses courantes, et qu'ils considèrent comme une épargne définitive. Ainsi l'effet naturel des achats de titres est de diminuer le volume des comptes courants.

» Il est vraiment étrange que chez nous pendant 8 ans, ils aient augmenté parallèlement, et de la même somme.

» Nous en arrivons à penser que peut-être nous avons fait, sans nous en douter, ce qu'on appelle une inflation de crédits !

» Il y a quelque chose de défectueux dans nos méthodes. »

« Mais quoi ? répliquai-je. »

« Nous sommes en train de le rechercher. »

« Et qu'avez-vous fait de ces 17 milliards de dollars ? » insistai-je.

« Je ne le sais pas encore. Mais peut-être trouverez-vous à Washington quelqu'un qui pourra vous le dire. »

Washington est la capitale de la statistique : 28000 personnes, m'a-t-on dit, y sont occupées à faire des enquêtes, classer des chiffres et rédiger des rapports. Après quatre jours de recherches, je découvris au 14[me] étage du **Department of Commerce**, le fonctionnaire qui étudiait ce problème : très aimablement, il me confia les épreuves de son rapport. Et voici ce que j'y découvris :

De 1921 à 1929, le total des émissions faites sur le marché américain (argent frais, non compris les conversions) s'est élevé à $ 17.959.688.000.

Là-dessus $ 8.593 millions ont été employés sur place dans le territoire même de l'Union :

$ 5.516 millions ont été prêtés aux pouvoirs publics, au Gouvernement fédéral, aux « Etats » provinciaux et aux Communes pour les besoins de leurs services.

Et $ 3.076 millions ont été émis par des entreprises privées : industries diverses, transports, banques, crédit agricole, sociétés d'achat à tempérament, etc...

C'était alors la règle de conduite adoptée par les banquiers américains !

Il faut dire que, comme toujours dans le système de l'économie libérale, les émissions sont négociées, sans aucun contrôle, par les banques **privées**, car le commerce de l'argent est libre comme celui des poires, des tissus ou du cuivre.

Naturellement, les banquiers s'intéressent surtout aux émissions des sociétés industrielles, car elles créent des biens consommables et sont sujettes à des plus-values importantes, — et donc à des achats et ventes de titres fort nombreux sur lesquels l'intermédiaire prélève son courtage.

Mais pour que ces sociétés fassent des bénéfices, il faut d'abord leur procurer une clientèle. Or, les administrations publiques, si elles ne produisent rien de vendable, sont de grosses consommatrices ! Quand elles construisent des hôtels de ville, des écoles, des musées ou encore des routes, des ponts, etc., elles mettent en branle des quantités d'entreprises, grandes ou petites (pierre, ciment, fer, fabriques de verre, meubles, tapis, appareils de levage, camions, autos, etc.). Comme les gouvernements

ne s'épuisaient plus en armements, il importait qu'eux-mêmes (ou à leur défaut, les municipalités, les états locaux) entreprissent de considérables travaux civils. Il fallait donc que les pouvoirs publics continuassent d'emprunter. Ils ne demandent généralement pas mieux.

Quant aux banquiers, comme ils ont en dépôt des sommes, sur lesquelles ils payent un intérêt à leurs clients, il leur fallait bien trouver à ces capitaux un emploi productif.

C'est ainsi qu'ils ont, sans même se concerter, établi cette règle appliquée à tous les placements américains, dans tous les pays, pendant cette période :

1° faciliter les émissions de sociétés industrielles, en s'attachant de préférence aux **plus grosses**, car le placement des titres est plus facile ;

2° porter à un chiffre au moins égal les emprunts des administrations publiques afin de donner aux précédentes une clientèle nouvelle suffisante pour assurer leur développement — au moins jusqu'à ce que leurs titres soient « classés » dans le public ;

3° faciliter le développement dans tous les pays des grandes entreprises qui fournissent les matières premières ou les demi-produits indispensables : charbon, pétrole, fer et acier, coton, laine, caoutchouc et machines agricoles, matières grasses, etc...

Tels furent les trois principes qui ont régi la formidable expansion de crédits américains, — qui devait presque aussitôt déclencher la terrible crise qui dure encore.

Dans la carence des pouvoirs publics (toute direction

imposée à l'économie au nom de l'intérêt général étant exclue), **c'est le financier qui dirige.**

Naturellement, les banques ont cherché d'abord l'emploi des capitaux américains dans le pays même.

Aux Etats-Unis. De 1921 à 1929, elles ont mis à la disposition des sociétés privées («**corporations**»), $ 3.986 millions, soit $ 500 millions par an en moyenne.

Du coup, la métallurgie, la mécanique, la chimie, déjà si développées par la guerre, ont fait de nouvelles installations : l'automobile, au plein de son essor, absorbe des sommes considérables.

Puis, ce sont les industries textiles, et surtout le **building**, le bâtiment, qui donne du travail à toutes les corporations : fer, ciment, meubles, tapis. Pour leur procurer des acheteurs, $ 5.506 millions sont mis à la disposition des administrations publiques, non seulement par le gouvernement fédéral, mais par les 48 Etats et les innombrables municipalités.

Et comme les classes moyennes ont de la peine à acheter tous les produits nouveaux qu'on leur offre, on lance des sociétés de **vente par mensualités,** — moyennant quoi, l'ouvrier américain achète la petite maison, l'auto, le vélo, le phono, l'appareil de radio, sur le produit d'un salaire qu'il n'a pas encore gagné.

Et les usines nouvelles tournent à plein.

Pour leur donner les matières premières indispensables, on fore des puits de pétrole, on ouvre des mines de cuivre, de fer ; on organise de puissantes sociétés de crédit agricole pour développer la culture du blé, du coton, des fruits, etc.

Les agriculteurs ont peur de ne pouvoir suffire à la demande.

Grâce à cet afflux de dollars, en 8 ans (1921-29), la production du coton augmente aux Etats-Unis de 31 %,
la laine de 27 %,
le sucre de betterave de 57 %.

Les industries de base vont plus vite encore :

fer et acier : 30 %,
coton fil : 35 %,
papier : 35 %,
pétrole brut : 22 %,
pétrole raffiné : 68 %.

Tout cela est assurément magnifique.

Et pourtant, ce total impressionnant de $ 8.593 millions ne représente que 48 % de l'ensemble des émissions souscrites sur le marché américain. Ainsi, malgré son magnifique développement économique, le pays **n'a même pas pu absorber la moitié des capitaux offerts sur son marché.** Bien plus, si l'on déduit du total ($ 17 milliards 959 millions), les capitaux investis par les étrangers ($ 4.700 millions), on voit que **l'Oncle Sam n'a pu utiliser chez lui que les deux tiers à peine de sa propre épargne.**

Les banquiers américains ont donc été contraints, pour procurer un revenu à l'énorme masse de capitaux qui affluaient à leurs guichets, de leur chercher des placements à l'étranger. Et c'est ainsi que Wall Street est devenu le plus grand marché des capitaux de l'univers.

On s'adresse d'abord aux pays voisins.

En Amérique. Au Canada, les entreprises ont été jusqu'alors financées par les banques anglaises. Mais de 1921 à 1925, la première chute de la £ a paralysé les émissions sur le marché de Londres. Les banquiers américains en profitent pour offrir leurs services : pendant 8 ans, les émissions canadiennes se succèdent à Wall Street : prêts hypothécaires pour la construction et l'équipement des fermes dans les Etats de la « Prairie », actions de scieries pour l'exploitation des forêts, de mines de nickel, d'or, etc., et aussi de centrales électriques qui fournissent l'énergie à toutes ces entreprises. Sans oublier bien entendu les emprunts des Villes et des Etats provinciaux qui, par leurs achats, fournissent une partie des commandes nécessaires à ces usines.

De 1921 à 1929, la production de blé prend un essor inouï, celle du bois en grume ou scié a plus que doublé, la pâte de bois a progressé de 61 %, la production de kilowatts de 41 %.

Tout cela a absorbé en huit ans $ 1.707 millions (soit $ 200 par tête d'habitant).

Mais cette somme ne représente que 10 % à peine des capitaux disponibles.

Alors les banquiers se tournent vers l'Amérique latine : on prête $ 300 millions à Cuba pour développer la canne à sucre et les sucreries, dont la production augmente de 41 %.

Pendant que certaines banques de New-York développent, à l'aide de prêts hypothécaires, la culture du café en Colombie (qui augmente de 33 %) d'autres

l'encouragent au Brésil (dont la production s'accroît de 156 %).

Cependant la corne d'abondance inépuisable de Wall Street verse ses dollars :

sur le Vénézuéla, dont les nouveaux puits de pétrole poussent leur production en 8 ans de 600.000 tonnes à 2.402.000 tonnes ;

sur le Chili, dont la production de cuivre augmente de 74 % ;

sur l'Argentine, où les fermiers, bien munis de prêts hypothécaires et de machines agricoles à grand rendement (combines), accroissent la production de blé de 22 %.

Au total, de 1921 à 1929, l'Amérique latine a absorbé $ 2.126 millions de capitaux américains, ce qui fait $ 3.833 millions avec le Canada et $ 12 milliards pour l'ensemble de l'hémisphère américain. Malgré cela, à la fin de chaque année, les banquiers de Wall Street constatent qu'il reste encore des capitaux disponibles !

Alors les fondés de pouvoirs et les démarcheurs des banques se tournent vers l'Extrême-Orient, où la gêne monétaire momentanée de la City leur laisse la place libre.

En Asie. Au Japon, on augmente le capital des sociétés métallurgiques ou textiles, des chantiers navals, des chemins de fer.

En Chine, on en crée d'analogues.

Mais surtout, Wall Street s'intéresse aux Indes Néerlandaises dont le climat produit tant de choses que les Etats-Unis consomment et ne produisent pas. C'est ainsi qu'en 8 ans, la production de thé y augmente de 32 %

EXPANSION DES CAPITAUX AMÉRICAINS DANS LE MONDE (1921 - 1929)

et celle du café de 81 %, celle du coprah de 43 % et celle du caoutchouc, si nécessaire à M. Ford, de 123 %.

Au total, de 1921 à 1929, l'Extrême-Orient a absorbé $ 808 millions de capitaux américains.

Mais, ce n'est encore que 4 % du total des émissions de Wall Street pendant cette période.

En Europe. Alors, les banquiers se tournèrent à nouveau vers cette « vieille Europe » à qui l'on avait déjà tant prêté d'argent.

De 1915 à 1920, le marché de Wall Street avait déjà souscrit pour $ 2.316 millions de titres européens (1), soit avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, soit après la Victoire, pour la liquidation des dépensse engagées.

Certes, en 1921, les perspectives de placement outre-Atlantique n'étaient pas très engageantes : effondrement de l'Allemagne et des Empires Centraux : famines et crises sociales chez les vaincus, querelles des réparations entre les vainqueurs, et depuis la rupture des accords de change, dépréciation de la £ et du franc français.

Mais l'Europe industrielle avait toujours été pour les Etats-Unis et les pays d'outre-mer le plus gros acheteur de denrées et de matières premières, et l'on ne pouvait pas abandonner à son sort ce gros acheteur, au moment précis où l'on développait à force, dans le monde entier, la production des pays vendeurs.

Les fondés de pouvoirs et les courtiers reprirent donc

---

(1) Non compris les Emprunts d'état (Liberty Loans) émis par le gouvernement fédéral après l'entrée en guerre des Etats-Unis (avril 1917). Ces sommes ont été souscrites par les épargnants américains pour payer les achats des Alliés aux Etats-Unis elles ont été dépensées sur place et ne peuvent donc être considérées comme des exportations de capitaux.

le chemin du vieux continent et Wall Street, les émissions industrielles.

Timidement d'abord, on s'intéresse à l'Italie (financement des importations de denrées et électrification de la région des Alpes) et à la Suède (électricité, minerais, pâte de bois).

Mais à partir de 1923, la stabilisation du Reichsmark par le Dr. Schacht, ouvre un nouveau marché qui ne tarde pas à prendre le premier rang.

De 1921 à 1929, Wall Street a souscrit pour $ 965 millions de titres de sociétés privées européennes ($ 100 millions en moyenne par an), de 1924 à 1929, l'Allemagne seule en a absorbé pour $ 407 millions, soit près de la moitié (43 %).

On peut s'étonner que l'Amérique finance ainsi le redressement industriel d'un concurrent qu'elle avait voulu abattre au prix de tant d'or et de sang.

Mais, c'est que le Financier vit au jour le jour; l'industrie allemande, au sortir de la grande crise d'inflation est complètement exsangue, et si le concurrent n'est plus à craindre pour le moment, l'absence de ses achats se fait durement sentir sur le marché du blé, du coton, du cuivre, etc. Au reste, on déclare bien haut, qu'on entend « rationaliser » l'industrie allemande, c'est-à-dire, en fait, la **spécialiser** dans les fabrications où elle sera la moins gênante pour les trusts américains — qui ne dédaignent pas de souscrire eux-mêmes une partie des actions de sociétés allemandes dans l'espoir d'exercer sur elles un certain contrôle. Enfin, comme il est à craindre que dans la misère où se débat la population

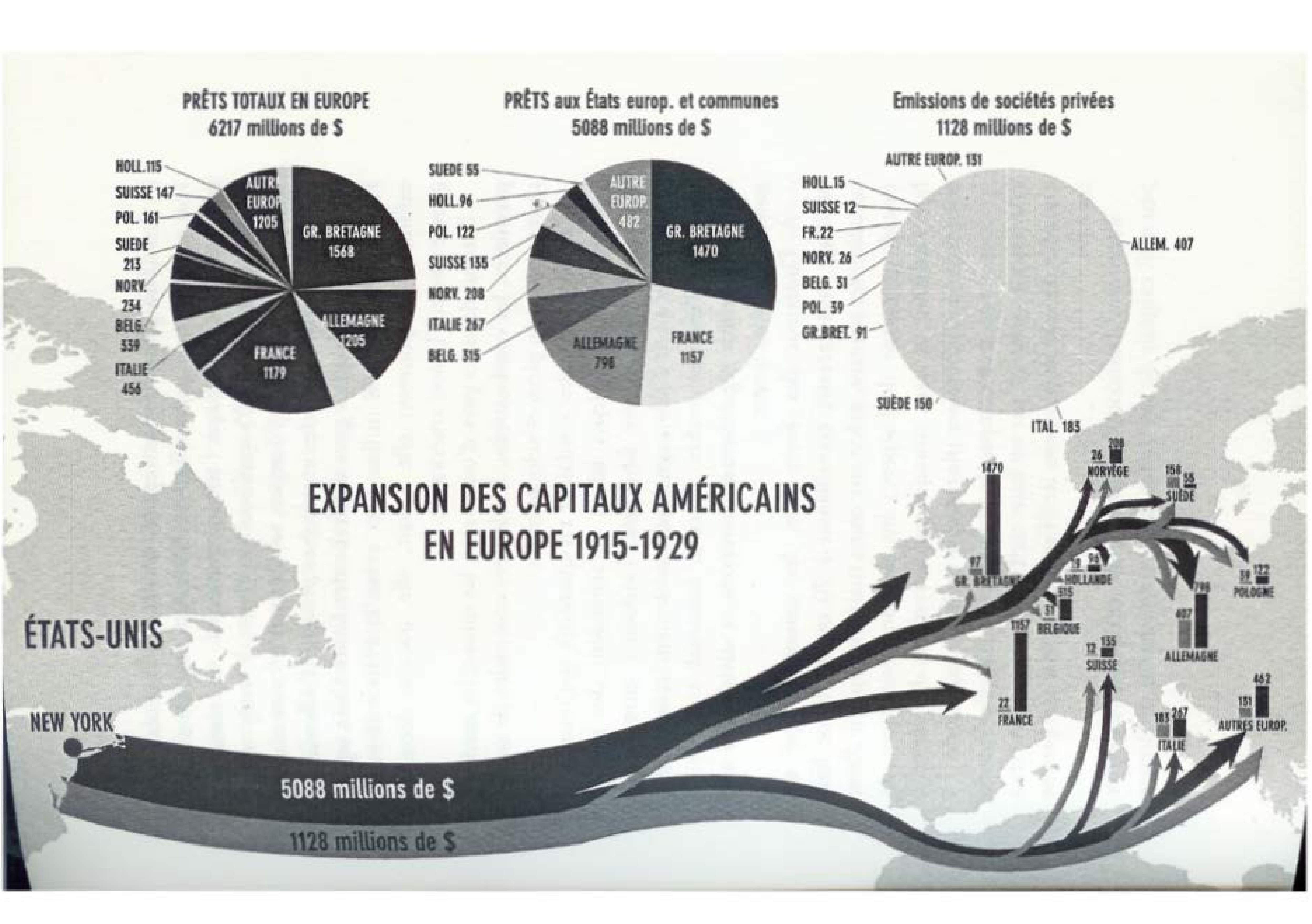
ruinée par l'inflation, les nouvelles entreprises ne se mettent tout de suite à exporter, le mot d'ordre vint de prêter de préférence aux administrations publiques qui, elles du moins, **n'exportent** rien, mais donnent du travail aux usines. Ainsi surgit dans toute l'Allemagne appauvrie une étonnante floraison de ministères, théâtres, musées, stades, etc...

A un Français qui félicitait le bourgmestre de Cologne de l'**Exposition de la Presse** organisée par lui il y a quelques années, et qui coûta 60 millions de Rm.

— Vous ne savez pas le plus beau, dit le bourgmestre, quand j'ai commencé de construire ce magnifique palais, la ville de Cologne n'avait pas en caisse 60.000 Rm.

Ces prêts aux pouvoirs publics (Etats et Communes) avaient encore un autre avantage. Quand la ville de Cologne, par exemple, contractait un emprunt de $ 100.000 à New-York pour faire des travaux importants, elle commençait par porter ces dollars à la Reichsbank qui lui remettait en échange les marks dont elle avait besoin pour payer ses entrepreneurs et ses ouvriers. La Banque gardait les dollars dans son portefeuille devises.

Quand arrivait l'échéance des Réparations, elle mettait tous ces dollars à la disposition du Trésor qui les répartissait entre les Alliés, selon le barème établi par l'Accord de Spa (18 % à l'Angleterre, 42 % à la France, etc.). Mais les Alliés, ayant eux-mêmes leurs dettes de guerre à payer aux Etats-Unis, s'empressaient d'envoyer ces dollars à l'Oncle Sam, lequel, ne sachant qu'en faire, les reprêtait à l'Allemagne.



PRÊTS TOTAUX EN EUROPE
6217 millions de $
HOLL. 115
SUISSE 147
POL. 161
SUEDE 213
NORV. 234
BELG. 339
ITALIE 456
AUTRE EUROP. 1205
GR. BRETAGNE 1568
ALLEMAGNE 1205
FRANCE 1179
PRÊTS aux États europ. et communes
5088 millions de $
SUEDE 55
HOLL. 96
POL. 122
SUISSE 135
NORV. 208
ITALIE 267
BELG. 315
AUTRE EUROP. 482
GR. BRETAGNE 1470
FRANCE 1157
ALLEMAGNE 798
Emissions de sociétés privées
1128 millions de $
AUTRE EUROP. 131
HOLL. 15
SUISSE 12
FR. 22
NORV. 26
BELG. 31
POL. 39
GR. BRET. 91
ALLEM. 407
SUÈDE 150
ITAL. 183
EXPANSION DES CAPITAUX AMÉRICAINS
EN EUROPE 1915-1929
ÉTATS-UNIS
NEW YORK
5088 millions de $
1128 millions de $
1470
97
GR. BRETAGNE
26
208
NORVÈGE
55
SUÈDE
96
HOLLANDE
315
31
BELGIQUE
1157
22
FRANCE
12
135
SUISSE
122
POLOGNE
798
407
ALLEMAGNE
183
267
ITALIE
462
151
AUTRES EUROP.

A ce compte, la dette allemande en Amérique augmentait sans cesse, mais la Reichsbank pouvait la régler sans **sorties d'or.** Bien mieux, l'afflux de devises résultant des emprunts finit par dépasser le déficit de la balance des comptes et occasionner des rentrées d'or.

A la fin de 1923, quelques semaines après la stabilisation du mark, l'encaisse métallique de toutes les banques allemandes était tombée à Rm. 523 millions; à la fin de 1929, elle atteignait Rm. 2.349 millions (1).

Les prodigalités, les entreprises de « magnificences » que l'on reproche tant aujourd'hui à l'Allemagne, elle les a faites non pas à l'insu, mais avec l'encouragement de ses créanciers. En 1930, avec $ 1.205 millions de dettes à long terme ($ 798,5 millions pour l'Empire, les Etats et les communes, et $ 407 millions pour les entreprises privées), **l'Allemagne était devenue le plus gros débiteur des Etats-Unis, après l'Angleterre** ($ 1.568 millions) et avant la France ($ 1.179 millions). Et pourtant elle n'avait, elle, aucune dette de guerre envers l'Union américaine.

Partout, dans les pays d'outre-mer, les mines, les matières premières, les combustibles, les denrées coloniales de toutes sortes étaient en plein développement.

Les pays agricoles vendaient en quantités toujours

---

(1) C'est l'éparpillement des capitaux américains à travers le monde qui permit ainsi à la plupart des banques d'émission de reconstituer leurs encaisses métalliques vidées par la guerre. Ainsi se fit cette fameuse redistribution de l'or dont la presse d'alors a si souvent parlé. Elle se fit sans négociations diplomatiques ni interpellations parlementaires, à peu près à l'insu du public, par les seuls canaux de la compensation des devises.

Il est vrai que, lorsque la crise fut venue, et que les emprunts en Amérique cessèrent, les balances de la plupart des pays devinrent déficitaires, et l'or américain rentra aux Etats-Unis par les mêmes canaux qui l'avaient amené.

plus grandes leurs blés, leurs laines et achetaient des masses croissantes de produits fabriqués, l'industrie européenne (particulièrement l'Allemagne) admirablement rationalisée, retrouvait l'ère des profits. Et cette immense cohorte de débiteurs versait régulièrement coupons et dividendes aux guichets de Wall Street.

A l'intérieur des Etats-Unis, les usines, malgré un outillage déjà excessif, travaillaient à 70 ou 80 % de leur capacité ; les paysans, grâce aux cours maintenus par le Farm Board, gagnaient de l'argent ; les ouvriers touchaient de hauts salaires ; et tous, stimulés par le système des ventes à tempérament, achetaient plus encore qu'ils ne gagnaient.

Sans doute, à ce compte, le niveau de vie était élevé, mais l'Américain, protégé par un haut tarif douanier, n'avait pas à craindre de voir les produits de l'Europe envahir son propre marché.

Exportant beaucoup, l'Oncle Sam entendait importer peu et il exigeait de ses clients qu'ils payassent la différence en espèces. Grâce aux émissions successives de Wall Street, il leur fournissait lui-même ces espèces. Ainsi les exportations de capitaux finançaient les exportations de marchandises, lesquelles stimulaient l'activité intérieure selon un rythme toujours plus rapide.

On conçoit vraiment qu'à ce moment le Président Hoover ait pu annoncer au monde le mariage indissoluble de l'Oncle Sam avec la Prospérité !

CHAPITRE II

LA MACHINE A FAIRE DES DOLLARS

Il y a 25 ans, les Etats-Unis étaient un pays sans capitaux : refuge d'émigrés fuyant les pays de l'Europe orientale où ils mouraient de faim et n'ayant d'autre fortune que leurs bras et leur audace. La plupart n'étaient pas établis dans le Nouveau Monde depuis deux générations, ils n'avaient pas eu le temps de s'enrichir. Les grosses fortunes dont on parlait, étaient dues à la chance (découverte d'un gisement d'or ou de pétrole), elles enchantaient les masses comme un gros lot gagné à la loterie.

Mais pour équiper les mines ou les chemins de fer, il fallait que le banquier Pierpont Morgan s'occupât de placer des titres à Londres, à Paris, à Amsterdam, Bruxelles ou Zurich. Si bien qu'en 1914, les Etats-Unis avaient envers l'Europe une dette de plus de $ 5 milliards.

Survient la guerre, et brusquement la situation est

renversée. Les Américains deviennent les principaux fournisseurs des armées alliées, et à ce titre, ils réalisent de gros bénéfices. Ils sont payés, partie en or ($ 2 milliards), partie en titres américains qu'ils avaient placés chez nous et qu'ils « rapatrient ».

Puis, en avril 1917, ils entrent eux-mêmes dans la « croisade » et il est décidé que chacun des « associés » payera les achats faits chez lui par ses partenaires.

De 1917 à 1919, la dette publique des Etats-Unis passe de $ 1 milliard à 26.

En 3 ans, le public américain qui, la **veille encore, devait emprunter à l'étranger**, souscrit sans désemparer $ 24 milliards de fonds d'Etat, dont 15,3 pour les dépenses du gouvernement et $ 9.714 millions pour le compte des Alliés. On se demande avec quel argent ?

Cependant, la paix signée, il entreprend généreusement de réparer les ruines que la guerre a causées et de remettre en marche l'économie mondiale. De 1921 à 1929, il souscrit encore pour $ 17 milliards de titres dont $ 8 milliards 1/2 sont employés aux Etats-Unis et $ 9 milliards, comme nous l'avons vu, sont répartis largement sur tous les autres continents.

Si bien, qu'en 15 ans, **ces pauvres émigrants, qui pour s'installer, avaient emprunté à l'Europe $ 5 milliards, se trouvaient maintenant créanciers de l'étranger pour $ 18 milliards,** et je ne compte pas les $ 23 milliards qu'ils avaient employés sur place pour les besoins de leur gouvernement et de leurs entreprises.

Ces sommes sont tellement énormes, ce revirement tellement brusque, qu'on en arrive à se demander si le

monde, qui a cru à l'enrichissement (si subit) des Etats-Unis n'a pas été victime d'une illusion, et si nous ne sommes pas là en face d'un de ces « miracles du crédit » qui finissent souvent par de cruelles déceptions.

En fait, le krach américain de 1929 et la série de catastrophes qui ont atteint depuis lors tous les pays (à commencer par l'Amérique elle-même) montrent assez clairement que l'édifice n'était pas solide.

En ce moment où beaucoup de gens comptent encore sur le concours américain et espèrent voir se renouveler le miracle du redressement de l'Europe et du monde par l'or américain, il nous a paru nécessaire de montrer par quels moyens étranges fut financé ce redressement et pourquoi il a été suivi de la crise dont depuis dix ans le monde ne parvient pas à se dégager.

En fait, ce n'est pas seulement la faillite du système américain que nous allons décrire, c'est celle de l'Economie Libérale toute entière.

Et cela nous fera mieux comprendre la nécessité où nous sommes de reconstruire l'Europe, tout au moins, selon des méthodes nouvelles.

* * *

Aux Etats-Unis, les méthodes bancaires sont bien différentes de celles de l'Europe.

Chez nous, il existe une distinction très nette entre les **Banques de dépôts** et les **Banques d'affaires.**

Les premières reçoivent en « dépôt » de leurs clients les fonds qu'ils ont disponibles pour quelques semaines et les prêtent à d'autres qui en ont besoin pour le même

temps. Elles gagnent sur la différence entre l'intérêt qu'elles payent aux premiers et celui qu'elles exigent des seconds.

Elles doivent pouvoir rendre à tout moment aux uns ce qu'elles ont prêté aux autres. Cela les oblige à chercher des placements à **court terme,** dont le type le plus courant est l'escompte des effets de commerce. Comme chaque jour un certain nombre de ces effets arrive à échéance, elles s'en servent pour rembourser les sommes retirées par les déposants au fur et à mesure de leurs besoins.

Avant tout, la Banque de dépôts doit veiller à sa **liquidité.** Comme ses clients, elle ne doit acheter des titres à long terme *qu'avec son capital et ses réserves.* Son rôle est de fournir aux entreprises leur **fonds de roulement.**

Au contraire, les Banques d'affaires, spécialisées dans la création des entreprises, ne recherchent pas les dépôts à court terme du public. Disposant de capitaux importants, fournis par leurs actionnaires, et quelques gros clients, elles prennent des participations dans les affaires industrielles, commerciales et autres, leur avancent les sommes nécessaires pour leur mise en marche (contre remise d'actions, parts de fondateur, etc., qu'elles revendent ensuite au public), préparent les émissions, soutiennent les cours à la Bourse, etc.

Leur portefeuille-titres (et non leur portefeuille-escompte) forme le plus clair de leur actif.

Autre différence : en Angleterre et en France, les effets

de commerce escomptés sont généralement des traites à deux signatures : celle du vendeur et celle de l'acheteur ; si le premier ne paye pas à l'échéance, le second doit rembourser l'argent qu'on lui a avancé. Comme le banquier connaît toujours au moins l'un des deux, il n'escompte qu'à bon escient, et ses risques sont infimes.

Aux Etats-Unis où la clientèle est instable — et le personnel bancaire aussi — on a dû simplifier : les effets escomptés portent généralement une **seule signature** (promissory notes). Le banquier ouvre un compte à un client d'après la solvabilité qu'il lui attribue, et escompte les effets qui portent sa seule signature. En garantie, il exige généralement que son client dépose chez lui une **couverture en titres** qu'il pourra vendre en cas de défaillance.

Comme le banquier d'escompte est aussi marchand de titres, il pousse volontiers son client à user de ce procédé. Il y gagne, outre l'intérêt de ses avances, la commission qu'il reçoit pour le placement des titres.

Quant au client, si ses réserves ne suffisent pas, il sera parfois tenté d'acheter des titres sur les recettes provenant de son fonds de roulement. Sans doute, il immobilise de ce fait des sommes dont il peut avoir besoin dans trois ou six mois. Mais qu'importe, puisque par le jeu « des avances » sur titres, il peut ramener à l'état « liquide » une partie de ce qu'il avait « investi » à long terme. Il suffira, pour qu'il y gagne, que le revenu du titre soit supérieur aux taux de l'avance qu'il contracte.

Mieux encore, on a vu des banquiers acheter des titres, non seulement avec leur capital et leurs réserves, mais

avec l'argent provenant de leurs dépôts à vue, puis revendre ces titres à leurs clients, quitte à leur consentir ensuite une avance sur ces titres pour leur permettre de reconstituer leurs fonds de roulement.

Ce système du « **mixed banking** » aboutit souvent à une double confusion : chez le client qui ne distingue plus très bien son fonds de roulement de ses réserves, et chez le banquier qui arrive à faire des placements à long terme avec des dépôts à vue.

Ce n'est pas tout. Le client à qui son banquier a accordé une avance sur titres de $ 10.000 ne les dépense généralement pas tout de suite ni d'un seul coup (1) : il tire un jour un chèque de $ 500, un peu plus tard $ 2.000. Il laisse ainsi disponible une somme décroissante de $ 7.500, puis $ 6.500, puis $ 4.500, etc. Le banquier inscrit ces sommes (pour un temps il est vrai, très court) au montant de ses dépôts à vue. Va-t-il laisser cette somme inutilisée ? Evidemment non. C'est un principe bancaire que l'argent doit toujours « travailler ». Il s'applique seulement à lui trouver un emploi tel qu'il puisse à tout moment le retirer : placement en reports à la Bourse (call money), « acceptations », etc...

Le banquier tire ainsi du même capital deux moutures : l'une au compte d'**avances sur titres**, l'autre (call money) est placé en Bourse.

Si maintenant, nous quittons ce domaine artificieux de la comptabilité bancaire pour revenir à la réalité économique, nous constatons qu'à ce jeu, un même capital peut

---

(1) En fait, en Amérique, on appelle **demand deposits**, les dépôts qui sont remboursés dans un délai maximum de trente jours, au-delà, ce sont des **term deposits**.

être représenté jusqu'à trois fois dans les écritures de trois entreprises différentes :

1° il figure une première fois pour $ 10.000 par exemple, dans le bilan d'une société industrielle sous la rubrique **actions, portefeuille-titres, ou obligations.** Là, il représente un capital immobilisé sous forme de terrains, bâtiments, machines, etc.

2° une seconde fois, à raison de $ 8.000 dans les livres d'une banque, qui l'inscrira au compte des **avances sur titres.** Il figure ici un capital rapidement réalisable (par vente à la Bourse) et servant de contre-partie à un capital liquide (dépôt) prêté à court terme.

3° une troisième fois à raison de $ 7.000, puis $ 6.000, puis $ 4.500, etc., dans les livres de la même banque où il représente un capital prêté à vue à d'autres institutions (brokers, spéculateurs, etc.).

Curieux système qui permet de faire servir le même dollar à deux et parfois **trois emplois simultanés,** en faisant jouer la différence des échéances.

Par un artifice de comptabilité, on voit les dollars sortir les uns des autres, comme les tables-gigognes, en un foisonnement qui tient de la magie plus que de la nature.

Un dollar immobilisé donne naissance à un dollar à court terme, qui engendre un dollar à vue.

Doué d'une ubiquité miraculeuse, le même capital se trouve occupé au même moment dans une usine sous forme d'outillage, dans la caisse d'une maison de commerce où il paye des factures (escompte), à la Bourse où il guette une hausse des cours.

Ce système de mélange bancaire **(mixed banking)** est

excessivement favorable au placement des titres, puisqu'il permet au client de les acheter à crédit, avec de l'argent dont il ne dispose que pour un temps très limité.

Cela est très commode aussi pour le banquier qui touche sa commission sur le placement de ce titre. Mais c'est aussi dangereux pour lui, car au cas où le client ferait de mauvaises affaires, les titres peuvent lui rester pour compte.

C'est ici qu'intervient la **Federal Reserve.**

Dans tous les pays civilisés, quand un banquier n'a plus assez de fonds pour satisfaire aux demandes de ses clients, il prend dans son portefeuille un certain nombre d'effets de commerce qu'il a déjà escomptés lui-même, il y ajoute sa signature (ce qui veut dire qu'il prend la responsabilité du paiement à l'échéance), puis il les présente à la Banque de Réserve qui lui avance, en billets de banque, la somme demandée; mais de peur que la multiplication des billets ne risque de provoquer une hausse générale des prix, la loi fixe un rapport minimum entre le volume des billets émis par la Banque et son encaisse-or. C'est le frein à l'inflation.

En Amérique, plus qu'ailleurs, un tel frein était nécessaire.

Après bien des krachs, on a fini par le comprendre, et en 1913 (un an seulement avant la première guerre mondiale), on a institué le **Federal Reserve System.**

Au lieu d'une seule banque d'émission, comme en Europe, on a divisé le territoire des Etats-Unis en douze districts à la tête de chacun desquels se trouve une ban-

que de Réserve (Federal Reserve Bank) avec faculté d'émettre des billets.

Mais toutes les banques commerciales ne sont pas admises au réescompte (avant la crise il y en a eu jusqu'à 28.000). 8.000 seulement sont reconnues comme affiliées au **System** (Member banks) — il est vrai qu'elles détiennent environ 75 % du total des dépôts existant dans toute l'Union.

Pour faire réescompter son papier, nous avons dit que le banquier remet un effet (à une signature) d'un de ses clients, il y ajoute la sienne, ce qui le rend responsable du paiement ; mais en contre-partie de cet engagement, il doit déposer à la Banque de Réserve une garantie égale à 13 % du montant total de ses dépôts, s'il travaille à New-York ou à Chicago, 10 % s'il réside au siège de la Federal Reserve Bank de son district, et 7 % seulement s'il opère dans les régions rurales (country bank).

En moyenne, le dépôt de garantie du banquier (collatéral) est donc de 11 %. Moyennant quoi, les effets de commerce à une signature endossés par lui, deviennent réescomptables (eligible paper) par la Federal Reserve.

Ce qui veut dire que pour $ 1.000 de garantie en fonds d'Etat déposés à la Federal Reserve, le banquier peut faire réescompter sous sa responsabilité $ 9.000 d'effets escomptés par lui à ses clients.

C'est la fameuse règle de la **multiplication par 9** qui a soulevé de vives discussions parmi les techniciens.

On ne s'expliquerait pas un coefficient si élevé si on ne se rappelait que le **Federal Reserve System** est entré en fonction la veille de la guerre (1913) à une époque où

la population composée en grande partie d'émigrants ne possédait pas encore une épargne suffisante pour satisfaire aux besoins de son activité en plein essor.

Mais, à ce compte, en cas de crise provoquant de nombreuses demandes de réescompte, la Federal Reserve pourrait être amenée à mettre en circulation une telle quantité de billets qu'il en résulterait une hausse excessive des prix.

C'est pourquoi la loi américaine a mis une limite à ses avances. Ses billets doivent être couverts à 100 % par son encaisse-or et par du papier bancable (eligible paper) endossé par un banquier responsable du paiement.

De même, les dépôts qu'elle a reçus en gage **(collatéral)** doivent être couverts par son encaisse-or à concurrence de 35 %. Et comme à ce moment (1913), cette encaisse-or provenait, pour une grande part, des emprunts faits à l'étranger, et qu'on pouvait toujours craindre un brusque retrait, il fut stipulé que l'encaisse-or réelle devrait être toujours supérieure de $ 400 millions au total de ces deux couvertures.

Cet excédent disponible **(free gold)** représente une marge de sécurité. Si cet excédent de $ 400 millions est atteint ou dépassé, on peut sans crainte opérer la **multiplication par 9.**

Dans le cas contraire, la Banque estime qu'il y a danger. Elle hausse son taux de réescompte. Le banquier constate alors qu'il paye pour le réescompte presque aussi cher que son client lui a versé pour l'escompte.

Il exige de celui-ci qu'il rembourse, pour rembourser lui-même la Federal Reserve Bank. De ce fait, le volume

des effets réescomptés diminue dans le portefeuille de la Banque Fédérale et une partie de l'or qu'elle a en caisse devient de nouveau disponible (free gold).

En somme, la **multiplication par 9** ne peut se faire que dans la mesure des excédents d'or de la Federal Reserve. C'est une sage précaution.

Mais par contre, tout dollar-or **qui entre dans l'encaisse-or en plus des $ 400 millions du free gold peut augmenter de 9 fois le volume global des dépôts des banques commerciales situées au troisième échelon.**

Pour peu que l'encaisse-or de la Federal Reserve augmente rapidement, l'Amérique disposera d'une formidable **machine à faire des dollars** qui lui permettra, à l'aide du **mixed banking**, de faire face aux émissions les plus fantastiques.

Au reste, les chiffres suivants tirés du Bulletin de la Federal Reserve permettront de mesurer exactement les effets de cette méthode.

	Encaisse-or totale	Total des dépôts des Banques commerciales	Coefficient de multiplication
Juin 1914	1.124	10.311	9,2
Juin 1919	2.456	18.809	7,6
Juin 1922	3.785	30.690	8,1
Juin 1928	4.305	44.234	10,3

A la veille de la guerre de 1914, l'encaisse-or est faible ($ 1.124 millions) et les dépôts montaient à $ 10.311. Les

Etats-Unis sont encore un pays pauvre, en plein essor et qui manque de capitaux; aussi la règle de **multiplication par 9** joue à plein : $\frac{10\,311-}{1.124-}$ 9,9

De 1915 à 1917, les Alliés passent des commandes énormes aux Etats-Unis, mais comme le gouvernement américain reste neutre, il ne leur accorde pas de crédits, les Alliés doivent payer partie en or, partie en titres. De ce fait, l'encaisse-or augmente de $ 1.125 millions.

D'avril 1917 à 1919, les Etats-Unis entrent en guerre, et il est aussitôt convenu que, désormais, chacun des gouvernements associés payera les commandes faites chez lui pour ces alliés. De ce fait, l'Europe cesse presque complètement ses envois d'or ($ 207 millions).

Néanmoins en juin 1919, l'encaisse métallique est à $ 2.456 millions.

Mais pour financer toutes ses dépenses de guerre, la dette publique américaine (Liberty loans) a augmenté de $ 24 milliards dont 15 pour les dépenses propres des U. S. A. et 9 pour les Alliés. Afin de faciliter la souscription de ces titres, la Federal Reserve a fait jouer la **multiplication par 9.** Les dépôts dans les banques privées ont passé de 10 à 18 milliards (soit 8 milliards d'augmentation).

C'est à peu près l'équivalent de la somme prêtée aux Alliés.

La guerre finie, le 19 mars 1919, l'accord financier est dénoncé.

Les Alliés sont à nouveau obligés de payer leurs fournitures (de paix, cette fois); leurs monnaies, même la £ et le franc, commencent à se déprécier, et pour soutenir leur change, ils sont obligés d'envoyer de nouveau de l'or à New-York.

En juin 1922, l'encaisse métallique monte à 3 785 millions. Alors, on pense à faire servir cet or au redressement de l'économie mondiale. La Federal Reserve laisse jouer le **multiplicateur** ; et les dépôts des banques commerciales montent à $\frac{30\,690 -}{3\,785 -}$ 8,1

Enfin en 1924, c'est l'élection de M. Hoover à la présidence des Etats-Unis, la stabilisation du Mark allemand, la pacification (provisoire) de l'Europe (Plan Dawes, Pacte Briand-Kellog) et l'expansion formidable des crédits américains à travers le monde. Cette fois, quoique de 1922 à 1928, l'encaisse-or n'ait augmenté que de $ 500 millions, le multiplicateur joue à plein (10,5) ; en conséquence, le total des dépôts en banque passe de $ 30 milliards à 44.

En somme, en six ans, $ 14 milliards ont été ainsi mis à la disposition des millions de patrons (petits et grands) usiniers, commerçants et fermiers qui forment la clientèle des banques. C'est cela (combiné avec les avances sur titres), qui leur a permis d'absorber la quantité énorme de titres jetés en si peu de temps sur le marché américain.

Ce n'est pas sur la richesse acquise, sur la masse des profits accumulés par tout un vieux peuple pendant plusieurs générations que repose la gigantesque pyramide

de titres édifiée par les banquiers américains ; c'est sur l'activité de millions de petits patrons, leur habileté, et leurs efforts quotidiens pour faire face à leurs échéances.

Mais, précisément, cette situation ne peut manquer d'inspirer à tout homme de bon sens quelques inquiétudes. Les titres ainsi achetés à crédit, ont-ils été réellement souscrits ? Les dollars qui sont en train de faire du blé au Canada et en Argentine, du café en Colombie ou au Brésil, des machines électriques en Allemagne et en Suède, sont-ils autre chose que le produit d'une fiction bancaire ?

Qui nous assure que les banquiers de la Federal Reserve et les autres banquiers leurs clients, dans leur désir naturel d'accroître leur chiffre d'affaires, n'ont pas exagéré le maniement de la **multiplication par 9**, et dépassé les possibilités réelles du peuple américain ?

A cette question, la Federal Reserve a fait elle-même une réponse précise — et singulièrement révélatrice.

Au 4 octobre 1929, au début du « fameux krach américain », qui a déclenché la crise mondiale, voici quelle était la situation d'ensemble de toutes les banques commerciales affiliées au System :

	Millions de $	%
Portefeuille commercial (Effets escomptés)	15.973	44.6
Fond d'Etats (Réserves propres des banques) . . .	4.095	11.4
Avances sur titres (titres achetés à crédit par les clients)	8.109	22.5

	Millions de $	%
Portefeuille titres (titres achetés par les Banques privées avec l'argent de la F. R.) .	5.852	16,3
Avances aux brokers (sommes prêtées à vue, à la spéculation, call money)	1.885	5,2
	35.914	100.—

En somme sur les quelques $ 36 milliards figurant à l'avoir des banques américaines, à la veille du « krach », un peu plus de la moitié seulement, 56 %, représentait des opérations normales et des bénéfices définitivement acquis (portefeuille-commercial et autres réserves propres des banques) ;

$ 8 milliards (soit 20 %) ont été achetés **à crédit** par des particuliers, grâce aux avances sur titres consenties par leurs banquiers ;

et $ 5,8 (soit 14 % n'ayant pu être placés, même à crédit dans la clientèle) ont été **souscrits par les banquiers** eux-mêmes et payés avec l'argent obtenu de la Federal Reserve, contre dépôts de fonds d'Etat.

Au total, à la veille du krach, 34 % des titres émis n'étaient pas, comme on dit, « classés » à demeure dans les portefeuilles des particuliers. Dans leur ardeur à redresser l'économie mondiale, — et à multiplier leurs profits —, les banquiers, seuls répartiteurs des crédits avaient **dépassé d'un bon tiers les facultés d'épargne du peuple américain.**

Supposez qu'une crise commerciale prolongée vienne

à réduire les dépôts en banque, ceux qui ont acheté à crédit leurs titres, ne pourront les payer, et leurs quelque $ 8 milliards retomberont à la charge des banques qui auront fait les avances.

Du même coup, les cours de ces titres non classés baisseront plus vite encore que les autres, le portefeuille-titres des banquiers sera donc considérablement déprécié, et leur bilan deviendra déficitaire.

Dès ce moment (1929), toute la structure bancaire des Etats-Unis était en porte-à-faux. Et l'on pouvait déjà distinguer la fissure qui devait, 3 ans plus tard, en 1933, entraîner la fermeture soudaine de toutes les banques américaines.

Tout cela était extrêmement imprudent. Le gouvernement ni les banquiers ne pouvaient l'ignorer. Mais le gouvernement (en vertu du principe « libéral ») n'avait pas à intervenir. Et les banquiers n'ignoraient pas qu'en cas de baisse, ils pouvaient voir s'écrouler leur château de cartes, mais ils étaient tranquilles, car ils avaient en main la **machine à faire la hausse.**

CHAPITRE III.

LA MACHINE A FAIRE LA HAUSSE

Toute spéculation est un drame à quatre personnages :

1° **L'amateur,** le plus souvent, achète quand les cours montent et vend quand ils baissent.

2° **Le professionnel,** mieux avisé, attentif au retour du pendule, achète quand le titre baisse et vend quand il monte. Le second gagne généralement ce que perd le premier.

Tous les deux d'ailleurs achètent et vendent des titres qui ne leur appartiennent pas : simplement, ils les empruntent pour quelques jours ou quelques semaines, moyennant un léger intérêt, à un **broker** qui les garde dans son coffre. Ils jouent sur la différence entre le cours du titre au moment du prêt et celui qu'il cotera à la fin de l'opération. S'il y a gain, le spéculateur en reçoit le montant, mais comme il peut y avoir perte, il doit déposer au préalable, en « couverture », chez son banquier, une certaine

somme proportionnelle au nombre des titres et au risque couru.

Ainsi, avec une « couverture » de 2.000 dollars, on peut spéculer sur 10.000 dollars de titres et plus.

3° Le **Broker** (*agent de change ou coulissier*) est un homme prudent qui prête aux spéculateurs — sans s'en dessaisir — les titres sur lesquels ils jouent. Il touche son courtage, qu'il y ait gain ou perte, à l'abri de la « couverture » déposée chez lui par son client. Il ne court donc pratiquement aucun risque — sauf le cas où il aurait demandé une « couverture » insuffisante.

Le Broker emprunte généralement lui-même l'argent avec lequel il achète les titres prêtés aux spéculateurs. Il gagne sur la différence entre l'intérêt qu'il paye et celui qu'il reçoit de ses clients.

4° Le **banquier** prête aux **brokers** l'argent avec lequel ceux-ci achètent les titres prêtés aux spéculateurs professionnels ou amateurs.

Admirable hiérarchie, dans laquelle le banquier ne risque rien ou presque rien, puisqu'il est « couvert » par le broker, lequel est protégé lui-même par la « couverture » de son client. Celui-ci assume tous les risques de la spéculation, mais grâce à la collaboration des deux autres, il peut, avec une mise assez faible, jouer sur un nombre de titres cinq ou six fois plus grand et multiplier par conséquent l'importance de son gain — ou de sa perte.

Ajoutons que l'argent ainsi avancé par le banquier n'est pas, on le pense bien, son propre argent. Nous avons vu que, lorsqu'un banquier consent une « ouverture de crédit » à un client, celui-ci ne retire généralement pas

tout de suite la totalité de la somme. Le banquier peut donc disposer d'une partie pendant quelques jours et parfois quelques semaines. Naturellement, il ne laisse pas ce capital improductif : l'argent doit toujours « travailler ». Toutefois, celui-là ne peut être placé qu'à très court terme, puisque le déposant à qui le banquier l'a lui-même emprunté (sans le lui dire), peut le redemander à tout instant.

Le meilleur type de ce placement, c'est précisément les « avances aux brokers », ou si l'on veut, le « report » en Bourse.

Le banquier trouve là un placement qu'il peut « liquider » à sa volonté et c'est l'idéal pour cette partie de ses disponibilités qui peuvent à tout moment lui être retirées.

Si ces disponibilités sont abondantes, il pourra placer de grosses sommes chez les brokers ; le « call money » baissera, les spéculateurs multiplieront leurs achats de titres, et il y aura en Bourse « tendance générale » à la hausse des valeurs. Si, au contraire, il réduit fortement le volume de ses placements en report, le « call money » montera, diminuant d'autant la marge de bénéfice du spéculateur, et la « tendance » s'orientera vers la baisse.

Les grandes banques de dépôts, grâce à leurs fortes disponibilités, sont donc en réalité maîtresses du jeu.

Or, aux Etats-Unis, nous l'avons vu, elles ne se distinguent pas des banques d'affaires. Le même banquier achète des titres pour son propre compte, les vend aux clients dont il a les dépôts, leur avance avec ces dépôts de l'argent sur les titres qu'ils ont achetés, et, sur les crédits qu'il leur a ouverts pour souscrire ou garder ces titres,

prête de l'argent aux boursiers pour les faire monter.

Comment, dans ces conditions, les banquiers n'auraient-ils pas été tentés de se servir de leurs comptes-courants pour faciliter l'écoulement de leurs titres. On ne place facilement les titres qu'en période de hausse. Or, ils avaient dans le « call money » et les « avances aux brokers » la **machine à faire la hausse.**

Aux Etats-Unis, le marché central des titres est à Wall Street. C'est pourquoi toutes les sommes mises à la disposition des brokers pour favoriser la spéculation étaient autrefois concentrées dans les banques de New-York. Celles-ci jouissaient d'une sorte de monopole de fait et plaçaient en « report » une grande partie de leurs disponibilités à vue (soit $ 1 milliard environ).

Mais depuis quelques années, les banques des autres Etats se sont mises à en faire autant. Tout le monde a vu dans les établissements de crédit ce petit appareil télégraphique (le ticker) qui imprime sur une bande de papier les cours de la Bourse au fur et à mesure qu'ils sont cotés.

Il y en a maintenant dans presque toutes les villes des Etats-Unis.

Ainsi, un spéculateur habitant à Chicago, Saint-Louis ou la Nouvelle-Orléans, peut suivre à tout moment la hausse ou la baisse de ses titres ; il peut aussi, rapidement, par une simple dépêche, renforcer sa position à Wall Street ou la liquider, tout comme s'il habitait Brooklyn ou Manhattan. Et c'est essentiel, car avec la mobilité extrême des cours, un gain ou une perte sont souvent une question d'heure, ou même de minutes. C'est

ainsi que la spéculation naguère confinée à New-York, s'est étendue en quelques années à tout le continent américain.

Naturellement, les banques des 48 Etats en ont profité pour placer une grande partie de leurs disponibilités en report chez les brokers de New-York — soit environ 700 à 800 millions de dollars en temps normal.

Ce n'est pas tout : les grandes sociétés industrielles et commerciales, trusts de pétrole, d'automobiles ou d'électricité, magasins à succursales, etc., encaissent chaque jour des sommes considérables, dont une partie reste disponible pendant quelques semaines en attendant le paiement des salaires hebdomadaires ou mensuels, des loyers, des coupons, des impôts. Toutes ces entreprises trouvèrent commode de placer ces fonds chez les brokers, puisqu'elles avaient la faculté de les retirer à tout moment.

Enfin, les banques étrangères ayant des succursales à New-York sont entrées dans le jeu. Les crises monétaires qui sévissaient sur le Vieux Monde avaient amené beaucoup de capitaux à chercher à New-York un refuge momentané. Il était commode pour les banques dépositaires de les placer en report à Wall Street.

Au total, pendant la période 1925-1928, « les avances aux brokers » se maintinrent entre 2 1/2 et 3 milliards de dollars.

Cette somme énorme représentait en quelque sorte le **fonds de roulement de la spéculation.** Grâce à elle, 700.000 ou 800.000 particuliers, épars dans toute l'Union, pouvaient, avec une couverture moyenne de $ 1.000 cha-

cun, jouer à la hausse ou à la baisse sur $ 3 milliards de titres.

Dès lors, les banquiers pouvaient souscrire sans crainte à toutes les émissions et consentir à leurs clients toutes les avances sur titres qu'ils désireraient. Même si les uns et les autres, dépassant les limites de la prudence, étaient contraints de revendre leur trop plein, le « marché à terme » avec son fonds de roulement de $ 3 milliards était assez fort pour l'absorber.

La **machine à fabriquer les dollars** pouvait fonctionner à plein rendement, puisque la **machine à faire la hausse** assurait dans tous les cas la reprise du « flottant ».

Et maintenant, regardons fonctionner les deux machines.

Aux Etats-Unis, quand un parti veut se maintenir au pouvoir, il doit démontrer qu'il a augmenté la prospérité du pays.

Quelle meilleure preuve peut-il en donner que la hausse générale des valeurs ? L'électeur moyen qui voit sa fortune augmenter (sur le papier), est volontiers disposé à l'optimisme, et il vote de bon cœur pour le gouvernement. C'est pourquoi il est d'usage que, dans les six mois qui précèdent la consultation populaire, les grands trusts et les riches particuliers — qui sont presque tous républicains — mettent de fortes sommes à la disposition de la spéculation. En fait, d'après les statistiques officielles, les fonds placés en report par les particuliers « non banquiers » se sont élevés de $ 1 milliard en novembre 1927 à près de $ 2 milliards à la veille des élections (6 novem-

bre 1928). De ce fait, le total des « avances » aux brokers atteignait à cette date $ 4 milliards.

Spéculateurs et « amateurs », trouvant sans peine à emprunter beaucoup de titres pour de faibles couvertures, s'en donnèrent à cœur joie, et les cours à Wall Street prirent une magnifique envolée. De janvier à novembre 1928, les vingt principales valeurs industrielles ont passé de l'index 198 à l'index 252. C'est-à-dire qu'un électeur qui, avec une couverture de $ 1.000, aurait acheté ces vingt valeurs en janvier pour $ 19.800, les retrouvait à $ 25.200 en novembre, ayant vu sa fortune augmenter (sur le papier) de **27 % en quelques mois.** Comment, aprè cela, n'aurait-il pas voté d'enthousiasme pour le candidat du parti au pouvoir !

Toutefois, le Président une fois installé à la Maison Blanche, le Federal Reserve Board qui contrôle les banques d'émission, estima qu'il convenait d'arrêter cette hausse factice, et à partir de février, il ordonna de réduire les « avances aux brokers ». Mais allez donc brider l'élan de centaines de milliers d'amateurs que, pendant six mois, on avait saoulés de discours sur la « Prospérité Américaine ». Ils se disaient — non sans logique — que, puisque leur candidat avait triomphé, cette prospérité ne pouvait que s'accélérer encore. Tous croyaient à la hausse et assiégeaient les brokers de leurs demandes.

Comme les capitaux disponibles à vue ne suffisaient pas à satisfaire leurs demandes, le taux de l'argent à vue augmenta. En janvier 1928, le taux du « call money » se tenait modérément entre 4 1/2 et 5 1/2. Au moment

des élections, il atteignait déjà 6 1/2 et 9 %. En janvier 1929, il monta certains jours jusqu'à 12 %.

Normalement, cela aurait dû freiner la hausse. Mais alors se produisit une intervention que le Federal Reserve Board n'avait point prévue et sur laquelle il n'avait aucune prise : l'afflux des capitaux européens.

En France, pendant la période de baisse du franc entre 1922 et 1926, les bons citoyens, soucieux de sauver leur fortune, achetèrent en masse des devises ou titres étrangers, pour plus de **1 milliard de dollars.** Lorsque le franc eut été à son tour stabilisé, ils voulurent « rapatrier » leurs capitaux. La Banque de France fut autorisée par une loi spéciale à racheter leurs devises or. Elle leur remit en échange des billets et se trouva ainsi brusquement détentrice d'une masse énorme de dollars, livres sterling, florins, francs suisses, etc... (1).

Or, voici qu'à l'automne 1928, on s'aperçut en Europe que le « call money » à New-York atteignait parfois 10 % et même 12 % sans jamais tomber en dessous de 6 %. Comment ne pas profiter d'une pareille aubaine ? De Paris, d'Amsterdam, banquiers et spéculateurs donnèrent l'ordre de transférer leurs fonds en dollars à Wall Street : en janvier 1929, le total des « avances aux brokers » atteignait $ 4.750 millions.

En quelques mois, les avances des « non banquiers » avaient passé de $ 1 milliard à $ 1.750 millions. Cet afflux de capitaux ramena le taux du « call money » entre

---

(1) D'après un rapport de M. Palmade à la Chambre des Députés, elle en posséda pour plus de 26 milliards de francs.

6 et 10 %. L'élan des spéculateurs s'en trouva fortifié et la hausse reprit de plus belle. De 239 en octobre, l'index des grandes valeurs monta à 317 fin janvier ! En vain, la Federal Reserve avait ramené ses avances au-dessous de $ 3 milliards, l'afflux des capitaux européens empêchait la baisse du « call money » : **le frein ne jouait plus.**

C'est ainsi qu'au milieu de juin, un nouvel afflux de capitaux se produisit chez les brokers. A ce moment le total des sommes mises à leur disposition s'arrêtait encore à $ 5 milliards ; dans la troisième semaine de septembre, il atteignit $ 6 milliards !

Alors, toutes les digues sont rompues. Dans les plus lointains « counties » du Kansas ou de la Floride, des courtiers improvisés parcourent villes et campagnes dans des automobiles toutes neuves, éblouissant les populations du récit de leur enrichissement rapide. L'homme le plus ignorant des choses de la Bourse, en constatant chaque matin dans son journal la hausse de toutes les valeurs, apprend à déposer une « couverture » chez le banquier local. Toutes les classes s'en mêlent : boutiquiers, employés, fermiers, pasteurs même, puisent dans le sac débordant des « avances aux brokers » des jetons pour les lancer sur le tapis vert.

Et c'est la hausse fantastique ! De 252 en octobre 1923, l'index des 20 grandes valeurs américaines avait monté à 317 en janvier 1929 (65 points en trois mois) ; de juin à septembre, il montait à nouveau de 297 à 380 (83 points en trois mois).

A ce compte, un « amateur » qui, avec une couverture de $ 5.000, aurait acheté à crédit un lot de ces titres

$ 29.700 en juin 1929, pouvait les revendre $ 38.000 en septembre, réalisant ainsi un bénéfice de $ 8.300 avec une mise réelle de $ 5.000 (soit 66 % en trois mois).

Qu'importaient alors les « couvertures » croissantes, les commissions et les courtages, et le « call money » à 15 %. Personne ne s'occupait plus de connaître le revenu des titres qu'il achetait ni le rendement des industries représentées. La Bourse avait perdu tout contact avec l'Economie.

Le volant du crédit, désormais sans frein ni contrepoids, tournait à une vitesse sans cesse accrue. La spéculation était une « roue folle ».

Cependant, chacun entendait jouir au plus vite de cette nouvelle richesse, si facilement acquise : on achetait une automobile, une maison payable par **mensualités** sur les bénéfices à venir. Les sociétés immobilières construisaient des buildings munis du dernier confort, les magasins ne désemplissaient plus. Les usines augmentaient leur outillage, les ouvriers, les employés obtenaient des salaires toujours plus élevés. Et Ford, prophète des temps nouveaux, démontrait par son exemple que, plus on vend bon marché, plus on paie cher sa main-d'œuvre — et plus l'on gagne !

Ah ! certes, la Prospérité Américaine, prédite par le Président Hoover, n'était pas un vain mot : on la voyait autour de soi dans l'activité toujours plus trépidante du négoce, et chacun la touchait du doigt en constatant le gonflement de son compte en banque. On n'avait même plus besoin d'attendre que les sociétés eussent versé leurs dividendes : grâce à la hausse de leurs titres, on réalisait

d'avance les bénéfices qu'elles ne pouvaient manquer de faire dans l'avenir...

Le fermier du Kansas oubliait son grain invendu, resté en stock dans les entrepôts, en songeant à ce qu'il gagnait sur la « Royal Dutch ».

L'Amérique ivre de spéculation, « dopée » par les capitaux européens, montait vers les étoiles !

CHAPITRE IV

QUAND LES MASSES SPECULENT

L'analyse des méthodes bancaires américaines nous a montré sur quelles bases factices reposait cette « Prosperity » qui fit croire en 1929 au redressement définitif de l'économie mondiale.

En réalité, cette illusion se fondait sur deux erreurs :

a) la croyance universelle que le crédit se fondait sur l'or, a fait admettre que tout dollar de métal entrant dans les caves de la Federal Reserve pouvait engendrer 9 dollars de dépôts ; elle a permis de dépasser les possibilités de l'épargne américaine, et suscité la surproduction des capitaux.

b) la distribution des crédits par les banquiers privés, sans autre guide que leur convenance et leur profit, les a portés à favoriser les grandes entreprises et leurs matières premières, parce que les émissions étaient plus faciles et plus rémunératrices ; elle a eu pour résultat que

la surproduction des capitaux a engendré la surproduction des marchandises.

L'étude de la crise mondiale qui s'en est suivie n'est pas moins révélatrice des dangers résultant d'une économie livrée à la seule règle du profit. Elle nous fera toucher du doigt les erreurs qu'il nous faut éviter, les contrôles qu'il nous faudra établir si nous voulons que le redressement de demain ne nous plonge encore une fois de l'abondance factice dans l'extrême et définitive misère.

Comme il arrive souvent, c'est un événement extérieur sans grande importance en lui-même, qui déclencha le krach américain de 1929.

En septembre 1929 à Londres, la faillite d'un grand aventurier, Hatry, engloutit brusquement plus de £ 20 millions, ébranlant plusieurs grandes banques et provoquant une sorte de panique au Stock Exchange. Cet accident obligea un grand nombre de particuliers et banquiers anglais à vendre leurs titres américains pour combler leurs pertes. En même temps, la Banque d'Angleterre, à qui tout le monde demandait secours, se vit forcée d'élever son taux d'escompte à 6 % — ce qui ramena vers elle une partie des capitaux placés en « report » à New-York.

Pour la premièer fois, depuis des années, quelques valeurs fléchirent à Wall Street.

Ce que voyant, les brokers prudents commencèrent à exiger des « couvertures » de plus en plus fortes. Les professionnels avertis, liquidèrent leurs positions, et la baisse s'accentua.

Mais alors, les « amateurs » commencèrent à prendre peur. Tant que les titres montaient de 10 % par mois, il leur était indifférent de payer le « call money » à raison de 10 ou 15 % par an. Mais avec la baisse des titres, le « call money » mangeait leur « couverture », et la plupart n'étaient pas en état de la renouveler — encore moins de l'accroître. Bon gré, mal gré, beaucoup durent vendre même à perte.

Les ventes provoquèrent une nouvelle baisse ; la baisse à son tour provoqua de nouvelles ventes. Bientôt des vagues successives de panique se propagèrent à travers les Etats-Unis. Dans les plus petites villes, de braves gens affolés, après avoir consulté le « ticker », coururent au télégraphe. Les professionnels eux-mêmes qui avaient ramassé d'abord les titres en baisse ne trouvèrent plus personne à qui les revendre : beaucoup furent emportés dans la débâcle. Alors, c'est la panique universelle. De toutes parts, les ordres affluent à Wall Street.

En un seul jour (7 novembre 1929), $ 2 milliards de titres changèrent de mains. Finalement, le « ticker » lui-même fut débordé pendant quelques heures : à la Bourse, les employés ne parvenaient plus à enregistrer les cours.

Quand enfin on put mettre les choses au net, on constata que l'index des meilleures valeurs avait baissé de 150 points en quinze jours.

Des gens qui, deux semaines auparavant, se croyaient riches, étaient ruinés. Des millionnaires se trouvaient littéralement à la rue. Beaucoup se suicidèrent. La marée montante en se retirant brusquement, laissait sur le sable plus d'un million de victimes.

On crut d'abord à une simple crise boursière — d'une dimension jusqu'alors inconnue. Pour sauver les brokers que les « couvertures » de leurs clients ne suffisaient plus à couvrir, la Federal Reserve mit à leur disposition l'argent qu'elle leur avait naguère retiré pour freiner la spéculation. Ainsi les grandes banques étrangères (et le Trésor Français en particulier) purent rapatrier, sans rien perdre, les capitaux qu'elles leur avaient prêtés à la petite semaine. Quant aux titres non « classés », ils furent simplement passés au compte profits et pertes par les spéculateurs petits et gros ; et les capitaux factices disparurent avec les joueurs imprudents qui les avaient achetés ou vendus à crédit. C'est ce qu'on appelle en langage financier, un « assainissement » du marché.

Mais, on s'aperçut vite qu'il y avait autre chose.

Si les capitaux factices pouvaient être supprimés par la vertu d'un simple trait rouge sur les livres des banques, il n'en était pas de même des stocks de marchandises qu'ils avaient créés.

La situation était particulièrement grave dans l'agriculture. En juillet 1928, le stock mondial de blé restant des récoltes précédentes, dépassait déjà de 40 % le stock normal des années précédentes, et le cours à Chicago avait baissé à 80,94. Il en était de même pour le coton la laine, les produits de ferme, les fruits, etc.

Toutes les banques rurales étaient encombrées de traites renouvelées. Evidemment, elles ne pouvaient prolonger indéfiniment leurs crédits.

Mais, si elles les coupaient, les stocks invendus inévitablement allaient tomber sur le marché, écrasant les prix,

Et alors que deviendraient les fermiers, et les commerçants qui détenaient ces stocks, et les banques qui avaient escompté leurs traites ? Comment les fermiers payeraient-ils leurs hypothèques, leurs achats à tempérament, etc. ?

Comme toujours, dans les pays régis par l'économie dite « libérale », quand les entreprises privées sont en bénéfices, elles repoussent toutes les interventions de l'Etat, mais quand elles sont en perte, elles ne manquent jamais de l'appeler au secours.

Docilement, le gouvernement américain prit deux sortes de mesures, en apparence très raisonnables :

a) il conseilla aux fermiers de réduire fortement leurs emblavures, afin de faciliter l'écoulement des invendus ;

b) et comme l'effet ne pouvait se faire sentir immédiatement, il créa le **Farm Board** doté d'un énorme crédit, $ 500 millions, afin de soutenir les cours en attendant la récolte prochaine. En ce qui concerne le blé, le Farm Board constitua la **Grain Stabilization** C° pour acheter et vendre tout ce qui serait offert ou demandé au même prix. Puis la compagnie américaine s'entendit avec le **Wheat Pool** canadien, association des coopératives des 3 Etats de la Prairie qui exportaient à eux seuls autant que les Etats-Unis.

Si l'on veut comprendre où sont les points faibles de l'Economie Libérale, il faut voir sous la pression de quelles forces ces deux mesures ont échoué.

D'abord tout marcha bien. Dans l'hémisphère austral où la moisson se fait en janvier, les labours commencent dès le mois d'août. A ce moment, sous l'influence des stocks mondiaux, et de la baisse récente, les fermiers

réduisirent considérablement leurs emblavures : les Argentins, de 2.625.000 hectares, les Australiens, de 302.000 hectares, soit au total une réduction égale à la surface emblavée de la Roumanie tout entière.

Cela permit d'espérer pour l'année en cours une récolte très faible et l'écoulement facile des stocks. Aussi, de novembre 1929 à février 1930, les cours à Chicago se maintinrent entre $ 1,16 et $ 1,30 le bushel.

Puis vinrent les semailles de printemps dans l'hémisphère nord et alors, on découvrit un phénomène imprévu.

Le vote du Congrès à Washington, en juin 1929, et la création du Farm Board, avaient vivement excité l'attention, comme on le pense bien, des paysans aux Etats-Unis comme au Canada. Dans les plus lointaines fermes du Wheat Belt, on avait suivi avec un intérêt passionné la formation de la « Farmers National Grain C° », puis les efforts de la Grain Stabilization C° à Chicago et du Wheat Pool à Winnipeg pour arrêter la baisse du blé.

Quand, au moment des semailles, les fermiers virent que les cours se maintenaient à Chicago entre $ 1,20 et $ 1,30, ils crurent la « stabilisation » assurée. Dans toutes les fermes où l'on pratique le « mixed farming », on procéda donc aux mêmes assolements que d'habitude. Personne ne songea à réduire ses emblavures.

Bien mieux, les grandes fermes industrialisées de l'Ouest entreprirent de les accroître. Elles avaient devant elles de vastes espaces encore improductifs. Avec les mêmes machines et le même personnel, elles pouvaient, presque sans frais supplémentaires, ajouter quelques centaines d'hectares à leur domaine. Même si les cours

venaient à fléchir on compenserait la baisse de l'unité en multipliant le nombre des quintaux produits. D'ailleurs, on n'avait pas à craindre un effondrement des cours, puisque la Grain Stabilization Co et le Wheat Pool étaient d'accord pour empêcher les stocks anciens de venir au marché !

Alors, en avril 1930, les statisticiens de Washington et d'Ottawa constatèrent avec inquiétude que, loin de diminuer comme dans l'hémisphère sud, les emblavures avaient augmenté de 1.161.000 hectares aux Etats-Unis et 459.000 hectares au Canada. Du coup, les cours reculèrent de mars à mai 1930 aux environs de 100 cents (1 $. le bushel).

Curieux effet des mesures de « stabilisation ». En supprimant la crainte de la baisse, elles avaient empêché de jouer le frein qui aurait dû restreindre la production !

Devant cette funeste erreur des paysans, le gouvernement des Etats-Unis était complètement désarmé. En vertu des principes de l'économie « libérale », il pouvait donner aux fermiers le **conseil** de réduire leurs emblavures, il n'avait aucun moyen de les y **contraindre** : ni administration centralisée qui pût prendre des sanctions contre les récalcitrants, ni Parti unique pour maintenir la immédiat...

Quand la foule se met à spéculer, elle est une force aveugle qu'aucune démocratie parlementaire ne peut arrêter.

CHAPITRE V

LE TRUST VAINQUEUR DE L'ETAT

Le secours bienveillant de l'Etat s'est heurté encore à une autre force — parfaitement consciente et organisée, celle-là. On a beaucoup parlé de ces organisations internationales qui peuvent dominer ou mettre en échec la Puissance publique, et la Souveraineté si souvent proclamée des gouvernements. Il peut être utile de voir un de ces trusts à l'œuvre, afin de mieux comprendre le danger qu'ils représentent et la nécessité de certains contrôles.

Le temps n'est plus où pour transformer son blé en farine, le fermier montait

sur son âne Martin,
pour aller au moulin,

comme dit la chanson.

Aujourd'hui, la ferme est au Canada, en Argentine, en Australie, et le moulin à Liverpool, ou au Hâvre, à Amsterdam ou à Hambourg. Pour y amener le blé, toute

une série d'opérations sont nécessaires : achat du froment au village, transport au port d'embarquement, transbordement des wagons sur le navire, débarquement, nouveaux transports, etc. Chacune de ces operations implique une négociation, un contrat de vente, de frêt ou d'assurances, avec tout un échange de signatures, de chèques, traites, impliquant des risques de pertes, fraudes, contestation et procès de toutes sortes. Ni le fermier vendeur qui est en Australie, ni le meunier acheteur qui est en France ou en Allemagne ne peuvent s'occuper de tout cela.

Alors interviennent les grandes maisons de commerce de blé. Elles ont leurs agents dans tous les grands centres de production, sur tous les grands marchés de vente (Chicago, Winnipeg), dans les ports d'expédition (Philadelphie, la Nouvelle-Orléans, Rosario, Buenos-Ayres, Melbourne, etc.) et aussi sur tous les grands marchés d'achat : Liverpool, Londres, Rotterdam, Barcelone, etc.

Elles achètent le blé à un prix ferme sur le marché local, et le revendent au minotier rendu à Liverpool, Rotterdam, etc., à un prix caf (cargaison+assurance+frêt).

Ce prix caf est en somme une sorte de « forfait » qui dispense à la fois l'acheteur et le vendeur de tous les aléas concernant les transports maritimes.

Quant au fermier, pour connaître la valeur de son blé, il n'a qu'à consulter la cote du marché vendeur ; il peut même, grâce au « marché à terme » savoir d'avance ce qu'il vaudra approximativement dans deux ou trois mois, avant même que sa récolte soit faite.

En cela, les maisons de commerce rendent au produc-

teur comme au consommateur un service inappréciable. Leur rémunération est prélevée sur la **marge** comprise entre le prix du blé payé par elle au lieu de production, et le prix caf du blé rendu au port de débarquement (déduction faite des frêts payés aux compagnies de navigation et autres frais).

Naturellement tout leur effort tend à augmenter cette marge. Assis à son bureau de Londres ou de Paris, le grand « cafiste », reçoit à tout moment par téléphone ou par câble, la cote des cours sur les marchés vendeurs et passe les ordres d'achat là où les cours sont les plus bas, opposant Winnipeg à Chicago, Buenos-Aires à Melbourne.

En même temps, et par le même moyen, il connaît les cours d'achat sur les grands marchés d'importation et dirige les cargaisons vers le point où les prix sont le plus élevés. Sans doute, cela ne lui est pas toujours facile : si'l a chargé son blé sur un paquebot qui transporte d'autres marchandises pour d'autres négociants, il ne peut pas changer sa destination.

Mais certaines grosses maisons possèdent ou frêtent elles-mêmes des navires. S'il arrive que, pendant le trajet, le « cafiste » constate que le marché de Londres va se trouver encombré par d'abondants arrivages, ce qui tend à faire baisser les cours, il suffira d'une dépêche dans un port d'escale pour « dérouter » le bateau et l'envoyer à Hambourg ou à Barcelone où l'offre est moins forte que la demande. Souvent même, un simple avertissement par télégraphie sans fil permettra de « dérouter » le bâtiment en pleine mer.

Ainsi, le « cafiste » s'arrange pour que le prix à la production se règle toujours sur le marché où le cours est le plus bas et le prix demandé au minotier sur celui du marché où le cours est le plus haut.

Tout cela suppose une organisation puissante, avec un personnel nombreux, présent sur tous les marchés, rompu à toutes les opérations, connaissant les législations, les usages et les mœurs de tout un peuple de courtiers, de marins, de fonctionnaires, etc.

Il n'existe guère actuellement dans le monde qu'une vingtaine de maisons capables de faire pour le blé un contrat « caf ».

Les unes se partagent le trafic sur l'Atlantique Nord, d'autres celui de l'Atlantique Sud, certaines celui du Pacifique. Une seule possède des agents sur tous les marchés — Etats-Unis, Canada, Afrique du Sud, Indes, Australie, pays danubiens, etc.

Ces vingt « cafistes » sont en fait les maîtres et régulateurs du marché international.

Tant que le Farm Board et le Wheat Pool s'étaient contentés de détenir les stocks énormes de blé américain et canadien, ils avaient pu sans trop de peine, maintenir les cours à un niveau assez élevé sur les marchés vendeurs à Chicago et à Winnipeg.

Mais, quand on vit que les fermiers malgré les avertissements répétés ne réduisaient pas leurs emblavures, il apparut clairement que ces millions de boisseaux finiraient bien par venir un jour prochain sur le marché de Londres, pour y solliciter les acheteurs européens.

Si l'on voulait empêcher la baisse, il ne suffisait plus

aux deux organisations d'agir sur leur marché national, il leur fallait agir sur le marché international, en organisant au besoin la **vente directe** aux consommateurs européens. C'est ainsi qu'au début de 1931, le Wheat Pool se mit à frêter des navires et à organiser des agences de vente.

Mais alors, les « cafistes » se fâchèrent. Il était évident que si ces puissants organismes de deux grands pays producteurs, appuyés sur de larges crédits d'Etat, se mettaient à leur faire concurrence sur les marchés de vente, tout en retenant une partie considérable des stocks, le rôle des « cafistes », leur puissance et leurs profits seraient réduits à peu de chose. Ils décidèrent de briser cette tentative avant qu'elle ait pu prendre quelques développement.

Précisément les circonstances leur étaient favorables.

Sans doute le Wheat Pool canadien et le Farm Board américain étaient en mesure de retenir loin du marché la masse énorme des stocks nord-américains, mais ils ne contrôlaient ni ceux de l'Argentine (123 millions de bushels) ni ceux de l'Australie (23 millions). Ici, point de « tentative étatiste » à craindre. Ces deux pays ne vendant ni leur laine ni leur blé, se trouvaient en plein crise budgétaire, leur monnaie même avait fléchi de 30 % environ, et pour l'empêcher de tomber davantage, il leur fallait exporter à tout prix.

Les « cafistes » décidèrent donc de faire baisser les cours à Londres, en faisant jouer la concurrence, en opposant sur le marché européen Buenos-Ayres et Melbourne à Winnipeg et Chicago.

Pour cela, ils usèrent d'un procédé fort ingénieux. En juin 1929, ils achetaient à Winnipeg le « Manitoba Northern N° » $ 1,25 le boisseau et à Buenos-Aires le « Barletta » $ 1,04.

Ils revendaient le premier à Londres $ 1,33 avec une « marge » de 7 cents, et le second sur la même place à $ 1,20, soit une marge de 16 cents. Et cette différence était aussi toute naturelle en raison de la distance beaucoup plus grande de Buenos-Aires à Londres et des frêts plus élevés.

Mais en juin 1930, tout est changé.

Les « cafistes » ont réduit leur marge sur le blé argentin de 16 cents par boisseau à 6, ce qui fait baisser d'autant le cours du « Barletta » à Londres. Pour ne pas perdre sa clientèle, le « Manitoba » canadien est obligé de baisser à son tour, tout en gardant, en raison de sa qualité, un cours supérieur. Mais alors, le « cafiste » qui a réduit de 10 points sa marge sur l'*argentin*, l'*augmente* de 7 à 12 sur le canadien. De ce fait le « Manitoba Northern » se trouve ramené à Winnipeg au même niveau que le « Barletta » à Buenos-Ayres. Ce que voyant, Buenos-Ayres inquiet baisse ses prix à son tour, ce qui provoque une baisse du « Manitoba » à Londres, et ainsi de suite.

En fait, les « cafistes », par un jeu de marges absolument arbitraire, sont parvenus à maintenir les deux produits sur le marché vendeur au même niveau, quoique de qualités différentes et malgré les distances très inégales.

Il suffit de comparer les cotes des deux marchés pendant l'automne de 1930 pour voir qu'elles baissent ensemble avec un rigoureux parallélisme.

Contre cette manœuvre de grand style, le Wheat Pool qui ne transportait encore qu'une part infime des blés canadiens, ne pouvait lutter. A partir de septembre, Winnipeg ne se défend plus contre Buenos-Aires : partis tous deux de 82 cents le 16 septembre 1930, ils tombent parallèlement à 66 cents le 13 novembre, soit 20 % de baisse en moins d'un mois !

En Argentine comme au Canada, les fermiers sont ruinés. Mais les « cafistes » ont gagné la première bataille : le Wheat Pool est hors de combat.

Cependant à Chicago, le Farm Board, appuyé sur les $ 500 millions du Trésor américain, résistait encore.

S'il ne pouvait, faute de navires, défendre les cours à Londres, il s'efforçait du moins de raréfier l'offre sur le marché vendeur ; à coups de dollars, la Grain Stabilization C° acheta et stocka. En septembre, elle détenait déjà 72 millions de boisseaux. A ce moment, la cote à Chicago (87 cents) était légèrement supérieure à celle de Winnipeg et Buenos-Ayres (82), et naturellement fort au-dessous de Londres (96).

Mais bientôt, Winnipeg entraîne Buenos-Ayres qui, comme on l'a vu, s'affaisse rapidement à 70. Imperturbablement la Grain C° maintient son cours aux environs de 80.

A ce compte, il lui faudrait acheter toute la récolte canadienne, si très opportunément un tarif douanier de 42 cents ne la protégeait contre cette invasion. Mais alors le blé canadien, auquel l'Oncle Sam fermait sa porte, s'en alla en masse à Londres où il précipita la baisse. Le 20 novembre, les cotes accusent 58 cents à Winnipeg, 73 à Chicago, contre 76 à Londres.

Le Farm Board a maintenu les cours de blé américain à 15 points au-dessus du blé du Canada, mais il est à 3 cents seulement au-dessous du prix à Londres ce qui, étant donné le coût du transport, rend toute exportation impossible. Etrange situation : la Grain Stabilization C° se trouvait dans cette nécessité d'acheter toujours sans pouvoir vendre (1).

Sous le coup de la surprise, une véritable panique se déclara. De tous les elevators arrivaient à Chicago des ordres de vente. En une semaine, la Grain C° dut acheter 61 millions de boisseaux dont 33 millions en trois jours.

A la fin de novembre, elle détenait 133 millions de boisseaux (35 millions de quintaux) soit près de la moitié du stock mondial en temps normal ! Mais malgré cet effort gigantesque, le cours américain restait en l'air à 73 cents.

Après 16 mois d'effort et tant de millions dépensés, le blé se trouvait avoir perdu 46 % depuis l'institution du Farm Board.

En avril 1931, la « Grain Stabilization C° » détenait 235 millions de boisseaux (63 millions de quintaux), et malgré cela, les cours à Liverpool se maintenaient aux environs de 76 cents.

Les fermiers déçus murmuraient contre l'impuissance du gouvernement à relever les cours ; le Trésor enregis-

(1) J'ai pu à ce moment me promener une heure, sur le parquet du Board of Trade de Chicago en conversant avec les courtiers; sur le « pit » les jeunes employés lisaient les journaux de sport, et l'un d'eux me montrait avec une sorte de colère le tableau lumineux où s'inscrivait un cours immobile.
La vie de ce puissant organisme était paralysée.

trait de lourdes pertes, et à Washington le Congrès critiquait violemment la gestion du Farm Board.

M. Legge, son président (1), dut démissionner, et l'organisme entra en liquidation.

Ni la force de l'organisation coopérative canadienne, la plus puissante du monde, ni les ressources énormes de l'Etat américain n'avaient pu tenir contre les combinaisons des trusts internationaux, les calculs à courte vue des masses paysannes et les facilités excessives du mécanisme de la spéculation.

(1) Notons que ce Président du Farm Board n'était pas un fermier. Avant sa nomination il était directeur de plus grand trust de machines agricoles, la **Harvester C°**.

CHAPITRE VI

L'EFFONDREMENT DE L'EUROPE ET LA CHUTE DU DOLLAR

Le krach américain, survenu en pleine « prosperity » avait d'abord surpris l'Europe, sans l'inquiéter outre mesure. Grâce aux avances de la Federal Reserve aux brokers, les banquiers français, belges, hollandais, anglais et suisses, avaient pu sans perte rapatrier leurs devises. Ils voyaient dans l'événement une simple crise boursière, juste leçon donnée à l'imprudence et à l'inexpérience des capitalistes américains. Et l'opinion européenne un peu agacée par les libéralités et prodigalités américaines, inquiète aussi de la prépondérance exagérée du dollar, ne voyait pas sans déplaisir se dégonfler ces fortunes de parvenus trop facilement enrichis par la guerre.

Nul ne se douta d'abord que le krach américain de novembre 1929 n'était que le symptôme d'un mal profond qui avait atteint l'économie mondiale dans ses œuvres vives, et que l'Europe allait plus durement encore

que les autres continents, subir les contre-coups de la folie américaine.

Sans doute, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni l'Autriche, ni les pays balkaniques n'avaient spéculé à Wall Street. Loin de pouvoir prêter aux joueurs américains, elles étaient au contraire débitrices du marché de New-York, et les titres souscrits par le public étaient des emprunts à long terme (20 et 30 ans au moins). Or « qui a terme ne doit rien ».

Mais avec les fonds ainsi obtenus, les villes, les provinces, les services publics avaient passé aux industries locales d'innombrables commandes. Pour les exécuter, les entreprises avaient dû embaucher de nombreux ouvriers, acheter des matières premières, augmenter leurs frais généraux qu'il fallait payer au jour le jour, et dont elles devaient faire l'avance, en attendant la livraison et le paiement définitif par leurs clients.

Elles avaient grand besoin de « fonds de roulement ». Autrefois, elles puisaient dans les dépôts en banque, par le mécanisme normal de l'escompte. Mais ceux-ci, complètement détruits pendant la période d'inflation (1919-1924) se reconstituaient lentement, et ils étaient devenus tout à fait insuffisants devant la brusque reprise provoquée par l'avalanche soudaine des prêts américains. **Le long terme exigeait un développement parallèle du court terme.**

Alors, comme d'habitude, on s'était tourné vers New-York. Là, comme on l'a vu, par l'effet du « mixed banking », l'argent à vue (call money) était surabondant et pas cher (2 à 3 % avant l'élection de M. Hoover).

A la vérité, le « call money » étant remboursable à tout moment ne se prêtait pas à l'escompte commercial qui exige au moins 3 mois de délai pour le commerçant, 6 ou 9 mois et plus pour le fabricant — sans compter que le paysan doit attendre souvent un an avant d'avoir vendu sa récolte.

Il fallait « allonger le terme » du prêt. C'est toujours imprudent, mais les banques appliquèrent le principe de la division des risques.

Si une banque importante emprunte une quantité considérable d'argent à un mois, elle peut toujours en reprêter **une partie** à une autre banque pour 3 mois ; dans ce cas, son risque n'est que de deux mois ; la seconde banque peut reprêter une partie de cet argent à une autre pour 6 mois ; son risque n'est encore que de 3 mois ; si la troisième reprête son excédent à 9 mois, son risque n'est toujours que de 3 mois, et de même pour la quatrième.

Ainsi, progressivement, l'**argent à vue** se transforme en **fonds de roulement.**

Naturellement, chacune ajoute son propre escompte à celui de sa prêteuse et le taux monte de 3 % chez le première, à 8 % chez la seconde, 12 % chez la troisième, etc.

Mais le producteur lointain qui, finalement, utilise le crédit, et en a grand besoin pour la fabrication de son produit, accepte de payer ces intérêts accumulés, quitte à les incorporer dans le prix de vente qu'il demande à ses clients.

Rapidement, toutes les banques européennes des pays en voie de redressement, mues par le seul attrait du profit,

se mirent à appliquer ce procédé, sans le dire à leurs concurrents et sans consulter les pouvoirs publics (car le « secret des affaires » est le principe même de l'économie libérale). C'est ainsi que Berlin emprunta du « call money » à 3 % l'an à New-York pour 1 mois, pour le prêter à ses clients allemands à 5 % pour 3 mois ; elle en prenait plus qu'il ne lui était nécessaire avec l'assentiment des banques américaines, heureuses de trouver un bon placement pour leurs dépôts à vue surabondants. Elle reprêtait son surplus à Vienne à 8 % pour 6 mois. Vienne à son tour repassait son trop plein à Budapest, Bucarest, Belgrade ou Sofia à 12 % pour 9 mois; et les banques de ces pays reprêtaient leur surplus aux usuriers hongrois, roumains, yougoslaves ou bulgares qui les transmettaient aux paysans au taux habituel de 2 % **par mois** (soit 24 % par an) sous forme d'avances sur les récoltes.

Comme à ce moment, le cours mondial du blé, soutenu par le Farm Board à Chicago se tenait toujours très élevé à Londres, tout le monde était content. Le paysan balkanique augmentait ses emblavures et envoyait à nouveau son blé sur les marchés d'exportations.

Ainsi, le Pactole américain divisé à l'infini, s'en allait féconder les champs danubiens avec les dépôts des commerçants américains qui, assurément, ne s'en doutaient guère !

Un jour vint où il ne suffit plus à la demande.

Alors, l'Angleterre entre dans le jeu. Les banquiers de la City ne pouvaient laisser l'Europe Centrale tout entière passer ainsi sous l'hégémonie du dollar. Sans doute, la dévaluation de la £ (1919-1925) avait fortement réduit

leurs dépôts et ils manquaient de disponibilités. Par chance, la France, depuis la stabilisation Poincaré, disposait d'une quantité énorme de devises.

Nos grandes banques étaient bien trop prudentes pour s'engager personnellement dans des prêts aux ex-ennemis et même aux ex-alliés balkaniques encore mal rétablis. Mais comment auraient-elles refusé de confier leurs disponibilités aux banques anglaises ? Celles-ci, heureuses de contre-balancer l'influence américaine, s'abouchèrent directement avec Vienne et financèrent le relèvement balkanique à 8 %, avec les dépôts français empruntés au taux de l'argent à vue !

On saisit là sur le vif les procédés de ce qu'on appelle — sans savoir exactement ce que c'est — la Finance Internationale.

Alors, même dans cette région déshéritée de l'Europe encore mal remise des destructions de la grande guerre et des crises sociales qui l'avaient suivie, ce fut aussi la Prosperity; les paysans danubiens contractaient des avances libellées en £ et en $, et rêvaient de reprendre leur ancienne place sur les marchés de céréales des grandes régions industrielles.

Au fond, toute cette activité financée par des capitaux à court terme était essentiellement précaire. Elle ne pouvait se maintenir qu'à deux conditions :

a) que les dépositaires des banques américaines, anglaises ou françaises — qui, naturellement, ignoraient tout de l'emploi lointain qu'on avait fait de leur argent —, ne fussent pas contraints de réclamer massivement le remboursement de leurs dépôts ;

b) qu'à l'autre bout de la chaîne, les paysans pussent toujours vendre leur récolte à bon prix afin d'assurer — fût-ce avec quelque retard — la liquidité des banques locales qui avaient pris la responsabilité des avances faites avec l'argent de leurs déposants.

Or, ces deux conditions vinrent à manquer toutes deux en même temps.

D'abord à New-York, le krach de novembre 1929 a tari la source des crédits à court terme et fortement réduit le montant des dépôts ; les banquiers américains commencent à réclamer leurs fonds à court terme à l'étranger et tout d'abord à Berlin qui en a la plus grosse part. Berlin se retourne vers Vienne, Vienne vers Budapest et Bucarest ou Sofia qui attendent avec angoisse les résultats de la récolte. Mais juste à ce moment, la lutte des « cafistes » contre le Wheat Pool fait baisser le cours du blé à Londres de 20 % en deux mois — octobre-novembre 1930.

Les paysans qui ont mal vendu leur récolte, ne remboursent pas les usuriers de village qui ne remboursent pas les banques, et le Crédit Foncier de Vienne (Boden Kredit Anstalt) qui a centralisé toutes les opérations, ne peut faire face à ses échéances.

Qu'à cela ne tienne !

En octobre 1930, la plus grosse banque d'affaires de Vienne, la Kredit Anstalt, qui contrôlait déjà 75 % de l'industrie autrichienne, absorbe le Crédit Foncier (Boden Kredit Anstalt) et paye ses échéances avec l'argent de ses déposants. Elle comptait sur le résultat de la prochaine récolte pour les rembourser.

Cependant en Amérique, la lutte des « cafistes » contre le Farm Board continuait à faire baisser les cours.

En avril 1931, le cours mondial du blé à Liverpool était à 73 cents, et la Grain Stabilization Cᵉ détenait 63 millions de quintaux de blé qu'elle ne pouvait plus vendre. Il n'y avait plus de chance de redressement

Le 11 mai 1931, le bruit se répandit dans Vienne que la Kredit Anstalt avait perdu 150 millions de schellings sur les opérations de la Banque Foncière (Boden Kredit Anstalt), qu'elle venait d'absorber.

Aussitôt, ce fut la ruée des clients aux guichets pour retirer leurs dépôts. Comme la Kredit Anstalt contrôlait en outre les 3/4 des industries du pays, l'Etat autrichien ne pouvait la laisser succomber.

Conformément aux principes de l'économie libérale, le gouvernement autrichien, malgré sa détresse financière, acheta pour 100 millions d'actions de la Banque pour lui créer des disponibilités immédiates, puis la Banque Nationale et la Banque Rotschild de Vienne lui accordèrent un large crédit de réescompte. Il ne restait plus qu'à obtenir des délais des créanciers étrangers, particulièrement de la France. Mais M. Tardieu jugea le moment propice pour exiger une renonciation définitive de l'Autriche à l'union douanière avec l'Allemagne (Anschluss). Pendant que les diplomates discutaient, les clients continuaient à retirer leurs dépôts. Le 23 mai, la Kredit Anstalt fit faillite entraînant dans sa ruine l'Etat autrichien et la Maison Rotschild de Vienne dont le chef se suicida.

Ainsi commença l'écroulement du château de cartes

construit par la finance internationale sur le fonds mouvant des dépôts à court terme.

Cependant à Berlin, les embarras financiers de l'Autriche ont suscité une vive inquiétude. Tous les gens avisés savent que les 4 grandes banques de la capitale sont fortement engagées à court terme à Vienne ; dès le 23 mai, ils commencent à retirer leurs dépôts. En même temps, les banques américaines accélèrent leurs «rapatriements».

Et voici qu'approche l'échéance semestrielle des paiements aux Alliés pour les Réparations (15 juin). Déjà les devises accumulées par la Reichsbank provenant des excédents d'exportations et des emprunts, ne suffisent plus et l'encaisse-or diminue. Dès le 13, les déposants craignent l'écroulement final et se ruent aux guichets des banques pour retirer leurs dépôts.

Si elles ferment leurs guichets, les règlements par chèques et virements entre producteurs ne seront plus possibles ; il va falloir payer en billets. La Reichsbank devra émettre des milliards de marks papier. Va-t-on revoir les jours tragiques de 1922-23 où le prix d'un déjeuner doublait d'un jour à l'autre et où un timbre-poste coûtait 1 milliard. A tout prix, il fallait sauver les banques.

Le Chancelier Brüning, fidèle aux principes de l'économie libérale, ne vit d'autre moyen de salut que la déflation : réduction des traitements et des salaires, diminution des prix de revient, exportations massives pour rembourser en marchandises les sommes dues à l'étranger. (Il ne voyait pas qu'ainsi il réduisait le pouvoir d'achat des classes les plus nombreuses, et entravait à

l'intérieur les affaires qu'il voulait développer à l'extérieur.)

D'ailleurs, c'étaient là des mesures à longue échéance. En attendant, il fallait ajourner tout de suite les paiements des réparations. Le Chancelier Brüning partit pour Londres où il exposa cette situation désespérée. (1)

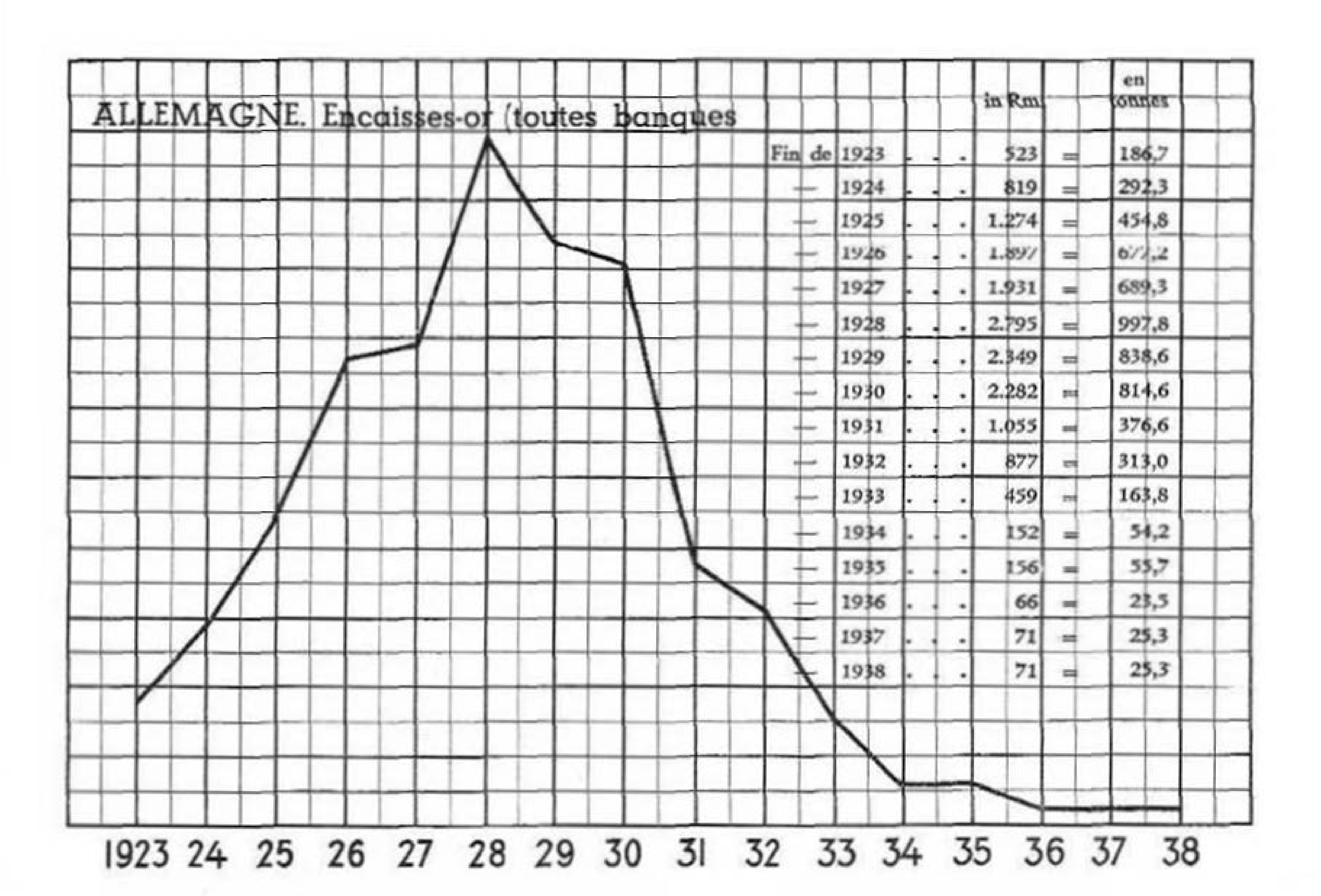
Alors brusquement, le Président Hoover intervient : il est pris entre les intérêts du Trésor — que les Alliés ne pouvaient rembourser que dans la mesure des paiements allemands — et les intérêts des banques privées qui voulaient avant tout rapatrier leurs dépôts. Sans hésiter, M. Hoover donne la priorité aux intérêts bancaires et propose l'ajournement des Réparations. C'était pour le Reich un sérieux allègement.

Mais alors, la France proteste. De quel droit le gouvernement américain se mêle-t-il d'un règlement fixé par le Traité de Versailles auquel il n'a pas participé ? Après des semaines d'orageux débats, Paris cède enfin. Trop tard ! Pendant ce temps, les déposants allemands et américains ont continué leurs retraits. Depuis le krach de 1929, les Allemands ont remboursé Rm. 4 milliards de crédits à court terme (mais ils en détiennent encore pour Rm. 8 milliards). Les devises provenant des exportations ne suffisent pas, il a fallu puiser dans l'encaisse-or de la Reichsbank qui a perdu plus d'un milliard d'or. (Voir la courbe, page 86).

Il ne reste plus qu'un moyen d'éviter la catastrophe,

---

(1) Voir le remarquable ouvrage de Bertrand de Jouvenel : **La décomposition de l'Europe libérale**, où l'atmosphère de crise politique, sociale et diplomatique où se déroulèrent les événements est admirablement décrite.



ALLEMAGNE. Encaisses-or (toutes banques
in Rm.
en tonnes
Fin de 1923 . . . 523 = 186,7
— 1924 . . . 819 = 292,3
— 1925 . . . 1.274 = 454,8
— 1926 . . . 1.897 = 677,2
— 1927 . . . 1.931 = 689,3
— 1928 . . . 2.795 = 997,8
— 1929 . . . 2.349 = 838,6
— 1930 . . . 2.282 = 814,6
— 1931 . . . 1.055 = 376,6
— 1932 . . . 877 = 313,0
— 1933 . . . 459 = 163,8
— 1934 . . . 152 = 54,2
— 1935 . . . 156 = 55,7
— 1936 . . . 66 = 23,5
— 1937 . . . 71 = 25,3
— 1938 . . . 71 = 25,3
1923 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38

c'est d'accorder aussi un moratoire des crédits privés.

Par les fameux accords de « Stillhalte », les banquiers étrangers consentent à ne pas réclamer leurs avances à court terme jusqu'au premier février 1932. Moyennant quoi, les grandes banques berlinoises restent ouvertes : les règlements par chèques et par virements continuent, les dépôts américains et anglais continuent à servir de fonds de roulement à l'industrie et au commerce allemand.

L'Allemagne est (provisoirement) sauvée ! (1)

Mais les clients des banques étrangères (du moins, les initiés) **savent** désormais que les dépôts de leurs banques sont en partie **gelés** en Allemagne.

Alors, la vague de défiance qui, de Vienne, avait gagné Berlin, se propage rapidement jusqu'à Londres. Le moratoire Hoover, les accords de Stillhalte, le krach des Rotschild de Vienne avaient violemment alerté l'opinion, les gens avertis savaient que les banques anglaises avaient engagé £ 100 millions au moins en Allemagne, et l'on pouvait douter qu'ils en reviennent jamais. Dès juillet, les déposants commencèrent à retirer leur argent. A cela s'ajoutaient des inquiétudes d'ordre intérieur : déséquilibre budgétaire, dures mesures fiscales de M. Snowden. Alors les capitalistes prudents, désireux de mettre leurs capitaux à l'abri à l'étranger, se mettent à acheter des dollars et des francs. Les réserves de devises

(1) « Il a fallu la douloureuse expérience de la crise bancaire du 13 juin 1931 a écrit le Dr Wagemann, pour apprendre aux praticiens en Allemagne, que les dépôts de banque sont **un moyen de paiement général**, et nullement une simple obligation de la banque vis-à-vis de ses clients isolés... ».
(Wagemann : D'où vient tout cet argent ? page 111 de l'édition française)

s'épuisent, la Banque d'Angleterre livre de l'or, mais bientôt son encaisse métallique baisse presque au niveau de la limite légale... Pour se défendre contre cette hémorragie, elle dut appeler au secours la Banque de France et la Federal Reserve qui mirent aussitôt à sa disposition chacune pour 25 millions en dollars et francs.

La City se croyait en sécurité lorsque survint la grève de la Home Fleet. Pour rétablir l'équilibre budgétaire, le gouvernement socialisant de M. Ramsay Mac Donald avait réduit tous les salaires et traitements, y compris ceux des équipages de la marine. Quand l'Amiral donna l'ordre à la flotte d'appareiller pour les manœuvres d'automne, les équipages refusèrent de partir. En vain le ministre déclara à la Chambre des Communes que « la discipline n'avait jamais été atteinte », les bourgeois anglais crurent que le pilier de l'Empire avait fléchi, et ce fut la panique : le traditionnel sang-froid britannique avait disparu.

Inlassablement la Banque de France et la Federal Reserve livraient aux affolés tous les dollars et les francs demandés. Mais bientôt le flot des demandes reflua sur Amsterdam où l'on n'avait conclu aucun crédit en florins.

La Banque d'Angleterre pour sauver son encaisse, décida de ne plus livrer d'or et renvoya les acheteurs au marché libre. Aussitôt le prix de l'once d'or monta à 86, puis 90, puis 100 et 120 shillings. La fameuse règle de Peel qui, depuis 1844, obligeait la banque à acheter et vendre l'once d'or au même prix de 84 sh. ne jouait plus ; il n'y avait plus désormais aucun rapport fixe entre l'or et la livre sterling.

21 septembre 1931, date fatidique dans l'histoire de l'Angleterre et du monde entier : l'Angleterre avait abandonné l'étalon-or qui, pendant 70 ans, avait fait de Londres la Chambre de Compensation de tous les paiements de l'univers. Par peur de voir fléchir la Home Fleet, pilier de sa puissance militaire, la bourgeoisie britannique (abandonnée à ses réflexes par l'économie libérale) avait renversé le pilier de sa puissance financière ! (1)

Mais le monde eut tout de suite une autre suprise. Sur la seule annonce que l'Angleterre avait abandonné l'étalon-or, 21 pays en firent autant. C'étaient non seulement les Dominions et autres pays faisant économiquement partie de l'Empire britannique (Irlande, Canada, Egypte, Nouvelle-Zélande), mais encore 13 Etats européens, politiquement autonomes : Autriche, Tchécoslovaquie, Italie (2); les Etats de la Baltique : Danemark, Suède, Norvège ; les Etats danubiens et balkaniques : Bulgarie, Yougoslavie, Grèce ; et encore le Portugal. Enfin même en Amérique : la Bolivie, la Colombie, le Nicaragua et le San Salvador.

Alors le grand public découvrit un phénomène inattendu que seuls connaissaient les initiés.

En principe, toutes les banques d'émission possédaient

---

(1) Chose curieuse ! Pendant de longs mois, l'opinion anglaise n'en fut pas troublée. En effet, contrairement à toutes les conceptions en vogue sur le Continent, malgré la dévaluation de la monnaie qui s'éleva progressivement à 20 et 40 %, les prix intérieurs restaient stables. Le public anglais en concluait que la £ n'avait pas baissé. C'est l'or qui seul avait monté.

En quoi, il restait fidèle à la tradition *séculaire* qui veut que la *£ sterling*, comme la livre **tournois** ou la livre **parisis** de l'ancien régime, soit une monnaie de **compte** qui n'a jamais été frappée et dont la valeur se règle sur la circulation des marchandises, et non sur celle d'un métal quelconque, et sur laquelle le cours de l'or n'agit que par l'intermédiaire du commerce extérieur. Admirable leçon de chose dont les dirigeants de la future économie hitlérienne devaient faire leur profit.

V. Francis Delaisi : La Bataille de l'Or, 1933, Payot, Paris.

(2) L'Allemagne les avaient précédés depuis le 13 juillet.

une encaisse métallique qui servait de « gage » aux billets qu'elles avaient émis. Mais depuis que l'or avait complètement disparu de la circulation (1914), les gouverneurs de ces instituts avaient trouvé commode de remplacer le métal par des devises libellées en £, $ ou francs. Pratiquement, ces devises avaient la même valeur puisqu'on pouvait à tout moment les échanger contre un poids déterminé d'or, et l'on y gagnait qu'en cas de paiements, on évitait les frais de transport et d'assurances du métal qui sont toujours onéreux. D'ailleurs ces devises, lettres de change, titres, coupons, etc., rapportaient à la banque un léger escompte. C'est ainsi qu'insensiblement le Gold Exchange Standard (paiement en devise or) s'était substitué partiellement au Gold Bullion Standard (paiement en lingots).

Dans les caves officielles les lingots d'or, fondement principal de la confiance des foules, se trouvaient en fait remplacés par des effets de commerce !

Mais du seul fait que la livre s'était dépréciée par rapport à l'or, les banques qui les avaient comptées au pair dans leur bilan durent réduire d'autant les chiffres de leur encaisse métallique, et dévaluer leur monnaie.

Cependant aux Etats-Unis, le dollar continuait à regarder avec dédain, du haut de sa parité ancienne (1 gr. 5 d'or) tous ces demi-dieux rapetissés.

Du fait même des dévaluations, tous les capitaux disponibles des autres pays allaient se réfugier en Amérique et l'encaisse métallique augmentait toujours dans les caves de la Federal Reserve.

Par contre, la crise mondiale, la baisse des prix, la

diminution des chiffres d'affaires réduisaient chaque jour le montant global des dépôts en banque.

Le papier commercial à escompter se faisait de plus en plus rare ; ni les banques ni les brokers ne demandaient plus de crédits à la Federal Reserve et malgré l'afflux d'or, la multiplication par 9 était sans objet. En outre, si indifférent qu'il fût aux évènements européens, le public ne pouvait ignorer quelles banques avaient des crédits « gelés » en Allemagne. Mais le Président Hoover avait créé la Reconstruction Finance C° pour venir en aide aux entreprises momentanément gênées.

Chose curieuse, si cette création rassura les financiers, elle inquiéta le public.

En février 1933, le bruit courut à Chicago que la Banque du Michigan avait dû demander une grosse avance à la Reconstruction Finance C°. Comme elle était présidée par le Général Dawes, on en concult qu'elle avait de grosses sommes « gelées » en Allemagne ; les clients se ruèrent aux guichets pour retirer leurs dépôts. Ils ne les trouvèrent plus.

Pensant arrêter la panique dès le début, le gouverneur de l'Etat décréta la fermeture dé toutes les banques de la région. Ce que voyant, les gens des Etats voisins (Connecticut, Ohio, Pennsylvanie) coururent à leurs banques pour vérifier si leurs dépôts y étaient encore. Les gouverneurs, une fois encore, décrétèrent la vacance des banques. Alors, de proche en proche, la panique gagna tout le pays, avec la violence et la rapidité du vent du Nord. Et le 4 mars, au moment où M. Roosevelt, nouveau Président des Etats-Unis, montait au

Capitole, son premier acte officiel fut de proclamer la vacance générale de toutes les banques de l'Union (Bank Holiday).

Le public stupéfait découvrit un fait encore plus surprenant. Aux Etats-Unis, un homme sérieux se reconnait à ce fait qu'il possède un compte en banqne. A part les besoins de la consommation courante, tous les paiements s'y font par chèques, et les opérations des caisses de compensation dans les 12 districts fédéraux dépassent généralement $ 500 milliards par an. Du moment où les banques étaient fermées, les virements ne pouvaient plus se faire. Il fallait tout régler en espèces, et que pouvaient faire les $ 5 milliards 1/2 de billets de banque, billets d'Etat, certificats d'or et pièces en circulation pour couvrir de tels besoins ?

Brusquement, un beau matin, le peuple américain se trouva littéralement sans un sou. A Hollywood, Maurice Chevalier n'avait pas de quoi payer son déjeuner. Pour prendre le tramway, on s'empruntait des timbres-poste, les grands magasins, les épiciers, les pharmaciens émettaient des bons avec leur griffe ; puis les grandes villes, les chambres de commerce en firent autant. On vit dans les campagnes, des municipalités mettre en circulation, faute de mieux, des **dollars en bois** munis du cachet de la mairie ! Etrange paradoxe ! le peuple qui possédait la plus forte encaisse-or du monde n'avait plus de monnaie !

C'est alors que quelques praticiens commencèrent à se demander si la sûreté et le gage de toute monnaie était bien dans le métal enclos dans les caves des ban-

ques, ou s'il n'était pas plutôt dans ces effets de commerce escomptés, en dépôts dans les banques et représentant des marchandises réelles stockées dans les magasins.

Mais le public ne se posait pas la question.

Peu à peu, après de sérieuses inspections par la Federal Reserve, les banques qui se trouvaient « in bonis » rouvrirent leurs guichets, les paiements par chèque reprirent comme d'habitude, l'on fit des feux de joie sur les places publiques avec toutes les fausses monnaies émises pendant la crise. Et le dollar reprit son cours ancien, sans être aucunement dévalué.

Toutefois, son prestige était fortement atteint. Chose curieuse : ce sont les fermiers et non les commerçants qui précipitèrent sa chute. Au printemps de 1933, les banques qui, peu à peu, avaient rouvert leurs portes, pour refaire leurs liquidités, se mirent à exiger le remboursement de leurs prêts hypothécaires et à faire vendre les biens des fermiers qui ne pouvaient payer les intérêts échus depuis longtemps. Dans les campagnes, la situation était grave. Depuis la défaite du Farm Board par les « cafistes », les prix des céréales étaient toujours au plus bas. Le fermier qui, en 1929, avait emprunté $ 10.000 à 5 % avait à payer $ 500 d'intérêts. A cette époque, au cours de $ 1,5 le boisseau, cela représentait pour lui une charge de 330 boisseaux de blé. Aujourd'hui, avec le blé à $ 0,75, pour s'acquitter de la même somme, il lui fallait doubler sa production et même s'il y parvenait, la surproduction générale l'empêchait de la vendre. Alors une violente agitation gagna les campagnes. Le 5 avril, l'As-

sociation Nationale des Fermiers qui s'étendait sur 17 Etats, vota un ordre du jour de grève générale pour le 13 mai prochain. Avis au Gouvernement : Si avant cette date, le gouvernement n'avait pas sauvé l'agriculture soit par la réduction des dettes, soit par la hausse des prix, les fermiers refuseront de porter leurs produits au marché et affameront les villes.

Menace singulièrement dangereuse : imagine-t-on le gouvernement pris entre 10 millions de chômeurs urbains et 5 à 6 millions de paysans révoltés ! Alors se produisit un incident dramatique qui remua violemment l'opinion.

A Le Mars, petit chef-lieu de canton de l'Iowa, le juge Ch. C. Bradley devait procéder à la vente par autorité de justice, des biens de deux fermiers dont la famille (chose rare en Amérique), était établie sur la même terre depuis deux générations. Brusquement, 700 paysans masqués envahirent le prétoire et sommèrent le juge de suspendre les enchères. Comme il refusait, ils lui passèrent une corde au cou, mais avant de le pendre, l'invitèrent à faire sa prière, car ils étaient tous de bons chrétiens.

Il la fit, mais sur un tel ton que les braves gens eurent honte de leur acte et le relâchèrent. Mais les troupes fédérales prévenues étaient arrivées : 16 arrestations eurent lieu. Alors dans tous les cantons voisins, les fermiers quittèrent leurs champs se groupant par villages avec leurs carabines. Il fallut occuper militairement tout le pays sur un front de 160 kilomètres avec patrouilles de cavalerie et postes de mitrailleuses. C'était l'antique soulèvement des paysans contre la dette agraire !

Heureusement, ce jour-là même, le Congrès votait la loi accordant au Président le pouvoir de réduire le poids d'or du dollar jusqu'à 50 % du poids actuel.

Le lendemain à Wall Street, au premier coup de gong, toutes les valeurs à revenu variable montaient de 1 à 6 points, on achetait en masse les actions des sociétés de pétrole, de cuivre, de caoutchouc. En une seule séance, 3.300.000 titres changèrent de mains. Les Bourses du Commerce suivirent le mouvement. Le blé monta de 5 cents le boisseau à Chicago, le coton de $ 1,50 la balle.

Ce que voyant, les fermiers rassurés retournèrent à leurs champs, la grève générale votée pour le 13 mai n'avait plus d'objet. L'Amérique était sauvée de la plus dangereuse crise sociale. Mais le dollar était amputé de 40 %.

Par contre-coup, les monnaies de Cuba, Panama, Haïti, du Honduras, du Guatémala subirent le même sort.

Au total, en moins de deux ans, 51 pays sur 64 avaient dû dévaluer leurs monnaies (21 en Europe, 17 en Amérique, en 9 Asie et 4 en Afrique et en Océanie).

La crise bancaire partie de New-York après avoir fait le tour du monde, était revenue finir à son point de départ.

Ainsi s'écroulait le château de cartes établi par la finance internationale sur le fonds mouvant des crédits à court terme. Tout cela s'était fait au gré des convenances de chacun, sans plan préconçu et sans contrôle des pouvoirs publics. Et ce fut la plus belle illustration des effets de l'économie « libérale ».

Avec une logique implacable, la surproduction des capitaux (en partie factices) avait engendré la surproduction

des marchandises ; puis la baisse prolongée des prix provoquant le retrait des dépôts, avait transformé la crise économique en crise bancaire ; Enfin l'expansion inconsidérée des crédits à court terme avait transformé la crise bancaire en crise monétaire. Le mal, parti de New-York, avait éclaté d'abord au point de moindre résistance de l'organisme : Vienne, puis, de proche en proche, par Berlin, puis Londres, puis New-York, il était revenu à son point de départ, entraînant dans une chute désordonnée presque toutes les monnaies de l'univers.

En vain, les gouvernements avaient essayé, par des secours tardifs, d'arrêter l'expansion de la maladie, ils ne pouvaient contrôler l'action des trusts et les mouvements désordonnés des masses sans violer leurs propres principes « libéraux ».

Et c'est ainsi que le monde avait pu passer en quatre ans (1929-33) de l'extrême abondance à l'extrême misère, par la faute d'une machine folle que personne ne pouvait plus freiner.

CHAPITRE VII

L'AGONIE DE L'OR

L'écroulement de 50 monnaies prouvait à tout le moins que l'économie mondiale était gravement malade.

C'est alors qu'on eut à Londres une idée — éminemment démocratique, mais pratiquement étrange. Sur l'invitation du premier ministre anglais, M. Ramsay Mac Donald, on décida de réunir en une vaste consultation les Etats malades et ceux qui ne l'étaient pas encore, et de les faire délibérer tous ensemble sur le meilleur remède à appliquer à leurs maux.

C'est ainsi que le 12 juin 1933, le roi Georges V ouvrit à Londres la fameuse Conférence Monétaire Internationale : 66 Etats y étaient officiellement représentés et ce grand concile oecuménique devait rétablir dans sa pureté le culte de l'or.

Depuis que dans tous les pays l'or avait disparu de la circulation intérieure et qu'il ne s'échangeait plus contre des billets qu'à la Banque d'émission, la séparation s'était faite peu à peu entre les prix intérieurs (exprimés en monnaie-papier) et les prix extérieurs qui, seuls,

continuaient à être payés en or. D'où cette conséquence inattendue : quand un pays dévaluait sa « monnaie », ses exportateurs vendaient leurs produits en or sur le marché international et payaient chez eux leurs salaires, leurs impôts et leurs frais généraux en **monnaie dépréciée,** réalisant sur le change des bénéfices considérables qui leur permettaient de vendre à meilleur marché et d'envahir le marché de leurs voisins.

Contre ce « dumping », les autres avaient été obligés de prendre des mesures de défense : hausse des tarifs douaniers, taxes compensatrices, contingentement des importations, puis des devises — toutes mesures qui avaient fini par entraver gravement le commerce international et en empêchaient la reprise.

Pour en sortir, il importait de stabiliser toutes les monnaies de telle manière que chacune eut le **même pouvoir d'achat à l'intérieur et à l'extérieur ;** de cette façon, il n'y aurait de « prime de change » pour personne. Ce serait le « fair play » international (comme avant la guerre de 1914), et les mesures protectrices qui entravaient le trafic pourraient être supprimées sans dommage pour personne. Pour cela, il eut suffi, croyait-on, de fixer les poids d'or des différentes monnaies d'après leur pouvoir d'achat sur leurs marchés intérieurs respectifs.

Mais pratiquement, c'était très compliqué, puisqu'on se trouvait en présence de 66 monnaies, dont la plupart venaient d'être dévaluées (récemment) et n'avaient pas encore acquis une valeur stable à l'intérieur de leur propre pays (c'était précisément le cas du dollar).

On estima plus simple de fixer d'abord un rapport stable entre les trois monnaies dirigeantes (sterling, dollar, franc), les autres s'aligneraient ensuite sur elles.

Si des experts désintéressés avaient été chargés de ce soin, nul doute qu'ils auraient pu résoudre ce problème au mieux de l'intérêt général. Mais sous un régime « démocratique et libéral », les gouvernements ne représentent que « l'égoïsme sacré » de leurs nations et même de la partie de la nation qui est actuellement au pouvoir. Et tout de suite on vit apparaître les rivalités des banques et les conflits entre les trusts.

L'Angleterre qui avait dévalué depuis près de deux ans déjà, avait maintenu constamment le cours de son change (en or) au-dessus de son pouvoir d'achat intérieur (en £ papier). Il en résultait que pour acheter pour 1 £ de blé, de coton, de cuivre aux Etats-Unis, les courtiers anglais devaient y livrer moins de marchandises anglaises qu'ils n'auraient dû. La prime (avril 1933) était d'environ 10 %. Leur gouvernement n'entendait pas y renoncer au moment où il faisait tous ses efforts pour redresser leurs affaires.

Pour la raison symétriquement inverse, les Américains entendaient supprimer cette prime et fonder le rétablissement de l'économie mondiale sur le « fair play » général.

C'est ainsi que dès les premiers pourparlers, en avril, quand M. Cordell Hull proposait à l'ambassadeur d'Angleterre de stabiliser les deux monnaies sur la base £ 1 = $ 4,20, Sir Robert Lindsay avait demandé £ 1 = $ 3,20.

La dévaluation du dollar qui suivit quelques jours après, réduisit fortement l'écart ; le 25 mai (avant l'ou-

verture de la Conférence) la £ valait encore $ 3,91, alors que Roosevelt la voulait à £ 1 : $ 4,25.

Je ne puis raconter ici toutes les manœuvres diplomatiques et manipulations boursières qui marquèrent les étapes de cette lutte épique. (1)

Dès le début de la Conférence, les délégués, pour donner une certaine sécurité aux débats, avaient proposé une « trève monétaire ». Pendant toute la durée du Concile, les changes des trois principales monnaies seraient établis sur la base de £ = $ 4 = 86 francs.

Cet accord fut transmis au Président pour signature, mais le Président était perplexe.

Non seulement la hausse des prix intérieurs déclenchée par la dévaluation du dollar n'avait pas atteint le niveau prévu, mais il n'était pas certain que ce qu'on avait gagné fut définitivement acquis.

Dans la hausse actuelle, quelle part était due à la spéculation, et quelle part à la consommation ? Personne ne pouvait le dire. Mais précisément la proposition venue de Londres allait permettre de le savoir. M. Roosevelt, chef d'Etat réaliste, attaché à la méthode expérimentale, laissa passer la nouvelle dans la presse, et de son observatoire de la Maison Blanche, il attendit les réactions des Bourses du Commerce et du Stock Exchange.

La réponse arriva tout de suite, brutale, et sans ambiguité. A l'annonce d'une stabilisation (même provisoire) à £ 1 = $ 4, ce fut l'effondrement général des cours. Sur la foi des déclarations officielles, tout le monde à

(1) On en trouvera le récit dans mon livre : « La Bataille de l'Or » (Payot, Paris, 1933).

New-York était convaincu que le gouvernement ramènerait les prix intérieurs au niveau de 1929 et que par suite, le change de la £ reviendrait au cours ancien de $ 4,86.

Non seulement Wall Street enregistra une violente baisse sur les titres, mais à Chicago, le blé s'effondra, le coton, le cuivre, le pétrole suivirent. Alors M. Roosevelt pensa aux fermiers alarmés, aux dettes alourdies, aux espoirs déçus et à la confiance perdue dans la clairvoyance de son gouvernement.

Sans hésiter, il câbla à Londres son refus.

A Londres, la déception fut vive. Le musée Kensington allait-il être transformé en un « ring » où les trois champions des trois grandes monnaies se livreraient à un match sévère sous les regards inquiets des délégués de 63 nations ? Etait-ce ainsi que l'on entendait procéder à la restauration de l'Economie Mondiale ? Certains délégués demandèrent la dissolution de la Conférence.

Parmi eux, il en était qui ne voyaient pas bien la nécessité d'une nouvelle dévaluation. La France, la Belgique, la Hollande, la Suisse, au lendemain de la guerre, en avaient déjà subi une ; au prix de grands sacrifices elles avaient rétabli leur stabilité. D'ailleurs la couverture or de leurs billets qui atteignait 68 % pour la Belgique, 78 % pour la France, 80 % pour la Hollande et 95 % pour la Suisse, semblait les mettre à l'abri de tout nouvel accident. Elles ne tenaient pas à recommencer.

Et pourtant, Londres et New-York étaient d'accord pour les obliger à s'aligner sur le niveau commun (encore à déterminer). Une première attaque fut dirigée contre

le florin, puis sur le franc suisse, et les banques nationales perdirent en quelques semaines, l'une 17 %, l'autre 20 % de leur encaisse ; puis ce fut le tour de la Banque de France dont le franc tomba à 8 pence au-dessous du cours normal, ce qui fit dire que Paris abandonnait l'étalon-or.

Ce que voyant, le 27 juin, les représentants de la France, de la Suisse, de la Hollande, de la Belgique et aussi de l'Italie et de la Pologne, décidèrent de maintenir, quoiqu'il arrive, leurs changes réciproques à la parité actuelle. Ce fut la formation du « Bloc Or ». Le Premier anglais, M. Mac Donald, prit la peine d'annoncer lui-même la nouvelle à M. Roosevelt dans un message personnel, en lui demandant de se montrer conciliant.

Alors se produisit un événement inouï que toute la presse a raconté : pendant un jour et une nuit, la Conférence attendit la réponse de Washington — le Président des Etats-Unis, parti en croisière sur son yacht, était introuvable !

En réalité, M. Roosevelt était furieux : la £ côtait encore $ 4,30 à New-York au lieu de $ 4,86, et Fr. 86 à Paris, ce qui lui laissait sur les deux marchés une prime d'importation de 4 et 9 %.

On conçoit la colère du Président contre les gens de Londres trop habiles à manipuler les cours de l'or et sa mauvaise humeur contre ceux qui se laissaient ainsi manœuvrer.

Le 3 juillet, M. Cordel Hull lut en son nom, à la Conférence de Londres, un message inouï.

Le Président des Etats-Unis déclarait sans ambages

que dans la situation tragique du monde, toute stabilisation provisoire et artificielle était une « diversion marquant une absence singulière du sens des proportions et un oubli des objets plus vastes pour lesquels la Conférence avait été convoquée ». Il osait dire à deux reprises que les accords proposés « intéressaient exclusivement les échanges monétaires de quelques nations » et étaient entrepris « pour le profit de quelques grands pays seulement ». Quant à lui, il entendait donner à l'Amérique une monnaie établie sur la base d'un pouvoir d'achat stable. Il reléguait au rang des « Vieux Fétiches » l'idée de l'or-étalon, laissant le métal à son rôle de réserve.

Jamais chef d'état n'avait lancé un pareil désaveu à ses collègues et à ses experts — et même à ses propres et récentes déclarations. Mais le Président n'en était plus à des questions de protocole. L'expérience qu'il poursuivait dans son pays avait pris une forme nettement révolutionnaire (New Deal). Il pressentait, non sans raison, que les manœuvres de change des leaders de la Conférence ne pouvaient mener qu'à une catastrophe et résolument, il cherchait à entraîner son pays et le monde dans une voie nouvelle.

D'ailleurs, la note brutale lue par M. Cordell Hull à la Conférence était surtout à usage interne.

Publiée par toute la presse des 48 Etats, elle provoqua dans le pays tout entier cet « enthousiasme spéculatif » si caractéristique du public américain. Désormais, plus de doutes, plus d'incertitudes, plus de craintes que le gouvernement se laissât aller à quelque stabilisation prématurée ! Aussitôt, tous les attardés, les hésitants qui

avaient encore des valeurs à revenu fixe, coururent à leurs banques pour acheter des valeurs à revenu variable, tandis que les gens d'affaires qui avaient accès aux Bourses de Ccmmerce achetaient du blé, du coton, du cuivre, etc...

A ce compte, les prix intérieurs montaient (en papier), mais le dollar perdant de son pouvoir d'achat à l'intérieur, voyait son cours baisser sur le marché du change.

Le 19 juillet, la cote donnait $ 4,87 pour £ 1.

Cette fois, la parité ancienne avec Londres était atteinte. Le dollar et la livre sterling s'échangeaient au même taux qu'avant leur dévaluation, c'est-à-dire qu'ils s'étaient dépréciés dans la même proportion.

Mais, pour que l'égalité des changes fut réelle et durable, il fallait que les pouvoirs d'achat fussent aussi au même niveau.

Par malheur, la hausse des prix aux Etats-Unis s'opérait d'une façon désordonnée : tandis qu'elle atteignait 50 % et plus pour les céréales et certains produits agricoles, elle était beaucoup plus faible pour les produits fabriqués, et presque nulle dans certaines branches de l'industrie.

Finalement, au milieu de juillet 1933, on s'aperçut que si le dollar avait baissé de près de 40 % à l'extérieur, l'index des prix intérieurs n'avait monté que de 10 %.

Aux Etats-Unis, l'œuvre du Président restait inachevée. Par contre, la Conférence Monétaire de Londres était morte.

Depuis l'oraison funèbre du « vieux fétiche », les délé-

gations des 66 Etats qui composaient l'auguste assemblée sentaient qu'elles n'avaient plus rien à faire à Londres.

Toutefois, avant la séparation, le 18 juillet, les 6 Gold Powers (France, Belgique, Hollande, Suisse, Italie et Pologne) signaient entre elles une convention par laquelle elles s'engageaient à s'entr'aider pour maintenir leurs changes réciproques à leur parité actuelle.

Presque en même temps, le gouverneur de la Banque d'Angleterre réunissait les délégués des Dominions et de l'Inde et tous ensemble avaient pris la décision de ne pas stabiliser leurs monnaies séparément et de les tenir autant que possible dans un rapport fixe avec la £. La Suède et le Danemark adhérèrent à ce groupement.

Ainsi prit fin le 27 juillet 1933, dans le désarroi et l'inquiétude générale, l'auguste Assemblée des 66 Nations réunies pour préparer la restauration monétaire et économique du monde.

Après trois mois de subtiles manœuvres, elle avait abouti à diviser le monde en trois blocs hostiles : le **Bloc or**, le **Bloc Sterling** et le **Bloc Dollar.** Réunie pour rétablir l'unité et la stabilité des monnaies, elle avait réalisé l'instabilité universelle. Encore une fois les intérêts particuliers et nationaux l'avaient emporté sur l'intérêt commun qui n'avait point d'organe.

La Conférence de Londres (1933) fut la dernière tentative de sauvetage de l'économie libérale. Après elle, l'effritement ne s'arrêtera plus.

Les 6 Gold Powers (France, Belgique, Hollande, Suisse, Italie, Pologne), appuyées sur leurs énormes encaisses métalliques avaient cru leurs monnaies invulné-

rables. Mais d'abord une partie de leur or ne leur appartenait pas. Pour mettre à l'abri leurs capitaux, les habitants des pays voisins leur avaient acheté quantité de titres et même de billets, qu'à la moindre panique — ou même au premier signal d'une reprise — ils pouvaient retirer, ce qui provoquerait des sorties de métal. D'autre part, dans leur propre pays, la baisse continue des prix obligeait les producteurs à livrer beaucoup plus de marchandises pour acquitter la même dette : leurs charges financières étaient plus lourdes d'environ 30% que celles de leurs concurrents à monnaies « dévaluées » ; leurs exportations diminuaient, la balance de leur commerce extérieur était de plus en plus déficitaire, et pour régler leurs soldes, ils devaient verser de l'or.

A la longue, leurs réserves ne pouvaient manquer de s'épuiser. La Belgique s'en aperçut la première ; dès 1935, en dép.t des engagements pris, elle dévalua sa monnaie pour la ramener au niveau de la £, et passa du Bloc Or au Bloc Sterling. Puis, en septembre 1936, ce fut le tour de la France.

De la fin de 1933 à la fin 1936, son encaisse métallique avait perdu 1.887 tonnes d'or (soit 42 % du total). Pour masquer cette chute, elle réduisit le poid d'or théorique du franc de 59 milligrammes à 44. Ce qui lui permit d'augmenter (en apparence) le chiffre de son encaisse. Chose curieuse : plus les lingots diminuaient dans les caves, plus l'encaisse augmentait au bilan !

Ce que voyant, les 4 autres Gold Powers qui ne maintenaient leurs changes qu'avec le secours de la France, « dévaluèrent » aussitôt.

Trois ans après l'échec de la Conférence de Londres, l'orgueilleux Bloc Or avait disparu !

Cependant, si l'on ne voulait voir s'effondrer tout à fait le commerce international, il fallait bien maintenir une certaine stabilité dans le cours des changes ; mais, malgré le malheur des temps, les rivalités des grandes banques nationales et les « égoïsmes sacrés » de leurs gouvernements n'avaient point faibli.

C'est alors que les Banques de France, d'Angleterre et des Etats-Unis conclurent entre elles le fameux Accord Tripartite, bientôt étendu à la Belgique, à la Hollande et à la Suisse. Il fut convenu :

a) que les particuliers — mêmes les cambistes professionnels — ne pourraient plus acheter d'or à leur Banque Nationale pour payer directement leurs achats à l'étranger ;

b) que les soldes des balances entre les six nations seraient réglés par l'intermédiaire de leur Fonds de Stabilisation ;

c) que ces organismes disposeraient pour cela des réserves métalliques de leur Banque Nationale ; mais les sommes mises à leur disposition ne figureraient pas au bilan officiel et leurs opérations seraient tenues secrètes. Elles échapperaient ainsi aux manœuvres de la spéculation et au contrôle du public ;

d) enfin, que cet accord pourrait être dénoncé par chacun des intéressés sur un préavis de 24 heures.

Voilà ce qui restait de l'étalon-or à la veille de la guerre.

Comme le mètre de platine enfermé dans les caves de l'Observatoire, il était encore théoriquement la commune mesure de quelques monnaies, mais le public n'était pas admis à le voir. Sa valeur était établie chaque jour par des fonctionnaires anonymes à la suite d'opérations inconnues.

Pour montrer, par un raccourci saisissant, comment on en est arrivé là, il n'est rien de mieux que de rappeler l'histoire de notre monnaie, du franc Bonaparte au franc Pétain.

L'An XI de la Révolution Française, au joli mois de Germinal, Bonaparte, Premier Consul, ordonna de tailler dans un kilogramme d'or à 9/10mes d'or fin, 155 pièces sur lesquelles il frappa ce chiffre « 20 francs ». De ce fait, le prix du kilo d'or se trouvait fixé à frs. 155×20 : Fr. 3.100, et le poids du franc à $\frac{1.000}{3.100} = 322$ milligrammes.

Il en fut ainsi pendant plus d'un siècle. Les hommes étaient si contents d'avoir enfin une monnaie stable que presque toute l'Europe adopta ce système. Les économistes libéraux avaient fini par en faire une sorte de « loi naturelle » comme la gravitation universelle. Les enfants apprenaient dans les écoles qu'un gramme d'or vaut fr. 3,10, comme ils apprennent que la densité de l'or est 19.

Cela dura exactement cent quatorze ans.

Puis, un jour d'août 1914, la guerre ayant éclaté, par un mystérieux décret qui n'a jamais paru dans aucun

« Journal Officiel », dans tous les pays à la fois, toutes les pièces d'or disparurent de la circulation. Mais personne n'en fut d'abord inquiet.

Depuis longtemps déjà, on leur avait adjoint un substitut : c'était un simple « bon d'or », un billet par lequel une banque privée, mais revêtue d'un monopole, s'engageait à verser au porteur, sur simple demande, la quantité de métal inscrite sur le billet (322 milligrammes par franc). Moyennant quoi, le public avait confiance et se dispensait de réclamer le versement.

Quand l'or eut disparu de la circulation, le billet resta seul ; mais le métal était là, dans les caves de la Banque, « invisible mais présent », comme Dieu lui-même, et la foi des fidèles était intacte.

Puis l'Etat, pour couvrir ses déficits toujours croissants, se mit à imprimer des bons d'or sans rapport avec son encaisse métallique. Les fidèles que cela dispensait de payer des impôts écrasants, trouvèrent le procédé commode, et ce fut le miracle évangélique de la multiplication des pains et des poissons.

Hélas ! ce que distribuait le Nouveau Messie, ce n'étaient plus des pains et des poissons **réels** : c'étaient des « bons » de pain et des « bons » de poissons. Un jour vint où l'on s'aperçut que l'or, le papier et les poissons n'étaient pas d'accord. Il fallait les ajuster.

Très simplement on décida que le franc papier vaudrait moins d'or **à l'avenir,** mais qu'il en vaudrait toujours autant pour régler les engagements **passés.**

Une première fois, en 1928, M. Poincaré fit voter que la Banque de France, au lieu de verser 322 milligrammes

par franc pour rembourser ses billets, n'en verserait plus que 59. Du coup, les fidèles perdirent les quatre cinquièmes de leur épargne. Mais, comme la plupart d'entre eux étaient aussi producteurs, ils augmentèrent rapidement leurs prix et leurs salaires et se consolèrent en pensant que cet accident ne se renouvellerait pas.

Survint la crise économique. L'Etat recommença d'imprimer des bons d'or sans or. Alors, les prêtres du Dieu (banquiers, cambistes et autres lévites) commencèrent à prévoir qu'une nouvelle « dévaluation » serait nécessaire. Avec leurs billets et ceux de leurs clients, ils achetèrent en masse des livres sterling et des dollars, obligeant la Banque de France, pour maintenir le cours de 59 milligrammes, à livrer son or aux banques étrangères.

Il fallut bien faire de nouveaux ajustements. Successivement en 1936, Auriol décida que le franc ne vaudrait plus que 44 milligrammes ; en 1937, Bonnet le ramena à 38 ; en 1938, Reynaud le réduisit à 24. Insensiblement, mais à un rythme de plus en plus rapide, la « couverture » métallique de nos billets s'amincissait.

Sur la place de la Bourse, le Veau d'Or était toujours debout, mais il était en papier doré.

De Poincaré à Paul Reynaud, le franc de Bonaparte était tombé de 322 milligrammes d'or à 24. Après quoi, ce fut (à nouveau) la guerre, et cette fois, la défaite. Pour sauver ce qui restait encore de la précieuse encaisse, on l'embarqua sur des croiseurs et on l'envoya :

partie à Rabat (d'où nos amis les Anglais s'offrirent à l'emmener à Londres) ;

partie à la Martinique (où des croiseurs américains veillèrent jalousement sur elle) ;

partie au Sénégal (où M. de Gaulle essaya d'aller la cueillir).

On pense bien que, si nos ex-alliés et leurs amis d'outre-Atlantique veulent prendre notre or, c'est pour mieux nous le conserver. Du moins, les fidèles s'efforcent de le croire.

La Banque de France, elle-même, se l'imagine sans doute, car elle continue toujours d'inscrire à son bilan les lingots en exil, comme s'ils reposaient toujours dans ses caves.

En conséquence, son encaisse métallique est toujours portée à son bilan pour 84 milliards 898 millions ; elle cote officiellement le kilo d'or à Fr. 42.000, ce qui met le poids légal du franc à 23 milligrammes.

Mais il faut croire que nos « chers amis » anglo-saxons ne songent pas beaucoup à cette restitution, car, au début de septembre 1941, ils nous vendaient sur le marché noir l'Eagle d'or de 1 gr. 66 au prix de frs. 430 (soit frs. 258.000 le kilo) ce qui met notre franc à un peu moins de 4 milligrammes.

De toutes façons, et de quelque manière que l'on compte, on est obligé de constater que de 1914 à 1941, en vingt-sept ans, le franc de Bonaparte a perdu 70 % de sa valeur-or (si on l'évalue au taux officiel) et 98 % au cours du marché noir.

En réalité, les deux cours sont également factices. Aucune ménagère, ayant fait son marché, n'admettra

que les denrées et produits sont aujourd'hui 14 fois plus cher — et encore moins, 85 fois plus cher — qu'avant la guerre mondiale !

C'est pourquoi le Maréchal qui « hait les mensonges qui nous ont fait tant de mal », a discrètement prononcé la déchéance de l'or. Dans son message du 11 octobre 1940, il a déclaré que l'or « ne serait plus affecté qu'à la garantie des règlements extérieurs », et il l'a exclu définitivement de la circulation intérieure « qui se mesurera aux nécessités de la production ».

Plus crûment, en 1933, le Président Roosevelt qui venait de dévaluer le dollar de 40 %, écrivait dans son message à la fameuse Conférence monétaire de Londres :

« L'OR EST UN VIEUX FETICHE. » (Il est vrai que c'était au temps où l'homme du New Deal n'était pas encore réconcilié avec les trusts.)

Voici donc officiellement détrôné ce Dieu qui, pendant des siècles, avait régi toutes les transactions des hommes : C'est une révolution (puisque le mot est à la mode), la plus étonnante qu'enregistrera plus tard l'histoire de notre civilisation.

Chose curieuse : ce ne sont pas les révolutionnaires qui l'ont faite.

Il n'y a pas eu d'émeutes, ni de barricades. C'est le capitalisme lui-même, incapable de modifier sa structure qui, lentement, par une série d'amputations successives, a épuisé et détruit son idole. Et c'est finalement un Maréchal de France qui, au nom de l'Ordre et de la Patrie, a prononcé sa déchéance.

CHAPITRE VIII

LES LEÇONS DE LA CRISE MONDIALE

Quelle que soit l'issue de la guerre, un fait est dès maintenant acquis : le monde entier en sortira épuisé. Vainqueurs et vaincus auront joué de l'« arme économique » jusqu'à la dernière limite de leurs ressources, et la vitoire militaire elle-même reviendra au dernier ruiné. Quant aux neutres (s'il en reste encore), atteints par le blocus qui les empêche de vendre, comme il empêche les autres d'acheter, ils partageront le commun destin.

Avant tout, il s'agit de ne pas répéter les mêmes erreurs et les mêmes fautes, sinon notre civilisation entière s'écroulerait, comme jadis l'empire romain.

Notre analyse nous a permis d'attribuer à ce désastre deux séries de causes :

a) les unes proprement **américaines** : accidentelles et locales ;

b) les autres, plus générales et plus profondes, qui tiennent aux principes mêmes et aux méthodes de l'Economie « Libérale », appliqués (jusqu'en 1933) par tous les Etats.

Il est essentiel d'en avoir une idée claire, si l'on veut

éviter une rechute mortelle. Et s'il est apparu (comme nous l'avons vu) que les méthodes anciennes sont désormais inutilisables et dangereuses, cela nous aidera à en accepter de nouvelles.

Fautes américaines.

Si l'on examine les causes proprement **américaines** de la crise mondiale, on voit qu'elles se ramènent à trois principales :

a) d'abord une crise de **gigantisme** qui s'empara des dirigeants de l'économie américaine au lendemain de la victoire des Alliés : grisés par l'or qu'ils reçoivent de toutes parts, ils ont l'ambition — assurément très noble, mais démesurée — d'opérer le redressement non seulement des Etats-Unis, mais encore de l'Amérique entière, depuis le Canada jusqu'au Chili et à l'Argentine, puis de l'Europe (Allemagne comprise), et enfin des pays exotiques, producteurs de denrées et de matières premières indispensables aux peuples industriels : café, matières grasses, caoutchouc, pétroles ;

b) pour financer cette gigantesque entreprise, à défaut des capitaux lentement accumulés par les vieux pays d'Europe, ils disposaient d'un système bancaire de souplesse excessive, qu'ils ont utilisé sans mesure. Le système qui consistait à construire $ 100 de dépôts avec une couverture de $ 11 (méthode de la multiplication par 9) convenait fort bien à une population active et hardie, mais pauvre, travaillant dans un pays aux richesses naturelles énormes et encore en partie inexploitées. Mais, il

était trop aventureux pour couvrir les risques d'une gigantesque entreprise de redressement étendue à **toutes** les grandes branches de la production sur **tous** les continents ;

c) la confusion du long et du court terme (*mixed banking*) a permis de porter les émissions à la dimension des besoins du monde, mais du même coup, elles ont dépassé de beaucoup les possibilités de placement du public américain. La surproduction des capitaux factices devait engendrer la surproduction des marchandises et finir par la chute excessive des prix qui a ruiné une grande partie des producteurs dans le monde entier.

Telles ont été les trois erreurs essentielles (relevant à la technique bancaire) qui sont à l'origine de la Prosperity factice de 1924-1929, et de la crise économique mondiale qui nous étreint encore aujourd'hui.

Il faut dire que ces erreurs ont été un moment corrigées. Arrivé au pouvoir en pleine débâcle bancaire (1933), le Président Roosevelt a aussitôt pris les mesures d'assainissement indispensables : fermeture générale de toutes les banques — réouverture progressive, après inspection, de celle-là seulement qui n'étaient pas trop compromises —, séparation nette des banques de dépôts et des banques d'affaires, comme en Europe —, assurance des dépôts au-dessous de $ 3.000, etc.

Toutes ces mesures parfaitement raisonnables ont « assaini » pendant un temps la situation bancaire, et ramené les émissions au niveau des disponibilités fortement réduites du public.

En même temps, le gouvernement américain s'enfer-

mait à l'égard des étrangers, dans une politique d'« isolationnisme » prudent : refus de prêter aux Etats qui avaient suspendu le paiement de leur dette ancienne — loi du « cash and carry », loi du « prêt et bail ».

Mais, voici que l'Angleterre et son « brillant second », la France, prennent ombrage du relèvement de l'Allemagne et finalement lui déclarent la guerre.

Ils ont grand besoin d'avions, de chars et de munitions de toutes sortes. A nouveau, les Etats-Unis redeviennent la place d'armes de l'Europe. Tout en restant militairement neutre, le gouvernement américain, manie l'« arme économique » en s'associant au blocus. La loi « prêt et bail » lui permet de faire passer successivement dans ses mains l'or de l'Angleterre, puis ses meilleurs titres, puis le contrôle des trusts du pétrole, de l'étain, du caoutchouc, etc., enfin ses meilleures bases navales.

Du coup l'U. S. A. appuyé sur son vaste continent, se croit en mesure de régir à son tour l'empire des mers. Une nouvelle crise de **gigantisme** s'empare à nouveau des dirigeants américains et les voici engagés dans la guerre maritime sur les immenses fronts de l'Atlantique et du Pacifique.

Seulement, de telles ambitions coûtent cher.

Non sans hésitation, le Congrès ouvre au gouvernement un crédit de guerre de $ 35 milliards (plus 13 milliards pour prêts sur bails aux étrangers).

Du coup, toutes les mesures de prudence tendant à limiter les émissions, tombent en sommeil (la Défense Nationale avant tout !).

De 1921 à 1929, l'Oncle Sam avait souscrit $ 17 mil-

liards pour le redressement économique du monde ; aujourd'hui, il est prêt à dépenser le double pour la ruine de l'Europe.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire que tout cela finira par une nouvelle crise bancaire et une nouvelle chute du dollar...

Or, ces sortes de maladies s'accompagnent ordinairement de troubles sociaux. Déjà, au lendemain de son arrivée au pouvoir, le Président avait dû prendre des mesures singulièrement révolutionnaires : défense de baisser les salaires malgré la crise (comme en Allemagne), arbitrage de l'administration dans les conflits ouvriers, lutte contre les trusts ; et son Brain Trust avait imaginé sous le nom de « New Deal », une sorte d'économie dirigée sous la dictature socialisante du Président.

L'entreprise a tourné court (sous quelle influence ?). Mais le mal intérieur n'est pas guéri, et la guerre actuelle n'a fait que l'aggraver. Sans doute, les industries de guerre accusent des dividendes somptueux, mais les autres industries souffrent, et le blocus qui empêche l'Europe d'acheter les denrées et les produits fabriqués américains, empêche aussi les fermiers américains de vendre leur blé, leurs fruits, leur coton, etc...

Presque toutes les classes de la population souffrent : les chômeurs sont nombreux, les grèves fréquentes. La guerre finie, victorieux ou non, le gouvernement fédéral se trouvera pris entre une crise sociale qui couve déjà et une crise bancaire et monétaire inévitable.

Après sa victoire, l'Oncle Sam aura usé de toutes ses

ressources, il se confinera de nouveau dans l'« isolationnisme ».

La croyance en la puissance du dollar fut une illusion de notre jeunesse.

L'espoir qu'il pourra venir à notre secours ne peut plus être qu'un décevant mirage.

Problèmes nouveaux.

Toutefois, il serait injuste d'attribuer aux seules erreurs bancaires des Américains la responsabilité de la crise mondiale. Il serait dangereux de croire qu'il suffirait de réformer les méthodes de Wall Street pour restaurer l'économie universelle. Les Etats-Unis n'ont fait qu'appliquer — avec une naïve exagération — les règles et les principes de l'économie « libérale ». Et c'est là que l'on doit chercher les causes profondes du mal. Elles posent dès maintenant de nombreux problèmes dont quatre apparaissent essentiels.

a) *Remplacer l'étalon-or.*

C'est une invention de commerçants, non de producteurs. Il a été introduit dans notre civilisation par les Phéniciens et les Grecs ; ils s'en allaient de comptoir en comptoir le long de la Méditerranée, chercher un produit dans un lieu où l'offre dépassait la demande afin de l'acheter au plus bas prix, puis ils le transportaient dans un autre où la demande dépassait l'offre afin de le vendre au plus haut.

La différence faisait leur bénéfice. Ils ne s'inquiétaient pas du prix de revient qui conditionne la vie du producteur.

Ce système mercantile qui a duré vingt siècles, n'avait pas trop d'inconvénients, tant que la concurrence se limitait à des hommes de même race, vivant sous le même climat, avec des besoins et des conditions de vie assez semblables.

Mais les progrès du machinisme, des transports, des communications par câbles télégraphiques, par T. S. F., etc., ont étendu les échanges aux dimensions de la planète, mis en concurrence tous les peuples, et créé pour chaque produit des cours mondiaux qui s'alignent nécessairement sur ceux du pays où le niveau de vie est le plus bas.

De ce fait, la situation est devenue rapidement intolérable.

La crise actuelle qui dure depuis dix ans, a démontré que, malgré tout un arsenal de mesures protectionnistes, la concurrence des pays exotiques, basée sur les prix-or mondiaux, ne permet plus de sauvegarder le niveau de vie des producteurs européens.

A la place de l'étalon-or, instrument de concurrence inhumaine, il convient d'en établir un autre. Il devra remplir deux conditions :

a) libérer les producteurs (ouvriers et patrons) de la concurrence des pays exotiques, au niveau de vie trop bas, en limitant son usage aux hommes de même race, vivant sous le même climat, ayant même civilisation et

mêmes besoins, et donc des niveaux de vie facilement ajustables ;

b) établir entre Européens une commune mesure telle qu'elle détermine un rapport stable entre l'heure de travail, le produit qu'elle crée et les produits qui servent à son entretien.

Ce sera, si l'on veut, l'étalon-travail ou l'étalon du Producteur (1).

b) *Contrôler les réserves.*

Aux temps où dominait l'énergie animale, les capitaux se formaient par une lente accumulation des profits privés, transmis et augmentés par l'héritage.

Mais, depuis l'avènement de l'énergie mécanique, le machinisme a exigé des investissements de capitaux de plus en plus considérables.

Les deux guerres mondiales et les dévaluations survenues dans l'intervalle, en ont détruit une grosse part. Il faut les reconstituer très rapidement sous peine de paralysie mortelle.

Le système bancaire moderne permet la formation rapide des fonds de roulement par le prêt à court terme des dépôts en banque. Ils représentent des produits en voie d'achèvement, du travail déjà fait et vendu ; ils peuvent donc servir de base à des avances à court terme. Dans une Europe où l'équipement industriel est souvent déjà développé à l'excès, c'est le plus pressé.

Par contre, la construction des usines, des bâtiments

---

(1) Voir plus loin : Deuxième Partie : l'Etalon-Travail

et des machines des immobilisations de longue durée, on se les procurera :

a) par le développement des assurances de toutes sortes (la prime se paye d'avance, et le capital n'est exigible que longtemps après) ;

b) par le contrôle des réserves des sociétés privées, véritable épargne collective ;

c) par le placement des épargnes particulières : souscriptions aux emprunts des collectivités publiques.

Pendant la période de redressement qui doit suivre la guerre, ces épargnes abondantes seront obtenues grâce à de hauts salaires (stables) et à une consommation rationnée dont la sévérité diminuera avec le progrès du redressement.

c) *Diriger les émissions.*

Autrefois, le capitaliste décidait lui-même de l'emploi de la richesse qu'il avait créée ou héritée. Avec le développement prodigieux des sociétés anonymes et des banques s'est opérée insensiblement la séparation de la propriété et de la gestion. Le capitaliste possède toujours les titres qu'il a achetés, il peut les vendre ou les léguer quand il veut, à qui il veut. Mais en fait, c'est l'administrateur-délégué qui dirige l'entreprise, détermine ses dividendes — ou ses pertes —, et c'est le banquier qui opère et suggère les placements.

Or, celui-ci n'a d'autre guide dans le choix des émissions qu'il patronne que son profit individuel. Il préfère d'ordinaire les émissions des grosses firmes, parce qu'elles sont plus rémunératrices et plus faciles à placer dans le public.

Insensiblement, dans tous les pays industriels, les grandes industries d'équipement ont pris le pas sur les industries de transformation. Un jour est venu forcément où la production a dépassé la consommation : d'où stockages excessifs, baisse des prix, faillites des entreprises les plus faibles ou les plus aventurées, et destruction des capitaux qui les ont financées.

Après quoi, la production ayant diminué, les prix remontent, de nouvelles entreprises se créent, de nouvelles émissions sont lancées, et l'on recommence...

L'économie libérale est par essence un régime de crises « cycliques » où la faillite joue le rôle de régulateur.

Avec l'extension prodigieuse du machinisme, ces crises sont devenues de plus en plus étendues et de plus en plus graves. La dernière qui dure depuis dix ans n'a pu être résorbée, et la guerre mondiale qui s'en est suivie, n'a fait que l'aggraver. Il faut donc trouver une autre méthode de distribution des capitaux.

Va-t-on nationaliser ou socialiser les capitaux ? A quoi bon, puisque leur possesseur n'en a plus la gestion !

Il suffira de remettre à l'Etat ce privilège que se sont attribué les banquiers privés, d'émettre à leur gré des titres de sociétés sans autre guide que leur caprice et leur profit.

Dans une société où le développement du machinisme dépend de l'orientation des capitaux, la banque est nécessairement le gouvernement de l'économie.

On ne peut laisser un tel appareil aux mains de quelques gros intérêts privés sans exposer les peuples — et

les capitalistes eux-mêmes — aux crises et aux krachs que nous avons décrits.

Mais, si l'on remet à l'Etat le contrôle des émissions — c'est-à-dire en fait la direction des capitaux —, est-il bien certain qu'il sera plus clairvoyant et plus habile que les banquiers privés ?

C'est ainsi que se trouve posé un dernier problème qui pratiquement, domine tous les autres :

d) *Gouverner l'opinion.*

L'Economie Libérale est fondée sur la concurrence et le profit individuel ; elle n'admet en principe aucune intervention des pouvoirs publics dans la gestion des entreprises. Elle suppose qu'il y a entre l'intérêt général et l'intérêt particulier une sorte d'harmonie préétablie.

« Enrichissez-vous ! », tel fut le mot d'ordre lancé par le minsitre Guizot à la bourgeoisie française triomphante, arrivée au pouvoir avec le roi Louis-Philippe. Dès lors, il fut admis que quiconque a gagné beaucoup d'argent, a rempli tout son devoir social. Le peuple même a fini par le croire ; dans tous les milieux, la plus haute considération va à la plus grosse fortune. En Amérique même (jusqu'à la crise mondiale), la « valeur » d'un homme s'exprimait par le nombre de dollars inscrits à son compte en banque.

Et cela ne paraissait ni absurde ni scandaleux. La libre concurrence éliminant les faibles et les maladroits, ne laissait survivre et prospérer que les plus aptes, c'est-à-dire ceux qui produisaient le plus au meilleur compte. Cette sorte de darwinisme économique paraissait l'expression d'une **loi naturelle.**

La Constitution française même l'avait inscrite dans le Code (article 419). Et certes, ce système aurait pu durer longtemps, à une condition : c'est que la sélection par concurrence jouât sans entrave dans tous les domaines de l'économie.

Or, il arriva qu'avec les progrès du machinisme, certaines entreprises, principalement celles qui servaient de liaison entre les autres : transports et banques, prirent des dimensions considérables et devinrent de moins en moins nombreuses. Finalement les appareils d'où dépend l'activité d'innombrables entreprises se trouvèrent concentrées entre les mains de quelques groupes. Ils finirent par s'entendre pour supprimer entre eux la concurrence. Une minorité puissamment organisée n'a jamais grand' peine à imposer sa domination à une masse disparate et sans cohésion. Les trusts ont réussi d'autant plus facilement que les petits entrepreneurs ne songeaient eux-mêmes qu'à leurs intérêts particuliers.

Quant à l'Etat, seul organe qualifié de l'intérêt général, il était convenu qu'il ne devait pas intervenir en matière économique. D'ailleurs, appuyé sur les forces mouvantes et discordantes des partis électoraux, il était bien incapable de résister à l'influence prédominante des Grands Comités, Trusts et Cartels. Il se bornait à conclure entre les intérêts rivaux des compromis passagers, quitte à en reporter les frais sur les consommateurs (tarifs douaniers), les contribuables (impôts) ou les épargnants (dévaluations).

C'est ainsi que, sous le couvert de la Démocratie par-

lementaire s'était instauré finalement le gouvernement d'une oligarchie financière irresponsable et sans contrôle.

C'est elle qui, finalement, a conduit l'économie libérale à sa faillite actuelle.

Il convient de rendre à l'Etat ce rôle de représentant de l'intérêt général — qui n'a plus aujourd'hui d'organe.

Est-ce à dire qu'on va donner à une bureaucratie incompétente et irresponsable le droit d'intervenir dans la gestion de toutes les entreprises ?

Impossible ! L'Etat ne peut agir que par le moyen de lois, décrets et règlements uniformément applicables à tous. Il en surveille l'application par l'intermédiaire d'une administration qui recherche et juge les délinquants et les frappe de sanctions prévues par le code. Tout cela est très bien quand il s'agit de régler des rapports entre des hommes.

Mais, depuis le développement prodigieux du machinisme, les choses (matières premières, machines, capitaux) ont pris dans l'économie une place considérable. Or, elles obéissent à leurs lois propres (physiques, chimiques, mécaniques) ainsi qu'aux règles arithmétiques de la comptabilité. Et leurs rapports sont d'une variété telle qu'il faudrait des lois spéciales pour chaque branche d'industrie.

L'Etat considérera donc dans l'Economie deux secteurs :

a) l'un comprenant les petites et moyennes entreprises, travaillant à leurs risques et périls, avec leurs propres capitaux, sous le régime de la concurrence ;

b) l'autre groupant les grandes entreprises financées

par des sociétés anonymes et des banques, et unies en cartels ou trusts.

On ne saurait supprimer ces derniers, car la concentration industrielle est une nécessité technique. Mais, il convient de leur enlever les moyens par lesquels ils dominent et exploitent les entreprises de transformation. Pour cela, il faut et il suffit que le contrôle des matières premières et des crédits qu'ils ont indûment accaparés soit transmis à l'Etat. Si l'on y ajoute la limitation des dividendes à distribuer et le contrôle des réserves qui leur servent à acheter les actions de leurs concurrents ou fournisseurs pour les absorber, on aura toute garantie qu'ils ne pourront plus dominer les entreprises petites et moyennes travaillant directement pour la consommation dont il convient de sauvegarder la libre initiative.

L'Etat lui-même n'interviendra pas arbitrairement dans la direction des grandes entreprises.

Périodiquement, il établira un Plan général des travaux qu'il juge le plus utiles à l'intérêt général. Ce Plan connu de tous, sera d'une durée assez longue (quatre ans par exemple) pour atteindre une action en profondeur, et assez courte pour pouvoir être modifié en cas d'échec partiel. Toutes les entreprises petites ou grandes, pourront y collaborer ; elles jouiront dans ce cas d'une priorité, en ce qui concerne les matières premières et les crédits distribués par l'Etat.

Les autres disposeront de ce qui reste.

Ainsi sera rétablie, sans contrainte, ni arbitraire et sans excessive ingérence bureaucratique, la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

e) *Maîtriser l'opinion.*

Mais, ce n'est pas seulement aux intérêts organisés des trusts que l'Etat doit imposer son contrôle, il doit aussi se défendre contre les réflexes et les calculs à courte vue des masses populaires, et ce n'est pas le plus facile de sa tâche. Nous avons vu l'attitude des fermiers américains en 1929 : en vain, ils connaissaient l'énormité des stocks de blé, en vain le gouvernement leur conseillait de réduire leurs emblavures. Comme, en attendant l'effet produit, l'Etat s'était engagé à soutenir les cours pour empêcher l'effondrement des prix, chaque paysan en conclut in petto que, puisque la vente stable était assurée par l'Etat, il gagnerait à faire le plus de blé possible, et il augmenta ses emblavures, entraînant la faillite de la seule mesure qui pouvait le sauver.

De même quand, la même année, la fièvre de spéculation sur les valeurs a gagné tout le pays, la Federal Reserve a eu beau réduire les avances aux Brokers, élever le taux du « call money » dans des proportions inconnues, les masses s'obstinent à croire à la hausse, et parce qu'elles y croient, elles la créent — jusqu'à ce qu'un incident infime leur ouvre les yeux et provoque des ruines irréparables.

Que dire encore du marché noir : comment décider un producteur ou un commerçant à vendre au prix fixé par la loi, quand le client lui-même lui offre plus d'argent qu'on ne lui en demande ?

Aujourd'hui où l'accès des banques et du marché financier est ouvert à tout le monde, où la presse, le télégraphe

et même la radio mettent instantanément les masses au courant des cours pratiqués et des événements qui les modifient, nul gouvernement n'est à l'abri de ces réflexes instantanés des foules ; et si tous les passagers dans un moment de panique se portent à la fois du même côté, il n'est point de navire si bien gouverné qui ne soit exposé à chavirer.

Dans ces moments, personne n'écoute la Loi, la répression est impuissante. Comment punir tous les délits quand tout le monde est délinquant ?

Pour prévenir ces coups de folie collective, le gouvernement doit avoir à sa disposition un organisme « para-étatique », comme on dit aujourd'hui, sans responsabilité ni pouvoir de contrainte. Il sera simplement le guide et le conseiller des masses, son influence dépendra seulement de la confiance qu'il inspire, et celle-ci des services personnels qu'il aura rendus au public. Pas une souffrance si humble qu'elle soit, qu'il doive dédaigner ; il s'efforcera au besoin de combler les lacunes des services publics.

Placé entre l'administration, qui agit au nom de l'intérêt général, et la masse qui ne suit que les réactions des intérêts particuliers, il a pour tâche essentielle d'atténuer les frictions et les conflits inévitables. Ses hommes participeront à l'application des lois sociales, ils seront en tiers dans toutes les tractations entre les Administrations et les chefs des grandes entreprises privées.

Ils rempliront ce rôle **d'amortisseur** et de **contrôleur** que remplissaient (si mal) les corps élus d'autrefois. Mais ils ne seront pas comme eux divisés en équipes rivales pour la conquête des prébendes administratives.

En contact direct avec le chef du gouvernement qui est en même temps leur chef, ils auront la double mission d'inspirer aux masses l'esprit communautaire qui les aidera à comprendre la portée des lois nouvelles appliquées par l'Administration, en même temps qu'ils seront pour le chef un appareil avertisseur, le renseignant sur la façon dont les lois sont appliquées et les réactions, favorables ou non, qu'elles produisent sur les masses.

Ainsi, grâce à eux, le chef ne perdra jamais contact avec les masses. Et c'est le pire danger que puisse courir un gouvernement, même « parlementaire ».

En somme, l'effondrement inévitable de l'économie libérale pose à tous les peuples d'Europe quatre tâches essentielles :

— remplacement de l'étalon-or (en voie de disparition);
— développement des réserves (formation des capitaux neufs provenant de l'épargne populaire);
— contrôle des émissions de titres qui orientent la production; elles ne peuvent plus être abandonnées aux fantaisies des banquiers privés et des trusts.
— création d'un organe auxiliaire de gouvernement (parti unique) qui établisse un contact permanent entre les masses et le gouvernement et leur permette de dégager à tout moment le sens de l'intérêt général.

Un seul peuple jusqu'ici a tenté de résoudre ces quatre problèmes. En moins de dix ans, malgré des difficultés intérieures et extérieures de toutes sortes, et malgré des tâtonnement et des erreurs inévitables, il a poursuivi avec une ténacité indomptable les transformations les plus hardies et les plus neuves.

Les résultats apparaissent aujourd'hui en pleine lumière ! Tout un peuple remis au travail, la paix sociale rétablie, des travaux énormes financés sans capitaux préalablement accumulés et sans inflation, une économie si bien organisée qu'elle supporte sans fléchir depuis près de trois ans une guerre constamment victorieuse contre toutes les nations « libérales » disposant de la plupart des ressources du monde.

L'expérience est assez concluante pour mériter qu'on s'y arrête. Il n'est plus aujourd'hui en Europe un seul peuple, un seul homme cultivé, soucieux de son avenir national ou personnel, qui ne se doive d'en étudier les données et d'en apprécier les méthodes.

Certes, l'œuvre n'est pas parfaite — et ses auteurs ne l'ont jamais présentée comme telle. Elle est d'ailleurs inachevée et ne sera complète que lorsque le Continent tout entier aura réalisé cette unité économique que ses adversaires américain et russe ont déjà depuis longtemps atteinte et qui reste leur principale force.

Dès lors, une double tâche s'impose à la conscience de chacun des peuples voisins.

Connaître les mécanismes nouveaux que l'Allemagne a établis et qui ont fait le redressement d'un peuple de 100 millions d'hommes.

Rechercher dans quelle mesure ces appareils peuvent être adoptés ou adaptés par les peuples voisins, et si ces méthodes nouvelles peuvent donner la paix et la prospérité à un continent de 350 à 400 millions d'êtres humains.

La génération suivante continuera la tâche.

DEUXIEME PARTIE

Formation de l'Etalon-Travail

Ceci n'est pas une théorie

Il y a dans l'évolution des maladies graves une terrible logique.

Pendant un siècle, l'insuffisance de l'économie libérale, fondée sur le seul profit individuel, a engendré une série de crises « cycliques » qui croissaient en étendue et en profondeur, à mesure que se développait le machinisme.

La dernière, aggravée par l'émission de capitaux fictifs, a fini par déclencher une crise monétaire universelle. Et voici que celle-ci à son tour nous amène à une dangereuse crise sociale, en modifiant le rapport entre le salaire et les prix.

C'est là un phénomène pathologique nouveau que l'ancien monde n'avait point connu et qui depuis vingt ans met la société dans un état de fièvre pernicieuse.

Autrefois, pour le travailleur, la question monétaire ne se posait pas.

L'esclave, puis le serf, étaient, si l'on peut dire, payés en nature.

Au Moyen-âge, le « compagnon » mangeait à la table du maître, logeait sous son toit. La corporation ou, à son défaut, la « coutume », réglait leurs rapports et les « confréries » prenaient la charge des accidents et des maladies.

Avec le développement du machinisme, l'ouvrier commença à se déplacer. Obligé d'acheter au marché tout ce dont il avait besoin, il exigea d'être payé en espèces, et c'est alors seulement que le salaire apparut. Salaire saisonnier pour le valet de ferme, annuel ou mensuel pour l'employé et le fonctionnaire, journalier pour le manœuvre, et même horaire pour l'ouvrier qualifié.

Du moment où le travail est mesuré en monnaie, il importe que celle-ci soit stable. Si elle se déprécie, les prix montent : pour la même quantité de travail, l'ouvrier voit (en nature) son niveau de vie diminuer. Il demande plus de monnaie, ce qui provoque une nouvelle hausse, laquelle engendre une nouvelle augmentation de salaires...

Ainsi s'établit la course des salaires et des prix, génératrice de misères et de conflits sociaux.

La première condition de la paix sociale, c'est la stabilité monétaire.

Pendant un siècle et demi, l'or l'a donnée au monde. Il ne le peut plus aujourd'hui. Depuis la première guerre mondiale, à plusieurs reprises, toutes les monnaies, dans tous les pays, ont été dévaluées. Même les énormes masses de lingots accumulées dans les caves des banques américaines, n'en ont pas préservé le dollar.

Il faut donc trouver autre chose ! Mais quoi ?

De nombreuses théories ont été faites; quelques essais ont été tentés : ils se sont heurtés aux mêmes inconvénients.

Alors, en désespoir de cause, le Nouveau Reich a eu l'idée ingénieuse, que, puisque le Travail est le créateur de toutes les richesses, il pouvait en être aussi la commune mesure. Il suffisait d'établir un rapport fixe (exprimé en monnaie) entre le prix de l'heure de travail, celui de l'objet qu'elle a produit et celui des objets qu'elle consomme.

Ainsi naquit l'étalon-travail.

Il n'est pas né de considérations théoriques, mais simplement de la nécessité impérieuse pour un pays sans couverture métallique d'empêcher la course des prix et des salaires.

Le Nouveau Reich ne l'a pas imposé par décret, ni inscrit dans la loi. Simplement il est arrivé par d'ingénieux mécanismes et une vigilante attention, à réaliser et maintenir, pendant dix ans, la stabilité du salaire horaire; et celle-ci, par un curieux retour des choses, a assuré la stabilité du Reichsmark.

Dans son remarquable petit livre : D'où vient tout cet argent ? (1) *le Dr. Wagemann, Président de l'Institut Allemand de Reckerches Economiques, qui fut l'un des principaux artisans du redressement de l'Allemagne, a écrit :*

« *...l'organisation et les méthodes de l'art moderne du financement... n'ont guère été le fruit d'un plan longuement médité, mais sont, le plus souvent, la conséquence d'une intuition soudaine, quand ce n'est pas* la suite imprévue d'une action pratique, dont le sens profond n'est découvert que plus tard. »

Ce n'est donc pas une théorie de la valeur que l'on trouvera ici, mais le récit d'une expérience — qui a réussi.

(1) Traduction française chez Plon, Paris 1942, page 109.

CHAPITRE IX

L'OR FREINE LES SALAIRES (1)

Avant toutes choses, il convient d'établir une comparaison **exacte** entre les salaires des travailleurs dans les différents pays.

Comme il s'agit de millions d'individus de toutes professions, agricoles et industrielles, on ne peut évidemment comparer que des **moyennes.**

Ouvrons la « Revue Internationale du Travail » de janvier 1929. Les moyennes ont été établies par les services officiels des différents Etats intéressés, et compilées par le B.I.T. dont les chiffres n'ont jamais été contestés par personne.

Sur la base d'une semaine de 6 jours 1/2, les salaires moyens s'établissent ainsi :

Etats-Unis : 28.55 dollars ;

Allemagne : 31.19 marks ;

France : 153 francs ;

---

(1) Quelques-uns des chapitres qui suivent ont été publiés dans « l'Atelier », le grand hebdomadaire du syndicalisme français

Italie : 83.6 lires ;

Japon : 11.3 yens.

Mais ces salaires « nominaux » ne nous disent rien, puisqu'ils sont exprimés en unités monétaires différentes. Pour les comparer, il faut les ramener à une commune mesure.

Avant la guerre mondiale (la première), c'était chose facile, car l'or était l'étalon monétaire universel. Sans doute, dans 64 pays, il y avait déjà des billets de banque : mais la monnaie métallique et la monnaie-papier circulaient simultanément. On les échangeait à volonté l'une contre l'autre, non pas seulement dans les banques, mais chez le boulanger, l'épicier, au théâtre ou chez le bistrot.

Ainsi, tous les prix intérieurs (et les salaires aussi, naturellement) s'exprimaient par un nombre défini de grammes d'or.

Quant aux produits échangés avec l'étranger, tout négociant avait la faculté de les régler à **son choix** en effets de commerce sur le pays vendeur, ou en or, qu'il achetait à la banque de son pays à un prix toujours le même.

Ainsi le cours des changes entre les diverses monnaies étrangères était toujours **proportionnel au poids d'or** contenu dans chacune des monnaies.

En somme, avant 1914, toutes les comptabilités (publiques ou privées) se trouvaient sans qu'on s'en doutât, écrites en grammes d'or, et le gramme-or (sous les différentes dénominations de dollar, livre, franc, pengo ou yen) était en réalité la monnaie universelle.

Cela était bien commode pour le commerce internatio-

nal, car, du premier coup d'œil, à l'aide d'une simple règle de trois, l'importateur et l'exportateur pouvaient comparer les prix de n'importe quel produit fabriqué à l'étranger et choisir celui dont le prix était le plus bas.

Par contre, c'était beaucoup moins avantageux pour l'ouvrier, car comme le salaire est en général l'élément principal du prix de revient, l'importateur achetait de préférence dans le pays où le niveau de vie était le plus bas. Ainsi le bas salaire de l'ouvrier hindou, par exemple, permettait aux filatures de Bombay de concurrencer celles de l'Angleterre. Le bas prix de la main-d'œuvre japonaise permettait aux tissus d'Osaka de concurrencer ceux de Lyon, etc. Aussi chaque fois qu'on proposait en Europe une amélioration sociale quelconque : journée de huit heures, assurances sociales, congés payés, etc., le patronat s'écriait qu'on allait ruiner l'industrie nationale au profit de ses concurrents exotiques.

Ce système serait devenu rapidement intolérable si l'on n'avait accordé au patronat des tarifs douaniers **protecteurs** pour limiter l'invasion des produits étrangers. On disait bien qu'ils protégeaient aussi les salaires plus élevés des ouvriers européens ; mais ils faisaient en même temps monter le coût de la vie à l'intérieur, ce qui annulait souvent l'effet compensateur.

En somme, **l'étalon-or universel fonctionnait comme un frein au progrès social.** Mais seuls les ouvriers (qui ne s'en doutaient pas) avaient à en souffrir. Les capita-

listes le considéraient unanimement comme la condition même de leur prospérité.

Après la guerre mondiale, une première fissure apparut dans le système. Au cours de leurs énormes opérations de crédit, les banques avaient eu de tels besoins d'or qu'elles décidèrent de garder toutes les pièces qui leur passeraient par les mains, et la monnaie métallique disparut complètement de la circulation.

Les prix intérieurs devinrent exclusivement des prix-papier, qui montaient automatiquement dans la mesure où la masse des billets émis augmentait plus vite que celle des marchandises en circulation.

Par contre, les achats à l'étranger continuaient à être réglés sur la base des envois d'or. Il en résulta un décalage de plus en plus grave entre les prix intérieurs payés en papier et les prix des produits étrangers payés en or.

C'était fort gênant pour les pays importateurs qui devaient livrer plus de marchandises nationales pour obtenir la même quantité de produits étrangers, mais c'était très avantageux pour les pays exportateurs qui recevaient plus qu'ils ne livraient.

Quant aux spéculateurs, ils gagnaient honnêtement sur les deux tableaux.

A la longue ce décalage eut sur les salaires un effet singulier et qui passa d'abord inaperçu.

Si l'on considère les salaires versés pour une semaine de travail dans cinq pays différents en 1929, dernière année de la « prospérité », et si, pour les comparer, on

les réduit d'après le cours des changes, en grammes d'or, on obtient le tableau suivant :

1929	SALAIRES			
	En monnaie locale	Change en dollar-or	En dollar-or à 1 gr. 50	En gram. d'or
Etats-Unis	$ 28,55	1	$ 22,55	42 gr.
Allemagne	Rm. 31,19	Rm. 4,34	$ 7,2	10 gr. 8
France	fr. 15,3	fr. 25,5	$ 6	9 gr.
Italie	lires 83,6	lires 19	$ 4,4	6 gr. 6
Japon	yens 11,3	yens 2	$ 5,6	8 gr. 4

D'où il ressort qu'en 1929 un trust international qui achetait dans ces cinq pays un objet ayant coûté une semaine de travail versait pour rembourser le salaire de l'ouvrier américain **quatre fois plus d'or** que pour l'ouvrier allemand ou français, et **sept à huit fois plus** que pour l'ouvrier italien ou japonais.

Sans doute, les ouvriers ne s'en apercevaient pas, car ils étaient payés en monnaie-papier d'après le coût de la vie à l'intérieur. Mais le trust international qui pouvait passer ses commandes ou établir ses usines où il voulait, ne manquait pas de choisir le pays où les **salaires-or** étaient les plus bas. Ainsi s'explique la création de tant d'entreprises européennes dans les pays exotiques pendant cette période.

A la longue, le décalage, en croissant rapidement, devint si insupportable que tous les pays, même les plus riches, ont dû, soit abandonner complètement le principe des paiements sur la base de l'or (Allemagne), soit réduire le poids de l'or de leur monnaie. A partir de 1931, successivement, la livre sterling, le dollar, le florin, les

francs belge, français, suisse, le yen japonais, ont été dévalués. Mais au lieu de se concerter pour « dévaluer » tous ensemble et au même taux, ils l'ont fait chacun à son tour et dans des proportions différentes. Et le désordre économique et social s'en est trouvé aggravé.

On s'en rendra compte si l'on examine l'effet produit sur le coût de la **semaine de salaires** en 1937, exprimé en or et calculé selon la méthode classique :

Avec 100 grammes d'or, un trust international pouvait se procurer :

4 semaines de travail d'un ouvrier américain ;
20 semaines de travail d'un ouvrier français ;
23 semaines de travail d'un ouvrier italien ;
37 semaines de travail d'un ouvrier japonais.

Après cela, si l'on trouve encore en Europe et dans le monde un seul ouvrier partisan de l'étalon-or, il faudra le faire encadrer !

Tout le monde se rappelle l'étonnement suscité dans le monde entier quand on vit des chaussettes japonaises arriver en Tchécoslovaquie à des prix plus bas que celles qui sortaient des usines locales, et les montres japonaises vendues **au kilo** en Yougoslavie.

C'est alors que les gouvernements inventèrent cet appareil compliqué de **tarifs préférentiels,** contingentements de marchandises, contingentements de devises, etc., qui ont fini par paralyser le commerce international. Si bien qu'à la longue tous les pays se sont trouvés répartis en deux camps : les pays **riches,** dits démocratiques (ceux des trusts appuyés sur l'or), et les pays **prolétaires** ou fascistes, qui n'en avaient pas. Cette lutte

de classes d'un nouveau genre devait nous mener fatalement à une nouvelle guerre mondiale.

* * *

De cette analyse des faits, deux premières constatations, me semble-t-il, se dégagent nettement :

A) **L'étalon-or, quand il fonctionnait normalement et universellement, obligeait les pays les plus avancés à aligner les prix de vente de leurs produits fabriqués — et par conséquent leurs salaires — sur ceux des pays où le niveau de vie était le plus bas.**

Il agissait donc comme un frein contre tout effort de progrès social.

B) Depuis qu'il est détraqué, il ne sert plus que comme *moyen de lutte entre les nations, au seul profit des trusts* internationaux, lesquels pouvant changer facilement de fournisseurs, profitent des différences de salaires-or que l'ouvrier n'aperçoit pas.

Ainsi cet **appareil destiné à mesurer la valeur du travail** est non seulement faux, mais faussé.

C'est une balance dont le fléau n'est pas droit et dont le cadran n'est pas visible pour le client.

Il faut en construire une autre.

L'Allemagne la première l'a essayé et elle y a pleinement réussi.

Comment s'y est-elle pris ?

CHAPITRE X

HAUSSE DES SALAIRES REELS

A la fin de 1929, grâce aux crédits abondamment accordés par les Etats-Unis, l'Allemagne avait retrouvé toute son activité et la Reichsbank tenait, accumulée dans ses caves, une réserve d'or de 2.283 millions de marks, soit 815.715 kilos d'or.

A la fin de 1932, par suite de la crise et du fameux krach de New-York en octobre 1929, elle avait dû rembourser aux banques américaines une partie de leurs prêts à court terme, et son encaisse avait diminué des deux tiers ; encore avait-elle dû demander des délais (moratoire) à ses créanciers.

Le chancelier Hitler, dès son arrivée au pouvoir, envoya le docteur Schacht, président de la Reichsbank, exposer cette situation tragique aux « experts » de la fameuse « Conférence de l'or », convoquée à Londres par le président Roosevelt ; mais les « experts » laissè-

rent tomber ses demandes avec un dédaigneux silence. L'Allemagne aussitôt déclara qu'elle abandonnait l'étalon-or et acheva de vider son encaisse. A la fin de 1934, elle ne possédait plus que 1.722 kilos d'or, soit 2 pour mille de son encaisse de 1929. Autant dire rien.

Qu'allait-elle faire ? Emettre des billets sans gage ni couverture, comme au temps de l'occupation de la Ruhr ?

Le peuple allemand avait gardé le souvenir amer de ces jours où le prix d'un déjeuner doublait d'un jour à l'autre et où un timbre-poste coûtait un milliard de marks.

Le nouveau régime ne pouvait songer, pour don de joyeux avènement, à le ramener à cette détresse.

Il fallait à tout prix, et tout de suite, lui donner une monnaie « stable sans or ».

Tous les économistes « classiques » estimaient que c'était impossible. Mais le docteur Schacht — à qui le nouveau Chancelier avait confié la direction de la monnaie — n'en jugeait pas ainsi. C'est lui qui, en 1923, avait, comme d'un coup de baguette magique, stabilisé le mark au moment de l'inflation la plus folle.

Il a réussi ce nouveau « miracle ». Mais, comme on va le voir, il n'utilisa pour cela aucun pouvoir magique, ni aucun trompe-l'œil.

Il partait d'une observation très simple.

Quand une ménagère a « fait la queue », donné ses tickets et achevé de faire ses provisions, si elle veut savoir quelle est la valeur réelle du salaire de son mari, elle n'a pas besoin de consulter le cours des changes dans un journal de Bourse ; tout simplement elle compare le contenu de son porte-billets avec le contenu de son

panier ; et si elle voit que pour la même somme en monnaie, elle a obtenu deux fois moins de beurre, de bœuf ou de haricots, elle en conclut que le salaire de son homme a « réellement » baissé de moitié. Aucune théorie sur l'or ne lui fera croire le contraire et elle aura raison.

La véritable mesure des valeurs, c'est le panier de provisions de la ménagère.

Pour rendre la comparaison plus facile et plus exacte, les économistes ont depuis longtemps construit des « index ».

Chaque jour, dans toutes les principales villes, les services officiels constatent les prix des vivres qui remplissent le plus habituellement le panier des ménagères ; ils y ajoutent les prix des vêtements et chaussures, du loyer, du chauffage, de l'éclairage, etc., puis ils les additionnent et font la moyenne par semaine, puis par mois et par année.

Ensuite, ils choisissent, dans un passé qui n'est pas trop lointain, un point de comparaison : par exemple la dernière année normale d'avant la guerre actuelle (1937) ou la dernière année avant la crise (1929), ou la dernière année avant la guerre mondiale (1913). Le total des prix de ces années-là est nécessairement un point fixe ; nul n'y peut rien changer puisqu'il appartient au passé. Il sera, si l'on veut, le point 100 de l'échelle du thermomètre.

Si maintenant on désire comparer les prix d'aujourd'hui avec ceux d'alors, il suffira de diviser le total de l'année présente par le total de l'année de base (1929, par exem-

ple) et, si l'on constate que le quotient monte à 110, 120 ou 130, ou, au contraire, a baissé à 90, 80 ou 70, on connaîtra immédiatement le pourcentage de la hausse ou de la baisse. On pourra alors dessiner sur un papier quadrillé la courbe de variation des prix, exactement comme on établit la courbe de température d'un malade.

C'est ce qu'on appelle « l'index du coût de la vie ». En additionnant, selon la même méthode, les salaires (en monnaie du pays) des ouvriers à différentes époques et en les rapportant aux salaires de la même année de base, on obtiendra « l'index des salaires nominaux ».

En traitant de la même manière les prix des objets fabriqués tels qu'ils sont cotés sur les marchés et inscrits sur les circulaires des courtiers assermentés, on obtiendra « l'index des prix de gros » qui sert à mesurer les variations des recettes patronales.

Ceci fait, en comparant « l'index des prix de gros » avec « l'index des salaires », on verra tout de suite si les recettes patronales ont augmenté plus vite que les recettes des ouvriers.

Et en comparant la courbe des « salaires nominaux » (en monnaie) avec celle du « coût de la vie », on verra tout de suite que, si la seconde a monté plus vite que la première, le salaire « réel » (panier de provisions) a **diminué,** même s'il a (en monnaie), quelque peu **augmenté.**

Telle est la base très simple et très saine sur laquelle l'Allemagne nouvelle a établi sa politique économique et sociale.

Ecartant délibérément la mesure par l'étalon-or qui

est « indirecte » (et par là prête à tous les truquages de la spéculation), elle a adopté la mesure « directe » en prenant pour étalon le panier de provisions.

Sous le régime de l' « Economie Libérale », de 1929 à 1932, à la suite du krach américain et de la crise mondiale qui s'ensuivit, les prix de vente en gros (à l'usine) ont baissé de 32 %.

Il en est résulté une baisse des salaires de 30 %.

Mais comme, dans le même temps, le coût de la vie a baissé aussi de 24 %, les salaires « réels », dans le panier à provisions, n'ont diminué en fait que de 15 %.

Au contraire, à partir de l'avènement du nouveau régime hitlérien (économie dirigée), les prix de gros (recettes patronales) augmentent de + 13 %.

Ce qui permet de hausser les salaires (en monnaie) de + 20 %.

Et comme le coût de la vie, dans le même temps, a augmenté seulement de 6 % (1 % par an !) les salaires « réels » (transformés en marchandises dans le panier à provisions) se trouvent ramenés exactement au niveau d'avant la crise mondiale.

Voici donc un fait acquis : en 1937, le niveau de vie de l'ouvrier allemand se trouvait ramené au point où il était en 1929.

Par quelle méthode avait-on atteint ce résultat, dont nous, Français, sommes toujours si loin ?

C'est ce qu'il importe pour nous de bien comprendre si nous voulons en faire autant.

Le premier souci du chancelier Hitler, en arrivant au pouvoir, fut de remettre au travail les 6 millions de chô-

meurs que la crise mondiale du « libéralisme » économique avait donnés à l'Allemagne. Pour cela, il fallait couper les contacts avec la concurrence internationale, dont l'effet déprimant s'exerçait sur les prix intérieurs allemands.

L'abandon de l'étalon-or, dont nous avons vu les effets sur les salaires, était la première condition.

Puis, comme aucun pays (surtout industriel) ne peut se passer des matières premières de l'étranger, l'Etat se réserva le contrôle de ces importations et la fixation de leur prix de vente à l'intérieur. Il dressait ainsi une barrière ou, si l'on veut, une **écluse** entre l'Allemagne et les pays « libéraux » alors en pleine crise ; à cette condition, il avait les mains libres pour relever l'économie nationale.

Ceci fait, on pouvait s'occuper des salaires.

Il ne faut pas oublier qu'ils sont payés par le patron sur le produit de ses ventes. Pour qu'il occupe beaucoup d'ouvriers et les paye bien, il faut qu'il ait beaucoup de commandes ; et si les particuliers ne lui en donnent pas assez, il faut que l'Etat y supplée.

Tous les gouvernements ont compris cela. En France, de même, depuis dix ans, on a établi d'innombrables **programmes de grands travaux**, mais ils n'ont fait qu'atténuer le chômage sans le supprimer. En Allemagne, au contraire. Pour deux raisons.

D'abord, tandis qu'en France, pays riche d'épargne, mais lié par les règles bancaires de l'économie « libérale », on les finançait au compte-gouttes, en Allemagne, pays complètement dépourvu de capitaux, on les porta

tout de suite à la dimension des besoins, en dépensant des milliards.

Ensuite, parce que Hitler, au lieu de choisir les travaux qui rapportent le plus aux grandes entreprises d'équipement, choisissait ceux qui occupent **le plus de personnel** et qui facilitent la **consommation :**

Construction en masse de maisons ouvrières et d'édifices publics, qui intéressent toutes sortes de professions ;

Construction de routes, canaux et moyens de transports qui accélèrent les échanges entre producteurs et redonnent de l'activité au petit et moyen commerce.

Et puis, il y eut les armements !

Chose curieuse, Hitler n'y pensa pas, d'abord. Au contraire. Dès 1934, il signait avec M. Eden, son futur adversaire, un accord de limitation des armements **navals.** La même année, le même M. Eden transmettait au gouvernement Daladier, en l'appuyant, un projet de convention pour la limitation des armements **sur terre.** (L'Angleterre à ce moment craignait l'hégémonie militaire de la France sur le continent.)

Mais alors survint la chute de Daladier (6 février 1934), puis le refus insolent de Barthou, dans son discours de Bayonne ; enfin, son retentissant voyage en Europe pour sonner le rassemblement de nos anciens alliés contre l'Allemagne.

Alors, Hitler se lance à fond dans la course aux armements. Il le fait d'autant plus hardiment que, si les armements ne sont pas des travaux **rentables** — puisqu'ils ont pour objet de détruire — ils sont au moins des tra-

vaux **solvables** ; car n'importe quel Etat paye toujours par préférence ce qui sert à sa défense, dût-il pour cela sacrifier ses services publics les plus nécessaires, et même dévaluer sa monnaie !

En quelques années, une centaine de milliards furent consacrés à toutes ces tâches, civiles et militaires.

Résultat : l'index de la production qui, de 100 en 1929 était tombé à 53 en 1932, remontait à 94 au début de 1935, pour atteindre 106 en 1936.

A ce moment, le nombre des chômeurs (enregistrés), qui avait atteint 5.575.000 en 1932, se trouvait ramené à 1.592.000, c'est-à-dire au-dessous du chiffre de 1929 (1).

Alors, le chancelier Hitler, qui s'était contenté jusqu'ici d'augmenter la **masse globale** des salaires, en augmentant le nombre des travailleurs occupés, jugea le moment venu d'augmenter les salaires **individuels** (en allongeant d'une heure en moyenne la journée de travail).

En fait, les statistiques publiées par le Bureau International du Travail montrent que la moyenne des salaires allemands est passée de 22.88 marks par semaine en 1932, à 26.50 marks.

Si l'on songe que, dans le même temps, le nombre des travailleurs enregistrés montait de 12.518.000 à 18 millions 354.000, un facile calcul montre qu'au bout de cinq ans, c'est un supplément de 200 millions de marks par semaine, ou 10 milliards de marks par an, qui s'est ajouté à la consommation du Reich.

---

(1) Aujourd'hui, il n'y en a plus et, pour remplacer les ouvriers mobilisés par la guerre, le Reich a dû embaucher 2 millions d'ouvriers étrangers

Au reste, voici le total des salaires et traitements versés par les entreprises allemandes à leurs ouvriers, employés et techniciens :

	Salaires	Bénéfices
	(milliards de marks)	
1929	43	12.6
1933	26	6.6
1934	29,2	7,9
1935	32,2	9,2
1936	35,2	12,2
1937	38,8	14,2
1938	42,7	15

Sous la double pression

a) de l'augmentation du nombre des salariés,

(De 1932 à 1937, le nombre des chômeurs enregistrés a diminué de 4.600.000.)

b) puis de la hausse générale des salaires,

les revenus du travail, qui étaient tombés de 43 milliards de marks en 1929 à 26 en 1933, sont remontés de 26 à 42,7 en 1938.

En 5 ans, le revenu global des travailleurs se trouvait ramené au niveau du temps de la prospérité. Pour eux, la crise économique mondiale était effacée.

Mais ils n'étaient pas les seuls à profiter de cette politique.

Tandis que les commandes des grands travaux et des armements augmentaient les bénéfices des grosses industries d'outillage, une telle masse de salaires, jetée sur le marché des marchandises à la vitesse croissante de 3 milliards de marks de plus par année, ne pouvait

manquer de stimuler toutes les entreprises, agricoles, industrielles ou commerciales travaillant pour la consommation.

C'est ainsi que les bénéfices des unes et des autres se mirent à augmenter parallèlement à la hausse des salaires et même un peu plus vite.

De 12,6 milliards de marks en 1929, ils étaient tombés à 6,6 par suite de la crise mondiale. On les voit remonter cependant de 1 milliard à 2 par an, jusqu'à dépasser, en 1937, le niveau atteint au moment de la prospérité.

On ne sait pas assez, dans le grand public, la place considérable qu'occupent les salaires et traitements dans l'ensemble de la consommation. Le patron, qui pense surtout aux sommes qu'il verse chaque semaine à son personnel, les considère comme une charge, ce qui est vrai ; mais il ne pense pas que la plus grande partie des recettes qu'il reçoit de ses clients proviennent des salaires versés par les autres patrons.

Il n'en fallait pas davantage pour assurer la reprise des affaires et faire que l'Allemagne retrouve sur son propre marché intérieur une partie des débouchés extérieurs qu'elle avait perdus.

Il ne faut pas oublier que dans tous les pays où règne la civilisation mécanique, le revenu global du travail (salaires et traitements) dépasse le total des bénéfices patronaux (agricoles, industriels et commerciaux), même si l'on y ajoute le revenu des capitaux.

Cela est vrai même en France. D'après les évaluations officieuses publiées chaque année par « La France Economique » (année 1936, page 161), en 1929, au plus

haut moment de la prospérité, les salaires, traitements, *retraites et pensions s'élevaient chez nous à 126,8 milliards* de francs, sur un total général de 245 milliards (soit 51 %).

En Allemagne, pays plus fortement industrialisé, la proportion a passé de 53 à 57 %.

Si bien que ce ne sont plus, aujourd'hui, « les riches qui font vivre les pauvres », comme on disait autrefois, c'est au contraire la consommation croissante des petits qui fait le revenu grandissant des « gros ».

C'est la conséquence logique du progrès technique. Car la production **en masse** est nécessairement une production **pour les masses.** Et l'on voit bien que les plus grosses fortunes se fondent aujourd'hui sur les produits de consommation courante (rois du blé, du charbon, du pétrole, grands magasins pour petites bourgeoisie, etc.).

C'est sur cette observation de bon sens que le chancelier Hitler a fondé sa politique de redressement économique.

Au lieu de se proposer, comme chez nous, comme premier objectif de rétablir **le profit normal des entreprises** en réduisant les salaires et les traitements, c'est au contraire dans le **relèvement des salaires** qu'il a cherché le redressement de l'Allemagne. Et c'est cette méthode paradoxale qui l'a conduit au succès.

CHAPITRE XI

CONSOMMATION RESTREINTE

Dans l'économie libérale, il n'y a pas d'autre règle à la répartition des produits que leurs prix. Si les objets demandés deviennent rares, les prix montent. Ainsi, ceux qui ont beaucoup d'argent peuvent vivre dans l'abondance, tandis que ceux qui n'en ont pas tombent dans la détresse. Ce système peut tenir tant que la rareté est passagère et que la hausse ne prive qu'un petit nombre de personnes. Si elle dure et si elle atteint, par exemple, 6 millions de chômeurs, des troubles sociaux sont inévitables.

C'était précisément le cas de l'Allemagne en 1933, à l'avènement de Hitler ; c'est pourquoi elle a dû inventer un nouveau régime de répartition.

1° Chaque consommateur doit recevoir (en quantités) une part égale de produits vitaux et rares ; cette part est fixée par le **ticket** ;

2° Chaque part doit être payée par lui à un prix maximum fixé d'avance et accessible à un chômeur jouissant de l'allocation versée par l'Etat ou par les caisses **ad hoc.** Ainsi, le privilège de l'argent est limité aux choses qui ne sont pas indispensables et le droit à la vie est assuré à tous les membres de la communauté nationale.

Mais on ne pouvait s'arrêter là.

Il est clair que si on laisse monter les prix des matières premières, par exemple, les grandes entreprises qui les transforment — qui sont puissantes et peu nombreuses — s'entendront pour faire hausser les demi-produits, après quoi les usines hausseront leurs produits finis ; puis le grossiste y ajoutera sa petite hausse personnelle ; le détaillant, à son tour, fera de même. Finalement, en dépit de tous les contrôles, le prix officiel à la consommation devra être relevé... ou bien il se relèvera lui-même sur le **marché noir,** par la collaboratoin inévitable de ceux qui ont de l'argent et ne veulent pas être privés, et de ceux qui produisent et ne refusent pas l'argent qu'on leur offre.

Si l'on veut empêcher cette cascade de hausse à tous les stades de la production et des échanges, ce n'est pas seulement au **point d'arrivée,** c'est-à-dire à la consommation, qu'il faut contrôler les prix ; c'est au **point de départ,** en commençant par les matières premières et les demi-produits.

C'est ce qu'a fait l'Etat allemand.

Obligé de demander à l'étranger une grande partie de ses denrées et matières premières, il s'assura d'abord le contrôle du commerce extérieur :

a) Pour les produits qui viennent des pays à étalon-

or, il obligea tous les exportateurs à céder leurs dollars, leurs livres sterling et autres devises à un Office d'Etat, qui les répartit entre les importateurs à un cours fixé par lui ;

b) Pour celles qui proviennent des pays sans or, il conclut des accords de « troc » sur la base d'un change établi par contrat.

Dans les deux cas, il restait maître des prix.

Quant aux produits provenant de l'intérieur, s'ils étaient surabondants, comme le charbon, il n'y avait aucune raison de hausse, et pour les autres, on compensait leur déficit par des **produits de remplacement** fabriqués à l'intérieur ; et l'Etat vendait les deux, le produit importé et le produit artificiel, à un **prix moyen,** de façon qu'il n'y eût entre eux aucune concurrence.

Ainsi, il n'y avait plus, pour les trusts d'importation, ni pour les grandes usines de demi-produits, ni pour les fabricants d'objets finis, **aucun prétexte de hausse.**

Quant à la répartition, il va sans dire que le nouveau Reich n'eut pas un instant l'idée de la confier aux trusts ni à leurs hommes ; pas davantage il ne songea à répartir les matières premières entre les entreprises d'après les besoins présumés de leur clientèle, en prenant pour base une année arbitrairement supposée normale.

On régla la répartition non sur les besoins particuliers mais sur ceux de la communauté nationale tout entière. A cet effet, on établit, dès la première année, un plan d'ensemble de grands travaux, classés d'après leur degré d'urgence, en partant de la nécessité de remettre le plus d'hommes au travail dans le plus court délai. Et les ma-

tières premières furent attribuées aux entreprises d'après les commandes qu'elles avaient à exécuter en fonction du Plan.

Ainsi, point d'arbitraire, de ristournes ni de pots-de-vin, point de gaspillage, point de pression des trusts sur le gouvernement.

Sans doute, il y eut, au début, des tâtonnements et des erreurs (il n'est point de machine qui donne un rendement de 100 %). Mais, dans l'ensemble, il n'y eut point de hausse au départ. Et comme le plan était fixé pour quatre ans, les industriels, assurés à la fois de leurs commandes et de leurs matières premières, pouvaient calculer longtemps d'avance leurs prix de revient et jouissaient d'une stabilité des prix qu'ils ne connaissaient plus depuis l'origine de la crise.

Ce fut le premier facteur de l'étonnante reprise de l'industrie allemande.

Le danger de hausse venant des producteurs étant ainsi écarté, il restait à supprimer celui qui vient des consommateurs.

Dans tous les pays, à toutes les époques de disette où le rationnement devient nécessaire, les gens aisés payent volontiers plus cher que le prix légal, pour se soustraire aux privations du commun.

Comment le producteur refuserait-il de vendre à quelqu'un qui lui offre plus d'argent qu'il ne lui en demande ?

Il y a bien les contrôles administratifs et les sanctions prévues par la loi : mais comment surveiller efficacement jusque dans les lointains villages les moindres tractations

et comment réprimer des fraudes dont les acheteurs ne se plaignent évidemment jamais ?

C'est ici qu'est intervenu le parti national-socialiste.

A l'origine, et pendant les dix ans de lutte farouche qu'il a dû mener pour la conquête du pouvoir, son principal rôle fut d'éliminer ses adversaires politiques.

Mais, lorsque le chancelier eut conquis lentement, à force de services, la confiance du peuple allemand, il songea à faire du Parti un organe de contrôle de l'Administration.

Aujourd'hui, il ne se négocie plus de contrat entre l'Administration et les trusts ou les grands organismes industriels sans que un ou plusieurs représentants du Parti participent aux débats. Leurs chefs ont à tout moment accès auprès du Führer, à la fois chef du Parti et chef de l'Administration, et si un différend sérieux surgit entre les deux, c'est lui qui décide souverainement.

Aux derniers échelons, les hommes du Parti renseignent leurs chefs sur les effets des mesures prises d'en haut, ils leur disent comment elles sont appliquées et accueillies par les masses populaires.

Ainsi, le Chef est toujours en contact avec le peuple; il n'en est jamais séparé par la barrière bureaucratique et les coteries gouvernantes — ce qui est le pire des dangers pour un régime de pouvoir personnel.

Cette méthode, pratiquée sans défaillance depuis neuf ans, a réussi.

Dans l'ensemble, on peut dire qu'il n'y a pas de marché noir en Allemagne. Tous les éléments du prix de

revient y ont une grande stabilité ; en fait, les prix de gros à l'usine n'ont pas sensiblement varié.

Par contre, la hausse des salaires a été importante, mais elle a été obtenue très normalement par l'augmentation des chiffres d'affaires et les perfectionnements incessants apportés au rendement des machines.

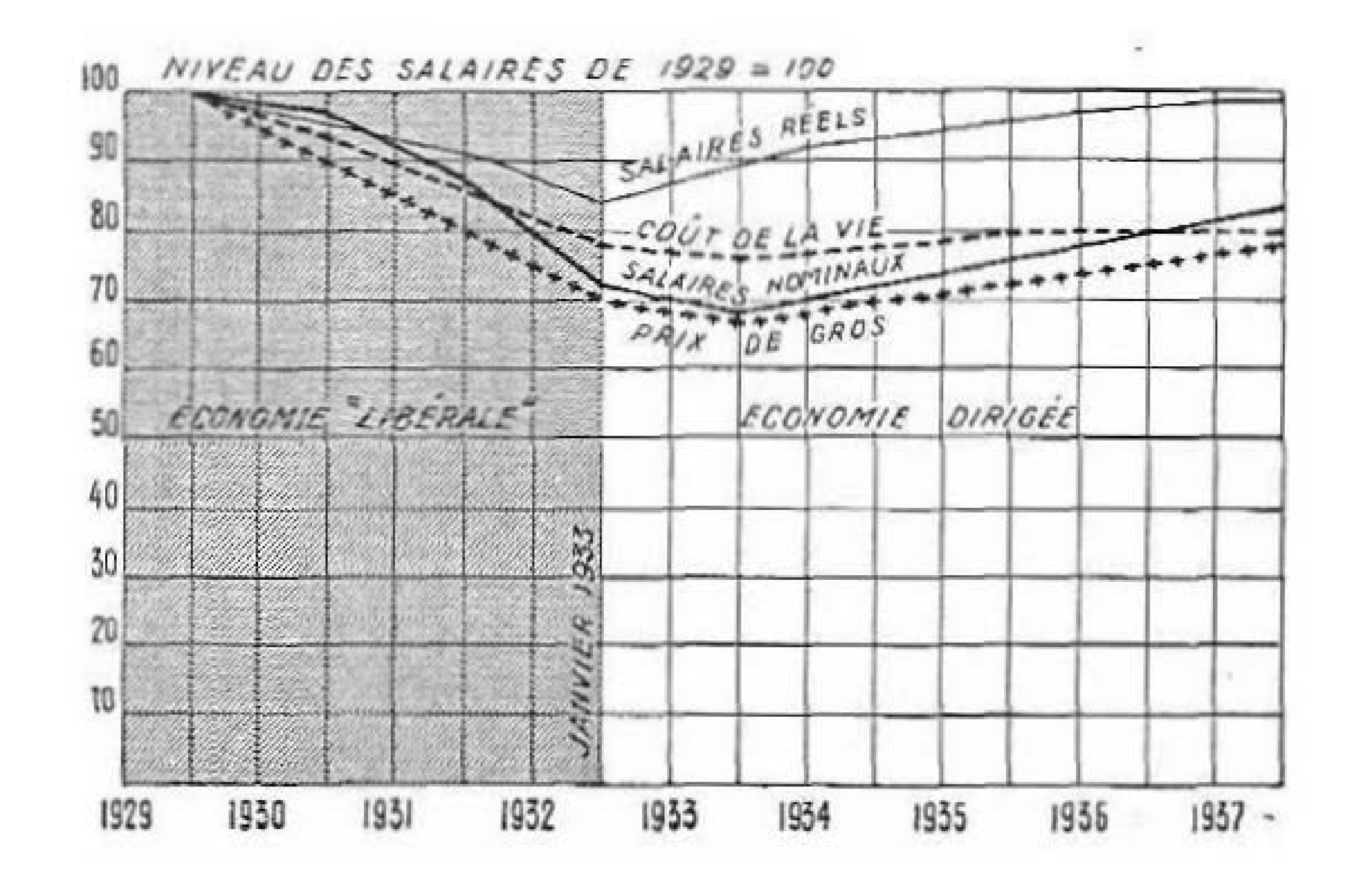
En fait, si, depuis 1933, les salaires (en marks) ont augmenté en moyenne de 20 % (moins 6 % d'augmentation du coût de la vie), la hausse des prix de gros à l'usine (recettes patronales) a augmenté aussi de 13 %.

Les patrons y ont gagné, les ouvriers aussi. Sans miracle, par la judicieuse application des méthodes nouvelles fournies par la science et la technique, l'Allemagne est sortie de la douloureuse et millénaire ornière de la lutte de classes.

Les salaires allemands sont les plus élevés d'Europe.

C'est un fait que les 2 millions ½ d'ouvriers français, belges, hollandais, italiens, hongrois, etc., qui travaillent depuis un an en Allemagne, constatent journellement — et l'on peut les en croire, car s'il en était autrement, comme leur engagement est volontaire, il y a longtemps qu'ils seraient rentrés chez eux.

Cependant, l'opinion est, chez nous, depuis si longtemps habituée à l'idée de la « détresse allemande » qu'elle est naturellement sceptique. D'ailleurs, il est bien clair que la comparaison des salaires en monnaie, sur la base d'un cours du change imposé par le vainqueur, est sujette à caution. C'est pourquoi nous avons pris pour étalon de mesure l'index du coût de la vie, ou, si l'on veut,


NIVEAU DES SALAIRES DE 1929 = 100
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
SALAIRES RÉELS
COÛT DE LA VIE
SALAIRES NOMINAUX
PRIX DE GROS
ÉCONOMIE "LIBÉRALE"
ÉCONOMIE DIRIGÉE
JANVIER 1933
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937

le panier de provisions de la ménagère, ce qui est beaucoup plus exact et facile à vérifier.

Mais ici encore, il convient de préciser. Si l'on constate qu'en 1937 le pouvoir d'achat du salaire allemand était remonté au niveau de 1929, cela ne veut pas dire que le contenu du panier de la ménagère était exactement le même qu'au temps de la « prospérité ». Il avait sans doute la même valeur nutritive, mais il était, et il est encore, beaucoup moins **varié.**

Vous n'y trouvez ni café, ni bananes ; il y a moins de beurre et plus de margarine, et si les enfants ont toujours la même quantité de lait frais, leur papa ne trouve plus chez le « bistrot » les apéritifs variés que lui envoyaient tous les pays du monde. Sans doute, on a (en calories) plus que le nécessaire ; **mais il y a le rationnement,** et l'ouvrier ne peut plus faire de temps en temps le petit « gueuleton », gaspillage intermittent qui lui donnait l'illusion fugitive de l'abondance.

D'ailleurs, le rationnement, s'il a ses désagréments, a aussi ses avantages : les menus sont plus simples, mais, en Allemagne, les tickets sont toujours « honorés » et personne n'est sous-alimenté. Il y a autant de margarine (chose horrible !) sur la table du patron que sur celle de l'ouvrier.

Il y a dans les vêtements moins de laine et de coton qu'autrefois, mais la cellulose est maintenant solide et de moins en moins chère ; et tout le monde est habillé convenablement.

Quant au logement ouvrier, il est maintenant dans toutes les cités industrielles, sain et spacieux ; les grands

travaux du premier **Plan de Quatre ans** ont fait disparaître les taudis.

Enfin et surtout, il n'y a plus de chômeurs : chaque ouvrier, chaque ménage reçoit cinquante-deux semaines par an le salaire normal de sa profession ; et si le menu de quelques ouvriers qualifiés a perdu un peu de fantaisie, la classe ouvrière, dans son ensemble, y a gagné.

CHAPITRE XII

LE SALAIRE INTEGRAL

Mais le rationnement a encore un autre avantage social beaucoup plus important. Comme personne ne peut avoir plus que sa ration, et que grâce **au contrôle strict des prix** elle ne coûte pas cher, il arrive que l'ouvrier ne dépense pas tout son salaire. Il peut en consacrer une partie à la prévoyance.

D'ailleurs l'Etat y pense pour lui. Les Caisses d'assurances sociales contre les accidents, la maladie et le chômage, les retraites pour la vieillesse ont repris toute leur activité. Toutes leurs charges, au temps de la crise, quand l'Allemagne comptait 6 millions de chômeurs, avaient dû retomber sur l'Etat. Elles lui imposaient un déficit formidable qu'il fallait couvrir (comme chez nous actuellement) à coups de billets de banque ; d'où la hausse incoercible du coût de la vie.

Maintenant, toutes leurs dépenses sont couvertes par

les cotisations ouvrières et patronales — et pour une faible partie seulement par l'Etat. La hausse des salaires (20 % en quatre ans) a permis à l'ouvrier allemand de supporter aisément toutes ces charges.

Bien mieux, le nouveau Reich n'a pas hésité à lui en imposer de nouvelles : cotisations aux œuvres sociales du Parti, au **Front du Travail, à la Force par la Joie,** etc.

Notez que ce ne sont pas là des prélèvements sans contre-partie. Les jeunes gens y trouvent de belles occasions de sport, à la mer et à la montagne, croisières, etc.; les vieux, de confortables et tranquilles retraites ; et les jeunes ménages une sécurité et des appuis qui leur permettent de ne pas limiter les naissances.

Tous payent volontiers ces cotisations dont ils sentent personnellement les bienfaits. Et l'Etat qui n'est plus, comme chez nous, obligé d'en faire (chichement) les frais, n'est pas condamné à l'inflation qui ronge les salaires.

Voilà pour la rémunération du travail.

En ce qui concerne son exécution, un règlement d'atelier en fixe dans chaque entreprise les conditions : salaires par catégories, jours de paye, heures de repos, etc. Ce règlement est établi dans chaque usine comptant plus de 20 ouvriers par le chef d'entreprise et en accord avec les commissaires du travail, dont le rôle est de sauvegarder la paix sociale.

Le règlement est affiché. En cas d'infraction, qu'elle vienne du patron ou de l'ouvrier, le cas est soumis au « tribunal d'honneur social », présidé par le « Front du

Travail », qui décide des sanctions à prendre contre l'un ou contre l'autre.

Ainsi, l'ouvrier consciencieux est protégé contre les congédiements arbitraires : la **stabilité de l'emploi** est un fait général.

D'ailleurs, dans chaque entreprise de plus de 20 membres, existent des « conseils de confiance » choisis par le personnel sur une liste dressée par le chef d'entreprise, le délégué de la cellule nationale-socialiste de l'entreprise ou, à défaut, par le délégué du « Front du Travail ». Ces conseils de confiance assurent une collaboration effective au sein de l'entreprise.

Dans toutes ces organisations, payées en grande partie par les cotisations ouvrières, les intéressés ont une large part d'initiative.

Les entreprises où ces institutions fonctionnent le mieux reçoivent de l'Etat, en manière de récompense, outre des avantages particuliers, un insigne spécial (une croix gammée dans une roue dentée), qui attire sur elles l'attention des ouvriers et facilite le recrutement d'une main-d'œuvre ardente à l'ouvrage (1).

Voilà ce qu'a réalisé le Nouveau Reich, en pleine crise économique mondiale. C'est cela qui a assuré à la fois son équilibre social, et malgré le départ pour le front de millions d'ouvriers, le haut rendement de ses usines.

Tout cela n'a pu être obtenu, rappelons-le, que grâce

---

(1) V. F Grosse : **La Révolution Sociale dans l'Allemagne Contemporaine.** Sorlot, éditeur, Paris 1942. On trouvera dans ce petit livre les renseignements complémentaires les plus précis sur la situation actuelle de l'ouvrier allemand et les institutions qui le régissent.

au contrôle des prix **au départ** (matières premières et demi-produits) et à la discipline qui a empêché l'argent des classes aisées d'aller s'offrir au marché noir.

Le système était si bien conçu qu'il a résisté même à deux ans de guerre. Malgré le blocus (uniquement maritime) des Anglo-Saxons, les rations de nourriture n'avaient pas encore diminué en 1941 ; en Allemagne, les matières premières synthétiques ont suppléé en grande partie aux importations insuffisantes : en deux ans de guerre, les ménagères n'ont vu les prix de détail monter que de 6 %. En outre, l'Etat assure à **toutes** les familles des mobilisés le maintien du même train de vie qu'elles avaient quand le père était présent au foyer.

Après cela, on peut comprendre pourquoi le peuple allemand supporte mieux le poids terrible de la guerre que nous, les privations de l'armistice.

Cette politique sociale, c'est la plus belle réussite du Nouveau Reich.

Pendant ce temps, que faisait-on en France ?

* * *

A partir de 1933, afin de « **rétablir le profit normal des entreprises** », on a pratiqué la déflation : réduction des salaires et des traitements.

Mais on n'a pas imposé de restrictions ni de rationnement, car de telles mesures (comme chacun sait) sont contraires au « tempérament français ».

Le pouvoir d'achat des masses diminuant, la production se ralentissait aussi. Mais ce qu'on ne trouvait pas

chez nous, on le demandait à l'étranger ; et si nos achats dépassaient nos ventes, on payait la différence en or. Ainsi l'on gaspillait, sans s'en douter, les réserves de la Banque de France, mais les magasins regorgeaient de tous les produits du monde, et les gens aisés y trouvaient tout ce qu'ils voulaient. Quant aux chômeurs français, leurs enfants dansaient devant le buffet vide, tandis que leur mère passait, sans s'arrêter, devant les vitrines pleines.

Ce contraste fut pour beaucoup dans le succès des menées communistes lors des journées de juin 1936.

Puis la guerre est venue, et, bientôt après, la défaite. Le blocus anglo-saxon a vidé les magasins, le chômage a vidé les portefeuilles : le rationnement et la taxation ont fini par s'imposer. Toutefois, le « tempérament français » n'admet pas qu'il s'applique aux gens aisés et « débrouillards » qui ont de l'argent.

Par chance, dans notre beau pays, tout le monde en a. En 1938, 101 milliards de billets de banque suffisaient aux besoins du marché intérieur ;

Au 31 décembre 1941, la Banque de France en avait émis pour 270 milliards.

A ce compte, moins il y a de marchandises en France, plus il y a de monnaie.

Les gens, littéralement, ne savent plus qu'en faire : il n'y a plus de terres ni de maisons à vendre. A la campagne, un bon cheval de trait qui coûtait avant la guerre 6.000 francs en vaut aujourd'hui 60.000.

Naturellement, les gens aisés qui ne veulent pas se priver ne tiennent aucun compte des prix taxés. Finale-

ment, le « marché noir » absorbe une si grosse part des produits qu'il faut bien hausser aussi les prix, **même sur le marché contrôlé.**

* * *

Veut-on maintenant comparer le résultat des deux méthodes ? La **Statistique Générale de la France,** éditée naguère par la présidence du Conseil, aujourd'hui par l'Etat français nous fournit un document indiscutable : c'est le relevé des **prix de détail** des principaux objets de consommation à Paris et à Berlin, à la veille de la guerre (août 1939) et actuellement (août 1941).

On y voit qu'à Paris, en deux ans, la viande de bœuf et de mouton a augmenté de 30 à 40 % ; le lait entier, de 50 % ; la douzaine d'œufs, de 72 % ; les haricots blancs, de 80 % ; le beurre, de 87 % ; les pommes de terre, de 93 % et les pois cassés de 102 %.

A Berlin, dans le même temps, le riz a augmenté de 20 %, les haricots blancs de 16 %, le beurre de 15 %, le lait de 8 % et le charbon de 2 %. Pour les œufs, le porc, le bœuf, le sucre et les pommes de terre, les prix **n'ont pas changé.**

Faut-il s'étonner, après cela, si la population allemande, qui jouit par ailleurs de tant d'avantages sociaux, supporte les maux de la guerre avec moins de mauvaise humeur que la population française ?

Mais la **Statistique Générale de la France,** dans son numéro de novembre 1941, nous rend encore un autre service. Elle nous donne les index officiels du **coût de la**

vie dans les quelques pays étrangers où ils sont encore officiellement publiés.

On y voit que, depuis la déclaration de guerre :

L'index allemand a passé de 83 à 88 (soit une augmentation de 6 %).

Celui des Etats-Unis, de 84 à 89, soit aussi 6 % (1).

Ainsi deux pays seulement ont échappé à la hausse du coût de la vie :

L'un, les Etats-Unis, est celui qui détient le plus de richesses, et sans faire la guerre, en récolte tous les profits (1).

L'autre, l'Allemagne, est celui qui, soumis à la double épreuve de la guerre et du blocus, devrait, théoriquement, être depuis longtemps épuisé.

Et ce n'est pas le moindre paradoxe de notre étrange époque !

Quant aux peuples européens, qui n'ont pas su à temps se dégager de l'économie libérale, tous accusent une hausse importante du coût de la vie, depuis deux ans :

Hongrie, 21 % ; Bulgarie, 29 % ; Suisse, 29 % ; Norvège, 38 %.

Enfin, l'Angleterre elle-même, maîtresse des mers, soutenue par son vaste Empire et disposant des immenses ressources américaines, accuse une hausse de 27 %, **quatre fois plus forte que celle de la nation rivale qu'elle prétendait affamer.**

Au bout de deux ans de guerre, les positions sont exactement renversées.

---

(1) Depuis l'entrée en guerre des Etat-Unis, le coût de la vie y a augmenté de 15 %.

C'est la puissance maritime qui s'épuise, et c'est la nation continentale qui maintient à peu près son niveau de vie.

La hausse du coût de la vie, **ce chancre qui ronge les salaires,** l'a laissée à peu près indemne.

Aujourd'hui, c'est l'ouvrier allemand qui reçoit, en nature, les salaires les plus élevés de l'Europe.

CHAPITRE XIII

LA REVOLUTION DES PRIX DE REVIENT

Il s'agit d'une nouvelle méthode de calculer les prix ; les résultats en sont tels qu'il vaut la peine de l'examiner sérieusement.

« Si vous haussez les salaires, disent les bonnes gens, vous augmentez le prix de revient du produit fabriqué ; donc, vous êtes obligé de le vendre plus cher ; et si l'acheteur résiste, vous êtes condamné à réduire les bénéfices du patron ou les salaires des ouvriers, et l'on sait comment cela finit généralement. »

C'était vrai autrefois, quand il n'y avait dans le prix de revient que **deux** facteurs : la matière première et la main-d'œuvre. Mais la machine a changé tout cela. Grâce à elle, un ouvrier peut faire en une journée trois ou quatre fois plus d'objets fabriqués qu'au temps du travail à la main. D'où il suit qu'on a pu augmenter (légèrement) son salaire journalier tout en abaissant (légèrement) le prix

de vente de l'objet, et cela sans réduire (au contraire) le bénéfice du patron. C'est ce qui a fait le prodigieux essor du machinisme pendant le siècle dernier.

Mais, en même temps, le calcul du prix de revient s'est singulièrement compliqué. Au lieu de **deux** facteurs, il en comprend *maintenant au moins* **cinq.**

Pour l'établir, le bon public s'imagine que le patron procède de la manière suivante :

Il additionne :

1° Le coût des matières premières à transformer ;

2° Les salaires ;

3° La consommation des machines, leur usure et l'intérêt de l'argent qu'elles lui ont coûté ;

4° Les frais de vente : transports, courtages, escomptes;

5° Les frais généraux : administration, loyers, impôts, assurances, etc.

Le total donne le **prix de revient.**

Il y ajoute un certain pourcentage pour ses dépenses personnelles, son bénéfice et ses risques.

Puis il divise le tout par le nombre d'unités produites (de souliers, par exemple), et il inscrit le quotient sur l'objet fabriqué. C'est le **prix de vente** qu'il demandera à l'acheteur.

Voilà comment les choses raisonnablement devraient se passer ; et il est bien certain que si l'on observait toujours cette méthode, les salaires ne seraient jamais comprimés et il n'y aurait ni crises sociales ni crises économiques.

Malheureusement, dans le système de concurrence qui

est celui de l'économie libérale qui nous régit, on procède exactement **en sens inverse.**

Le prix de vente est fixé d'abord par les **courtiers** sur le marché national, — sans intervention des producteurs, sans considération du prix de revient — par la simple loi de l'offre et de la demande.

Si les acheteurs sont les plus nombreux, les prix montent et tous les éléments du prix de revient sont facilement couverts. Mais si les vendeurs l'emportent, le producteur est obligé de baisser ses prix de vente, et si la baisse s'accentue et se prolonge, il est contraint de comprimer les éléments de son prix de revient.

Partant du prix de vente, il procède alors, non plus par **addition,** mais par **soustraction.**

De la somme totale qu'il a reçue de ses clients, il **déduit :**

1° Le coût des matières premières qu'il a achetées et dont il ne peut pas modifier les factures ;

2° Les frais de distribution : transports, courtages, escomptes, sur lesquels il n'a aucune prise ;

3° L'intérêt et l'amortissement des sommes qu'il a consacrées à l'achat de ses machines et installations diverses : elles représentent des dépenses faites depuis longtemps, et sur lesquelles il ne peut plus revenir ;

4° Les frais généraux de l'entreprise : administration générale, loyers, impôts, assurances, qu'il ne peut que très légèrement modifier.

Il n'existe en somme que deux postes qui soient facilement compressibles :

a) Les bénéfices qu'il s'attribue à lui-même ou qu'il

partage avec ses actionnaires (on conçoit qu'il ne se résigne pas volontiers à les réduire, au moins en ce qui le concerne) ;

b) Et enfin les salaires de ses ouvriers : il réduira donc d'abord le prix de l'heure de travail, puis, si c'est insuffisant, le nombre d'heures de travail (chômage partiel), et enfin le nombre des ouvriers occupés (chômage total).

En somme, dans l'économie dite « libérale » fondée sur la loi de l'offre et de la demande, c'est **le prix de vente qui détermine le prix de revient,** alors qu'en bonne logique ce devrait être exactement le contraire.

* * *

Un tel système aboutit nécessairement à la compression des salaires ; il devait engendrer fatalement les résistances ouvrières, la formation des syndicats, les grèves et les lock-out, et toutes ces manifestations de lutte de classes qui ont troublé le monde pendant un siècle.

Il est si évidemment incompatible avec toute paix sociale durable qu'on se demande pourquoi les « conservateurs » n ont pas essayé d'en inventer un autre.

Cela tient sans doute à ce que dans la belle période d'expansion du machinisme, les crises de baisse étaient courtes. Toutes les entreprises industrielles se trouvaient confinées en Europe et dans l'Amérique du nord ; elles travaillaient dans les mêmes conditions de climat, avec des ouvriers de même race, dans des nations dont les régimes sociaux et fiscaux n'étaient pas très différents ;

et la concurrence qui les opposait avait vite atteint le « fonds de baisse ».

Mais voici qu'au début du XXe siècle l'industrie mécanique pénètre dans les pays exotiques : l'Amérique du sud, les Indes, le Japon, la Chine. Elle emploie des hommes de toutes races, dont les conditions de vie sont très diverses. Sans doute, une banane, une poignée de riz ou de dattes ont une valeur nutritive (en calories) qui n'est pas inférieure à celle du pain. Mais consommées sur place à Bombay, à Saïgon ou à Tokio, elles ont une valeur-or infiniment plus faible. Les courtiers de Londres, qui disposent d'une monnaie-or universellement acceptée, en profitent pour introduire ces produits à bas prix dans le circuit de la concurrence mondiale. D'où baisse générale des salaires, mise en chômage des ouvriers, et souvent fermeture des usines.

La règle de l'or, étalon universel, combinée avec la comptabilité des prix de revient établis par soustraction en partant du prix de vente, a fait de l'or un compresseur inexorable des niveaux de vie dans tous les pays.

Au bout de quelques années, la situation était devenue partout tellement intolérable que, de 1931 à 1936, même les pays à grosses encaisses métalliques durent réduire le poids de l'or légal de leurs monnaies. Coup sur coup, la livre sterling, le dollar, le franc français, le franc belge, le franc suisse, le florin, etc., furent « dévalués ».

Pendant ce temps, l'Allemagne, ayant vidé depuis longtemps déjà son encaisse-or, abandonnait complètement et définitivement l'étalon-or (1933).

On s'attendait à une catastrophe : ce fut une libéra-

tion. Du moment où le Nouveau Reich renonçait aux paiements en or, il n'avait plus à tenir compte des fluctuations des prix sur le marché international pour l'établissement de ses prix **intérieurs.** Il en profita, comme nous l'avons vu, pour hausser rapidement ses salaires de 20 %. Et comme l'ouvrier ne pouvait pas (à cause du rationnement) augmenter sa consommation, il employa ce surplus à payer les cotisations (obligatoires ou volontaires) concernant les assurances sociales, les retraites, les congés payés, les loisirs, les sports, etc.

Ainsi fut institué en Allemagne ce qu'on pourrait appeler le **salaire complet,** couvrant non seulement les besoins vitaux du travailleur, avec les primes de rendement, mais encore tous les risques du travail (accidents, maladie, vieillesse, chômage, loisirs, etc.). Toutes ces charges se trouvaient incorporées dans le salaire, lui-même introduit tout entier par voie d'**addition** dans le prix de revient, lequel n'était plus compressible, puisqu'il était soustrait à la concurrence internationale du fait de l'abandon de la règle de l'or.

Sans doute, à ce compte, les prix intérieurs allemands se sont trouvés bientôt plus élevés que ceux de tous les autres pays.

Les produits allemands allaient-ils donc perdre leur place sur le marché international ? Le Nouveau Reich allait-il s'enfermer dans une autarcie étanche et prétendre se suffire à lui-même ?

Il n'y pouvait songer, car il lui manquait trop de denrées et de matières premières.

Par chance, une vingtaine d'autres pays, pour la plu-

part ses voisins, avaient dû, comme lui, vider leur encaisse métallique et abandonner la règle de l'or. Le Reich leur dit : « Faites comme moi : calculez vos prix de revient par **addition**, sans tenir compte des prix internationaux en or. Nous ferons deux lots égaux : l'un des denrées et matières premières que vous me vendez ; l'autre des produits fabriqués que je vous offre. Nous les échangerons directement, sans nous occuper du cours de votre monnaie ni de la mienne par rapport au dollar. » Ce furent les accords de **troc.**

Après quelques tâtonnements inévitables, ce troc réussit à ce point qu'il s'étendit à une quinzaine de pays. **Si bien qu'en 1937, le commerce extérieur du Reich, calculé en dollars-or par l'Annuaire de la S.D.N., arrivait au troisième rang après la Grande-Bretagne, presque sur la même ligne que les Etats-Unis, et devançant de loin la France.**

Ce jour-là, les courtiers de la City et ceux de Wall Street comprirent que le système des prix de vente calculés en or, avec pression sur les prix de revient, qui les avait enrichis, était menacé. Pour le sauver, ils estimèrent qu'il n'y avait plus d'autre moyen que d'abattre la nation hérétique qui s'attaquait au principe même de leur richesse et de leur domination.

Ainsi apparaît clairement le sens de la lutte tragique engagée actuellement dans l'immense plaine de neige et de boue qui s'étend du golfe de Finlande à la mer Noire et au Caucase.

Il s'agit de savoir si l'on va en finir avec ce régime,

qui, grâce à la règle de l'or, permet à une poignée d'intermédiaires groupés en trusts internationaux de mettre en concurrence les producteurs de tous les peuples du monde et de fonder leur richesse et leur puissance en s'appuyant sur la misère du plus pauvre.

A la place de ce système barbare, on peut désormais libérer le salaire de l'ouvrier européen de la concurrence des salaires exotiques, en organisant le troc international sur le modèle de celui qui a si bien réussi à l'Allemagne ;

Faire du salaire de l'ouvrier européen (y compris les assurances sociales) un élément incompressible du prix de revient;

Aligner, grâce aux primes de rendement, les salaires encore très inégaux des différents pays d'Europe sur ceux du pays qui a le niveau de vie le plus élevé.

Ainsi, le travail cessera de faire les frais de la concurrence entre les entreprises : il assurera à l'ouvrier européen (pour commencer) un niveau de vie suffisant et suffisamment stable pour lui donner cette indépendance matérielle sans laquelle la liberté politique et la dignité de la personne humaine ne sont que des mots.

CHAPITRE XIV

LE TRAVAIL, COMMUNE MESURE DES VALEURS

Ce qui étonne le plus les économistes « classiques » — et même le simple voyageur — c'est la stabilité extraordinaire des prix et du coût de la vie en Allemagne (6 % d'augmentation en 6 ans, soit 1 % par an en moyenne !), alors que toutes les autres monnaies des pays « riches » ont vu, à chaque dévaluation, les prix monter, les salaires s'efforcer de les rattraper, rapidement suivis par le coût de la vie qui ne tardait pas à les dépasser.

Et pourtant elles ont toutes une couverture-or pour donner une valeur réelle à leurs billets, tandis que la Reichsbank n'en a aucune.

Comment cela se fait-il ?

Nous pouvons maintenant expliquer ce mystère.

La monnaie n'est qu'un moyen d'échange entre

l'ouvrier qui reçoit son salaire en marks, le patron qui les lui remet pour rémunérer sa part de production, et le boulanger, l'épicier, etc..., à qui il les transmet à son tour pour régler sa consommation. Du moment où ni le travail, ni les divers échanges ne se paient plus en nature, il a bien fallu établir entre ces trois facteurs une commune mesure ! C'est bien le rôle de la monnaie. Et, pour que le billet qui la représente joue ce rôle, **il faut et il suffit** que chacun des trois intéressés sache à tout moment ce que le billet qu'on lui offre représente d'heures de travail, d'objets consommés ou d'objets produits.

Autrefois, quand le billet de banque s'échangeait automatiquement contre un poids déterminé d'or — non pas à la banque seulement, mais chez le boucher, le boulanger, etc..., ce poids d'or était la commune mesure de tous les échanges.

Mais maintenant que le pauvre métal ne sort plus des caves où il est enfoui, et que le poids d'or théorique de la monnaie peut être changé à tout moment par un simple décret-loi, c'est au gouvernement d'établir ce **rapport fixe.** Il l'obtiendra non plus par une loi que les événements peuvent à tout moment rendre inefficace, mais par un **ajustement continuel** de la monnaie aux trois facteurs qu'elle doit mesurer.

Depuis 9 ans, la Reichsbank, affranchie de la couverture métallique, peut à son gré augmenter ou réduire la circulation de ses billets : privilège dangereux qui, s'il était abandonné à l'arbitraire du pouvoir, pourrait conduire rapidement à l'inflation et à la ruine (nul ne le sait mieux que les Allemands). Mais le gouvernement

du Nouveau Reich dispose pour régler son action de 3 manomètres, constamment réglés par les services de la Conjoncture :

a) La courbe des **billets** émis par la Reichsbank ;

b) La courbe des **traitements et salaires** (consommation) établie chaque semaine, par le Ministère du Travail, et régulièrement complétée par celle des revenus globaux du pays ;

c) La courbe du **coût de la vie.**

C'est cette dernière qui est la plus importante, puisque c'est d'elle que dépend la valeur réelle des salaires (en marchandises) et par conséquent celle du prix de revient à l'usine, et celle du prix de vente à la consommation.

Si l'on se propose pour but principal de l'action gouvernementale, non pas le profit des industriels, mais le bien-être général des masses, c'est elle avant tout qui doit être stabilisée.

Il n'existe aucun moyen d'agir directement au jour le jour sur l'ensemble de la production : elle dépend de trop de facteurs (améliorations techniques, découverte de débouchés nouveaux, etc.) ; de même pour la consommation qui augmente ou diminue surtout selon le nombre des travailleurs en activité et leur rémunération.

Mais tout échange entre l'une et l'autre met en mouvement un nombre de billets qui ne proviennent que de la Reichsbank, et qu'il est facile de compter.

Si la courbe du **coût de la vie** augmente, c'est que le pouvoir d'achat du public dépasse les quantités des objets produits ; en réduisant le volume des billets en

circulation, le volume des achats diminue ; les prix ont tendance à baisser et le coût de la vie aussi.

Si, de ce fait, la courbe baisse au-dessous du niveau normal, la Reichsbank augmente la circulation de ses billets ; le pouvoir d'achat des masses se relève et le coût de la vie remonte.

Par un jeu continuel de tâtonnements, par une série de variations incessantes dans les deux sens, la Reichsbank peut ainsi ajuster (indirectement) l'ensemble de la production à l'ensemble de la consommation ; et c'est ainsi qu'empiriquement on est parvenu à donner au Reichsmark une valeur constante et à maintenir dans un rapport fixe les salaires et les prix, ce qui est la première condition de la paix sociale.

Voilà comment le Reichsmark est devenu la monnaie la plus stable qui soit actuellement en Europe. Depuis dix ans, toutes les monnaies gagées sur l'or ont été tour à tour et sans exception dévaluées. Une seule est restée immuable : c'est celle qui est ajustée à la fois sur le salaire et le coût invariable de la vie.

Et c'est ainsi que l'Allemagne a réalisé pour la première fois dans l'histoire du monde « **l'étalon-travail** ».

Mais ce n'est pas un monopole : le procédé est à la portée de tous les gouvernements — qu'ils aient de l'or dans les caves de leurs banques ou qu'ils n'en aient pas. Et c'est ce qui fait l'importance historique de cette invention.

En fait, depuis dix ans, sous la double action des dévaluations, puis de la rareté des marchandises produite par le blocus, tous les Etats du continent ont été

contraints tour à tour d'intervenir dans l'économie privée et de réglementer les prix.

Ils ne le font pas seulement en Allemagne, ils le font aussi en Norvège, en Finlande, en Hollande, en Belgique, en France, en Hongrie, en Slovaquie, en Croatie et en Roumanie. Depuis 1937, l'Italie a institué une réglementation limitée. Le Danemark a dès l'abord établi une législation qui a pour but de donner aux prix une stabilité définitive. En 1939, le gouvernement suédois a codifié un ensemble d'ordonnances qui traite la réglementation des prix et envisage les possibilités d'établir des prix réguliers.

Ces interventions sont si importantes que l'on peut déjà parler à l'heure actuelle d'une codification intereuropéenne des prix.

Mais tous ont agi à des moments différents, dans des conditions très diverses ; et ils ont pris des mesures extrêmement différentes en tenant compte souvent d'intérêts particuliers, dont ils étaient obligés de tenir compte en raison de leur structure démocratique.

Tout cela rend les échanges entre eux extrêmement difficiles et il n'y aura point de reprise générale des affaires sur le continent tant qu'ils n'auront point ajusté ces réglementations très diverses, en les soumettant à une commune mesure.

Mais laquelle ?...

Certes, il serait facile à l'Allemagne victorieuse de décréter que le mark sera désormais la monnaie unique de l'Europe continentale, ou de fixer un cours de change

déterminé entre toutes les monnaies nationales du continent.

Mais il est trop clair que, dans l'état d'anarchie actuelle des prix de revient et des salaires, et dans la complexité effrayante des mesures déjà appliquées, une telle décision prise dès maintenant provoquerait d'innombrables fraudes et ne ferait qu'ajouter au désordre général.

Il importe qu'au préalable chacun des dix-sept Etats continentaux consente à adopter la méthode qui consiste à régler ses émissions de billets sur le coût de la vie dans son pays.

Cela permettra de comparer (au bout d'un certain temps) la valeur exacte du pouvoir d'achat du franc, du florin, de la couronne, du pengo, etc.... et d'établir, de façon durable, la cote de leur change par rapport aux autres monnaies continentales.

Seulement, il faut que l'expérience soit sincère et bien faite. Pour cela, le Dr W. Rentrop, conseiller ministériel, propose les mesures préalables suivantes (1) :

1° Mise en vigueur du principe de réciprocité ;

2° Conventions de prix faites pour une durée aussi longue que possible ;

3° Les prix F.O.B. (2) à l'intérieur doivent être conformes aux prix de revient en y ajoutant un bénéfice

---

(1) V. RENTROP et KAISER Politique et surveillance des prix en Europe. C. H. Beck, éditeur, Munich.

(2) Dans la langue commerciale courante, le prix FOB (en anglais **franco on board**) est le prix de l'objet vendu, pris à la porte de l'usine ou du magasin et mis en voiture ou en bateau, prêt à être expédié.

proportionnel (c'est ce que j'ai proposé dans mon étude sur la **Révolution du prix de revient**) ;

4° Les prix ne devront être soutenus ni à l'importation ni à l'exportation des produits ;

5° Ces principes ne sont applicables que pour les échanges commerciaux des Européens entre eux, et non pour les marchés économiques situés hors du continent.

Cette période d'ajustement terminée, il sera alors facile d'établir un cours stable des changes des diverses monnaies européennes par rapport au mark, sur la base du coût de la vie dans les divers pays associés.

Alors les mesures douanières pourront être facilement simplifiées. Les courants d'échanges entre les pays agricoles de l'Est et les pays industriels du Centre et de l'Ouest seront singulièrement facilités ; le rationnement des produits vitaux (denrées et matières premières) diminuera progressivement. Le panier de provisions de la ménagère retrouvera son ancienne variété. Et l'aisance reparaîtra dans les masses populaires, ouvrières et paysannes.

C'est le but principal de la politique économique allemande. C'est sur la remise au travail de ces classes populaires — et non sur le profit des entreprises — qu'a été fondé, nous l'avons vu, le redressement de l'Allemagne. Il s'agit de savoir si la même méthode peut servir au redressement de l'Europe.

A la place de l'étalon-or — symbole et instrument du profit d'une oligarchie d'intermédiaires — notre continent peut avoir demain pour base de sa vie économique et sociale « **l'étalon-travail** ».

Et maintenant que nous avons analysé les divers éléments qui ont formé l'étalon-travail, peut-être nous sera-t-il permis d'anticiper un peu sur l'avenir et de marquer la place et les conséquences de cet événement historique.

La monnaie fut, à l'origine, une invention de commerçants. Elle a été introduite dans notre civilisation par les Phéniciens et les Grecs. Ils s'en allaient, montés sur leurs frêles barques, de comptoirs en comptoirs, le long de la Méditerranée, cherchant pour chaque objet utilisable le lieu où l'offre dépassait la demande ; ils l'achetaient ainsi au meilleur compte ; après quoi ils cherchaient un autre lieu où la demande dépassait l'offre et le revendaient au plus haut. La différence, déduction faite des frais de transport, constituait leur profit.

Dans cet ordre de calcul l'élément « production » n'avait pas à intervenir. Le commerçant, c'est l'homme qui passe : il vend ici ce qu'il a acheté ailleurs ; il ne fabrique rien, il n'a pas d'établissement durable, c'est tout au plus s'il possède dans un port lointain un magasin où il stocke des marchandises.

Le producteur, au contraire. Fabriquer un objet est une opération lente, elle suppose un outillage durable, un personnel spécialisé, donc stable, qu'il faut approvisionner et entretenir en bon état de travail. Le bénéfice s'obtient sur place par la différence entre le prix de la matière première et du salaire d'une part, et le prix de vente de l'autre. Et tous, patrons et ouvriers, sont satisfaits si l'entreprise suffit durablement à la satisfaction de leurs besoins permanents. Aussi l'idéal du producteur

c'est la stabilité, celui du commerçant c'est le changement.

Ainsi s'explique l'antagonisme perpétuel qui les oppose : le premier s'irritant de voir le second réaliser en quelques heures, sur une simple différence de cours, un bénéfice supérieur à ce que lui ont rapporté de longs mois d'efforts et de calculs ; le second enviant à l'autre la solidité et la régularité de ses gains.

Pendant des siècles, personne chez les commerçants n'a pensé d'introduire, dans le jeu mouvant de l'offre et de la demande, un élément stable comme celui du prix de revient, principal souci du producteur.

D'abord, aux temps antiques, la question ne se posait pas. Le travail de transformation était accompli par des esclaves et payé (si l'on peut dire) en nature (nourriture et entretien réduits au minimum), les frais étaient à peu près les mêmes dans tous les pays, donc négligeables dans le calcul de l'offre et de la demande.

Plus tard, la corporation a minutieusement réglé non seulement les prix de vente, mais les conditions de travail et le salaire, logement, nourriture que le patron devait à ses ouvriers et employés.

A ce compte, pas d'enrichissement possible pour le travailleur (sauf s'il épousait la fille du maître). Partout la pauvreté, rarement la misère.

Le salaire, non fixé en espèces, échappait à la loi de l'offre et de la demande.

La Révolution française, en supprimant les corporations, a changé tout cela. Elle a fait de l'ouvrier un « citoyen libre », mais du même coup elle lui a laissé la charge entière et la responsabilité totale de tous ses

besoins : nourriture, logement, entretien de sa femme et de ses enfants.

L'ouvrier, obligé d'acheter tout chez le marchand, a exigé d'être payé en monnaie ; du coup son travail est devenu une marchandise ; son salaire s'est commercialisé ; comme tout le reste, il a été soumis à la loi de l'offre et de la demande.

Le premier résultat fut le **Sweating system** avec une telle misère des masses populaires que, au début du XIX[me] siècle, Robert Owen jugeait le niveau de vie et la sécurité de l'ouvrier anglais du Lancashire inférieurs à celui de l'esclave noir entretenu par son maître sur les plantations du Mississipi.

Depuis lors, les grèves, puis l'organisation des syndicats en groupements de plus en plus étendus, ont permis la défense du salaire contre une commercialisation excessive, et donné à la classe ouvrière un niveau de vie de plus en plus élevé.

Mais voici que les progrès incessants du télégraphe, des câbles sous-marins et de la T.S.F. ont élargi la confrontation de l'offre et de la demande aux dimensions de la planète et permis la cotation de cours mondiaux. Tous les pays, tous les produits, toutes les races, entrent à la fois dans le champ de la concurrence universelle et les grands trusts, qui sont surtout des entreprises de transport et de vente, obligent tous les producteurs à aligner leurs prix sur celui du pays où le niveau de vie est le plus bas, freinant ainsi tout progrès social.

Bien mieux, il a suffi qu'une erreur d'aiguillage dans la distribution des capitaux ait provoqué une surproduc-

tion générale pour qu'il s'ensuive une baisse universelle de 30 à 40 % sur tous les prix de vente. Il a donc fallu réduire à autant, non seulement le prix des matières premières mais aussi celui des salaires, qui du coup sont tombés au-dessous de ce qui est nécessaire pour vivre.

Dans ces conditions, le pouvoir d'achat des masses ayant diminué, l'entreprise a dû, soit réduire le salaire horaire, même à la limite minima des besoins vitaux, soit réduire le nombre des heures de travail (chômage partiel), soit congédier simplement et totalement ses ouvriers (chômage total).

Ainsi naquit la dernière crise mondiale. Elle a jeté à la rue 20 millions de chômeurs et réduit sévèrement le salaire des autres. Jamais encore la commercialisation du travail n'avait pris un aspect aussi intolérable.

Si l'on veut empêcher la prolongation d'une pareille situation il faut soustraire délibérément le salaire à la loi du commerce.

Certes il ne s'agit point de supprimer la confrontation de l'offre et de la demande. Elle est le seul moyen pratique de savoir où sont les excédents et les manques de marchandises et de rechercher le moyen de les équilibrer à la satisfaction générale. Elle doit donc rester la loi du commerce et des échanges de marchandises.

Mais le salaire doit avoir sa valeur propre et son étalon particulier.

Jusqu'ici c'était l'or, métal inerte mesurant uniquement ici des excédents, là des manques ; et dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne tenait pas compte des valeurs humaines.

Désormais, ce sera le travail de l'homme. N'est-ce pas lui qui, tandis que la machine dispense l'ouvrier de l'effort physique, adapte la matière brute et la transforme en objets utiles et consommables. Par là, intellectuel ou manuel, il est la **source universelle de toutes les richesses** ; il est donc naturel qu'il soit la commune mesure des biens qu'il a créés.

Pour ce faire, il s'agissait simplement de coter cette nouvelle valeur par rapport à un point fixe.

La stabilisation du coût de la vie a permis cette cotation et du coup le Reichsmark est devenu l'étalon de valeur le plus sûr qui soit.

Ce n'est pas à dire que l'on veuille stabiliser — encore moins unifier — tous les salaires. L'usage a établi entre les différents métiers, et les fonctions très diverses des travailleurs, une véritable hiérarchie qui se traduit par des différences de paiement selon la qualité du travail. Chaque ouvrier et employé, et aussi chaque technicien, peut toujours augmenter son revenu en avançant dans la hiérarchie du travail et du rendement.

Mais ce qui est proprement révolutionnaire dans l'expérience allemande, c'est le fait que pour la première fois, dans le prix de revient est inscrit le salaire **complet.**

En fait, dans le prix de revient, le salaire se trouve mis sur le même pied que la machine.

De même que, dans les prix de revient actuels, sont compris non seulement l'approvisionnement des **machines,** mais aussi les accidents, l'usure, l'amortissement du capital qu'elles ont coûté et leurs frais de remplacement : de même dans le salaire de l'ouvrier sont compris non

seulement sa nourriture et son entretien (vêtement, logement, etc.), mais encore les assurances (maladie, accidents, chômage), les retraites pour la vieillesse — les allocations familiales et même les cotisations pour les congés, le sport, etc...

A ce compte les prix de revient — et donc les prix de vente — sont nécessairement plus élevés en Allemagne qu'ailleurs. Mais qu'importe puisque les salaires et traitements le sont aussi, le marché intérieur garde (au moins) son même pouvoir d'achat.

Sans doute, il n'en est pas de même sur le marché extérieur. Les industries des pays voisins, si elles n'ont pas les mêmes charges, peuvent en profiter pour vendre à des prix plus bas sur le marché allemand mais alors elles obligeront l'Allemagne, pour maintenir ses salaires élevés, à prendre des mesures douanières qui feront hausser le coût de la vie à l'intérieur. Et ce sera à nouveau le morcellement du continent avec toutes ses misères et tous ses dangers.

Pour éviter cela, le Reich a trouvé une solution simple et hardie. Inviter les peuples voisins à donner à leurs ouvriers et employés les mêmes avantages, les encourager à vendre aux mêmes prix que leurs confrères allemands et les amener à former ensemble un seul marché intérieur, un seul **espace vital économique,** avec une seule monnaie, comme l'ont fait les Etats-Unis pour leurs 48 Etats, la Suisse pour ses cantons et même la Russie pour ses « républiques ».

Naturellement ces avantages seront réservés aux gens de même race, vivant sous le même climat, avec des

besoins semblables et des productions complémentaires **— dont par conséquent les niveaux de vie peuvent s'ajuster jusqu'à se confondre.**

Ainsi le mark-travail deviendra l'étalon commun à l'intérieur de tout le continent. Les salaires, les traitements, le coût de la vie y seront sensiblement égaux, les échanges entre pays agricoles et industriels se faisant librement, le rationnement fera place à l'aisance.

Libre alors aux autres continents restés fidèles à l'étalon-or de faire jouer entre eux s'ils le veulent la concurrence des pays exotiques, d'opposer, comme disent les Japonais, **l'étalon-riz** à **l'étalon-bifteck**, à l'ouvrier du Lancashire le salaire de l'ouvrier hindou et le blé de la pampa argentine au blé du Kansas.

L'Europe continentale, **en faisant du travail humain la commune mesure des richesses qu'*il* crée,** aura affranchi le producteur du joug du commerce et de la concurrence des pays exotiques.

Désormais chez elle le travail ne sera plus une marchandise soumise aux fluctuations arbitraires des prix du produit. Grâce au salaire complet, l'ouvrier consciencieux, assuré que son travail couvre tous ses besoins, ne sera plus sous la dépendance matérielle et arbitraire d'un autre homme, première garantie pour la dignité de la personne humaine.

En somme, par un paradoxe surprenant, la révolution allemande aura fait entrer dans la réalité quotidienne à la fois le vieux rêve du socialisme et la plus profonde aspiration du christianisme ancien.

TROISIEME PARTIE

Comment l'Allemagne a financé son redressement

CHAPITRE XV

LES DEUX CIRCUITS

Ce qui étonne le plus dans le redressement de l'Allemagne, ce n'est pas seulement la stabilité des prix et des salaires horaires, phénomène unique en ce moment dans le monde.

C'est bien plus encore la manière dont on a financé (sans inflation) la remise au travail de 6 millions de chômeurs et les formidables dépenses d'armement du Reich avant et après la déclaration de guerre.

Ces méthodes sont à peu près inconnues du public européen ; elles ont passé longtemps pour un bluff, un expédient voué à l'échec final ; elles ont réussi cependant, quand tout le reste a échoué ; il importe de les bien comprendre, d'en examiner les principes et les moyens, afin de savoir si l'on peut y trouver le moyen de financer à notre tour notre propre redressement et celui de l'Europe.

En janvier 1933, la situation du Reich apparaissait vraiment désespérée.

Plus de capitaux à long terme ; ils avaient été détruits par la guerre et l'inflation de 1923 qui avait porté le dollar à 4 trillions de marks. De 1924 à 1929, l'Allemagne n'avait reconstitué ses usines que grâce aux emprunts américains.

Plus de capitaux à court terme. Pour leur donner des fonds de roulement, le Reich avait dû demander $ 12 milliards aux banques américaines, anglaises (et indirectement françaises) dont il avait remboursé $ 4 milliards (1). Le reste, soit 8 milliards, était resté aux mains d'industriels allemands (qui, ne travaillant plus, ne pouvaient les rendre, ils se trouvaient immobilisés dans les banques allemandes au titre de crédits gelés. De ce fait, tout crédit extérieur était forcément tari.

Pour alimenter les hommes et les usines en matières premières et denrées que le sol allemand ne produisait pas en quantités suffisantes, il aurait fallu les acheter au dehors. Or la crise mondiale avait réduit les exporortations allemandes de plus de moitié (55 %) : les devises étrangères s'en trouvaient diminuées d'autant et l'encaisse-or de la Reichsbank était devenue insignifiante.

Enfin plus de gouvernement capable d'inspirer quelque confiance : en vain le chancelier Bruning avait-il appliqué durement les remèdes classiques de l'économie « libérale » (déflation) il n'avait réussi qu'à aggraver la paralysie des affaires ; 6 millions de chômeurs « enregistrés »

---

(1) V. **Wirtschaftkurve**, édité par la Frankfürter Zeitung 1932.

étaient à la charge d'un Etat en déficit et sans crédit.

La population désemparée s'agitait en proie à des propagandes de violence : les masses ouvrières glissaient vers le communisme ; les classes moyennes s'enrôlaient dans les milices nationales-socialistes, tandis que les grands magnats de l'industrie lourde, pour la défense de leurs intérêts, recrutaient la légion des Casques d'Acier. La guerre civile et la guerre sociale se préparaient comme aux pires années du traité de Versailles.

On conçoit que des hommes comme Tardieu et Barthou aient pu croire encore, à la fin de 1933, que l'Allemagne était vouée à un prochain démembrement. Et quand Hugenberg et ses amis de la grosse industrie offrirent à Hitler le poste de Chancelier, ce fut peut-être avec l'arrière-pensée de faire prendre au chef du nouveau parti les responsabilités de la catastrophe — comme ils avaient fait en 1919 pour le social-démocrate Ebert !

Mais l'équipe de techniciens et d'hommes résolus groupés autour du nouveau chancelier, n'étaient nullement découragée. D'abord ils avaient acquis la conviction profonde que l'économie « libérale » — définitivement à bout de course — condamnait à l'impuissance, pour de longues années, leurs redoutables voisins.

Puis, faisant le bilan de la faillite allemande, ils y trouvaient encore deux éléments solides qui pouvaient servir de base à un relèvement.

1° L'Allemagne n'avait plus ni capitaux ni crédit ; mais elle possédait une industrie puissante, en bon ordre de marche, admirablement équipée et rationalisée (grâce aux dollars américains) : elle n'aurait pas besoin, d'ici

longtemps, de capitaux à long terme pour créer de nouvelles usines.

2° Elle disposait en outre d'une main-d'œuvre excellente, encadrée par des techniciens de premier ordre — en surabondance puisque le tiers à peu près d'entre eux étaient en chômage.

Pour remettre en mouvement hommes et machines, une seule chose manquait : les **fonds de roulement.**

Sur les $ 12 milliards empruntés à court terme à l'étranger, on en avait rendu 4 milliards ; il en restait encore 8, laissés dans les banques allemandes par le concordat (Stillhalte) accepté par les créanciers. Sans doute, ils avaient été prêtés par les banques allemandes à des industriels qui, ne travaillant plus, ne pouvaient les rendre. Mais il était clair que si l'on remettait leurs usines en marche, leur premier soin serait de rembourser leur dette criarde envers leurs banquiers ; et la masse entière des dépôts, redevenue liquide dans quelques mois, pourrait servir de base à la reprise.

Au reste, ils étaient bien décidés à rompre, s'il le fallait, avec les méthodes et les principes du capitalisme traditionnel, et déjà quelques-uns d'entre eux avaient imaginé l'instrument nouveau de crédit qui allait leur permettre de financer sans inflation le Travail Allemand.

En cinq années, ils y ont réussi. En cinq années, ils ont fait passer leur pays de l'extrême faiblesse à l'extrême puissance.

Ces cinq années, on peut le dire sans emphase, ont changé la face du monde.

Ni la France, aujourd'hui vaincue, ni aucune nation

d'Europe occupée n'a jamais atteint le degré de misère et de désorganisation où se trouvait, en 1932, l'Allemagne de Weimar.

Demain, la guerre finie, tous auront à reconstruire leur économie durement ébranlée. Raison de plus, semble-t-il, pour demander au nouveau Reich le secret de son relèvement.

Depuis que, dans l'univers, il y a des hommes — et même des singes, des serpents et des oiseaux — le sang circule dans les organes des animaux supérieurs. Pourtant il a fallu attendre le XVIIme siècle après J.-C. et la découverte du médecin anglais Harvey pour qu'on s'en aperçut ; tant il est vrai que l'homme est pour lui-même un « inconnu ».

On sait aujourd'hui qu'il n'y a pas une circulation sanguine, mais deux :

a) L'une partant du cœur, qui, par des millions de capillaires, distribue le sang aux cellules de tous les organes et le ramène au cœur chargé d'impuretés.

b) L'autre qui renvoie ce sang vicié dans les poumons, où il s'oxygène, et d'où il revient au cœur, qui le renvoie purifié dans tout le corps.

Jusqu'à ces derniers temps, les économistes ont cru qu'il n'y avait qu'une circulation monétaire ; d'où l'extrême confusion des théories récentes sur la monnaie sculpturale, l'inflation, etc. !

Or, sous la pression des deux crises de 1923 et de 1931, les praticiens allemands ont fini par découvrir qu'en réalité le circuit des échanges était double.

Il comprend un circuit des **produits finis,** qui va du détaillant au consommateur, où les transactions se règlent **comptant** en billets de banque ; c'est proprement le circuit de la consommation.

L'autre concerne les **produits en cours de fabrication,** lesquels passent d'une entreprise à l'autre, depuis la matière première jusqu'au détaillant ; les paiements se règlent généralement à **court terme,** par chèques ou traites et virements. C'est le circuit des producteurs.

La Banque d'émission joue le rôle du cœur et règle le passage d'un circuit à l'autre. Si elle fonctionne mal et transvase l'un des circuits dans l'autre, elle déclenche une véritable crise d'étouffement par gonflement des billets et des prix, comme ce fut le cas en Allemagne en 1923, quand un dollar valut 4 trillons de marks.

Découverte singulièrement féconde, puisque c'est elle qui a permis la création de la « Traite de travail » et le prodigieux redressement de l'Allemagne.

Dans son récent livre, l'un des principaux artisans de ce redressement, le professeur Wagemann a décrit soigneusement ce double courant (1).

Je crois que le public français a le plus grand intérêt à connaître cette conception nouvelle : d'abord parce qu'elle lui permettra de comprendre comment l'Allemagne a pu, en cinq années, passer de l'extrême dénuement à l'extrême puissance, ensuite, et surtout, parce que les pays vaincus et ruinés, comme le nôtre, peuvent y trouver le moyen de financer leur propre relèvement, que l'économie libérale ne peut plus assurer.

---

(1) V. Ernest Wagemann, **D'où vient tout cet argent ?**

Aux temps, encore peu éloignés, de l'économie agricole et du cheval de trait, les hommes n'achetaient guère que des produits finis, entièrement réalisés dans l'atelier artisanal — et ils les payaient comptant en espèces — ou bien ils acquéraient des moyens de production, terres, fermes ou maisons, également payables comptant en espèces. Pour réunir les sommes nécessaires, ils devaient prélever sur leurs gains des pièces d'or ou d'argent et les accumuler dans les cachettes ; il y fallait souvent l'effort continu d'une vie d'homme et parfois celui de plusieurs générations. Le Code civil (mariages, héritages, majorats, etc.) facilitait l'accumulation des capitaux. Pendant tout ce temps, les monnaies thésaurisées étaient retirées de la circulation, ce qui réduisait les transactions et raréfiait le numéraire toujours insuffisant (1).

Au XIXme siècle, la Machine a changé tout cela. En raison de l'outillage perfectionné mais coûteux qu'elle a introduit, elle a obligé les entreprises à se spécialiser. De la laine en suint au vêtement tout fait vendu par le tailleur, le demi-produit doit passer successivement par le peignage, la filature, le tissage, la teinturerie et le marchand de drap en gros. A chaque passage d'une étape à l'autre, il y a un achat et une vente, donc un paiement en monnaies. Mais comme le nombre des unités fabriquées en série dans chaque usine est devenu de plus en plus considérable, les besoins de monnaies sont devenus rapidement énormes. Ils ont fini par dépasser le stock

(1) Voir dans les **Paysans** de Balzac, la description vivante de ce phénomène au début du XIXe siècle.

métallique dont on pouvait disposer, puis celui des billets émis sur ce gage métallique. Il a donc fallu trouver autre chose.

Vers le milieu du XIXme siècle, les banques se sont multipliées en Europe, à mesure que les chemins de fer accéléraient les transactions. Elles offraient aux épargnants de garder en « dépôt » leurs espèces tout en les mettant à tout moment à leur disposition, et au lieu de leur faire payer un droit de garde, elles leur offraient un léger intérêt. Aussi les cachettes se vidèrent dans leurs coffres-forts et l'argent thésaurisé se changea en **comptes-courants.**

Alors, coup sur coup, des techniques nouvelles de paiement entrèrent en usage.

Si deux déposants ont à régler entre eux une transaction, l'acheteur tire un chèque sur son dépôt et le remet à son vendeur qui le remet à son banquier : celui-ci porte sur ses livres la somme convenue au crédit de l'un et au débit de l'autre, et l'opération se trouve réglée sans émission ni déplacement de billets. C'est le virement ; il produit une sérieuse économie de numéraire.

Si l'un des déposants, industriel ou commerçant, a livré un demi-produit à l'un de ses clients, il lui accorde généralement un délai de 3 ou 6 mois, pour qu'il ait le temps de le transformer ou de le revendre à son tour; il pourra ainsi payer sa commande avec l'argent du client à qui il aura cédé sa marchandise.

Mais lui-même a besoin d'argent immédiatement pour renouveler ses stocks et fabriquer d'autres produits. Dans ce cas le banquier lui avance la somme inscrite sur la

traite, et se fera rembourser à l'échéance convenue par l'acheteur. C'est **l'escompte** qui permet au producteur de vendre **à crédit** tout en étant payé **comptant.**

Mais le banquier lui-même n'avance pas son propre argent. Il a dans ses caisses des millions (parfois des milliards) qui lui ont été confiés par ses déposants.

Comme il leur verse un léger intérêt, il a le droit d'en disposer, pourvu que ce soit à court terme.

De ce fait, les clients dont il a escompté les traites sont ses débiteurs, les autres dont il a reçu les dépôts sont créditeurs. Il prête aux premiers l'excédent des seconds. Ainsi l'argent du filateur sert à financer le délai accordé au tisseur (et réciproquement). Les dépôts du gros metallurgiste financent les traites du filateur (ou inversement).

Les dépôts deviennent ainsi l'instrument d'une sorte de crédit mutuel, où les producteurs se financent les uns les autres, sous la responsabilité du banquier, — dont le capital social n'a d'autre rôle que celui de servir de garantie en cas de non paiement des traites à l'échéance.

La masse des dépôts en banque est devenue comme le **réservoir commun de tous les fonds de roulement** de l'industrie et du gros commerce. Grâce à eux, les produits en cours de fabrication passent d'une entreprise à une autre, ils subissent toute la série des transformations depuis la matière première jusqu'au produit fini, sans que le fabricant ait eu à payer autre chose qu'un léger escompte.

Ce simple usage, né de la commodité, a pris à la longue une importance considérable.

Autrefois, le financement d'une entreprise était fait

tout entier à l'aide du capital social, souscrit dès la fondation de la société et engagé pour toute sa durée. Ce capital servait à la fois aux **immobilisations** (achat de terrains, construction des bâtiments et installations diverses) mais aussi aux achats de matières premières, paiement des salaires, du loyer, des impôts, et autres dépenses courantes; compensées au jour le jour par la vente des produits livrés à la clientèle.

C'est ce qu'on appelle le **fonds de roulement.**

De ce fait, le détenteur de capitaux pouvait intervenir dans la gestion de l'affaire : selon l'importance plus ou moins grande des sommes attribuées au fonds de roulement, il pouvait développer ou freiner l'activité de l'entreprise ; le producteur était dans sa dépendance.

Aujourd'hui, l'activité proprement productrice (transformation) de l'entreprise ne dépend plus que du banquier de dépôts et celui-ci ne peut intervenir dans la gestion, autant du moins que le patron règle ses traites à l'échéance, et ne laisse pas protester sa signature. Le producteur se trouve affranchi de la tutelle du capital.

En même temps, l'opération a changé de nature : autrefois, au temps du fonds de roulement financé par le capital social, le financement de l'activité industrielle se faisait par une traite sur la fortune acquise, c'est-à-dire sur le **passé.** Aujourd'hui, grâce au jeu de l'escompte et des dépôts, il est une **anticipation brève** sur les paiements à venir, ou plus exactement une traite tirée sur le **présent,** puisqu'il s'agit **de produits en cours de fabrication.**

Aussi, désormais, en face du capital social fruit de l'accumulation privée des profits, **immobilisés** dans les bâti-

ments de l'usine, nous nous trouvons en présence de deux **circuits** : celui de la production et celui de la consommation.

Chacun d'eux a sa monnaie propre.

Pour le premier c'est la traite et le chèque, avec virement sur les comptes de dépôts. Chacun de ces papiers est une pièce **datée** et **signée** : créé à l'occasion d'une transaction, elle disparaît sitôt le compte réglé.

Ainsi le volume de ces monnaies est toujours rigoureusement égal au volume des transactions.

Dans le second, les paiements se font sans délai. Autrefois c'était en monnaie métallique, aujourd'hui en billets de la Banque nationale. Le vendeur au détail n'accepterait pas le chèque privé, car il pourrait être sans provision. Il accepte au contraire sans difficultés le billet. Sans doute, ce n'est qu'un chèque au porteur muni de la signature du Caissier et du Secrétaire général de la Banque de France. Mais celle-ci publie, chaque semaine, le bilan de ses opérations, et chacun peut s'assurer que son billet n'est pas un chèque « sans provision ». Seulement, comme il n'est pas **daté**, quand il a été une fois mis dans la circulation il y **reste**, passant de mains en mains et créant un risque d'inflation.

Au reste, les deux circuits, quoique distincts, communiquent. L'ouvrier, le technicien, l'ingénieur gagnent leur salaire dans le premier circuit (production) et ils le dépensent dans le second (consommation). Ainsi la banque de dépôts doit fournir au chef d'entreprise à la fois des billets pour payer ses employés et des chèques pour ses fournisseurs.

De là naît un double risque, dont nous avons vu tout le danger : dans le circuit des dépôts, le banquier peut être tenté de prêter l'argent de ses dépôts à un terme plus long que le temps pour lequel ils lui ont été confiés ; ce qui expose les banques, en cas de retraits massifs, à voir leur crédits **gelés;** dans le circuit de la consommation. D'autre part, la Banque d'émission si elle multiplie les **réescomptes,** introduit dans la circulation des billets qui ne représentent aucun produit fini réellement livré à la consommation, d'où risque d'inflation et hausse des prix et des salaires.

On a vu que ce sont ces deux erreurs qui ont provoqué la crise américaine, et engagé le monde dans cette immense crise où l'économie libérale est en train de mourir.

Les Allemands plus que personne ont eu à souffrir de ces errements. Ils étaient donc mieux préparés que les autres à chercher les moyens de les prévenir.

C'est ainsi qu'ils ont inventé la **traite de création de travail** (Arbeitsbeschaffungswechsel).

C'est cet instrument, qui leur a permis de financer leur redressement, sans krach, ni inflation.

Il vaut la peine que nous en examinions d'abord le fonctionnement, puis les résultats.

CHAPITRE XVI

LA TRAITE DE TRAVAIL.

La Ville de N... décide de construire pour 100 millions de francs d'habitations à bon marché, afin de donner du travail à ses chômeurs, et de remplacer les taudis par des logements salubres.

D'après les méthodes « classiques », elle devrait d'abord émettre un emprunt de 100 millions; et c'est seulement **après** avoir encaissé cette somme, qu'elle pourrait commencer les travaux.

Mais actuellement la Ville, en déficit, n'a plus de crédit; l'Etat, pas davantage; et l'Epargne, durement éprouvée, se dérobe.

Il faut donc trouver une autre méthode. Voici celle qu'a découvert le Docteur Schacht et qui a produit de si étonnants résultats.

L'Etat n'ayant pas d'argent, crée une banque : Banque du Travail Allemand (Bank der deutschen Arbeit) avec

un capital tout juste suffisant pour couvrir les pertes éventuelles sur traites protestées.

Le plan de construction de la Ville de N... ayant été reconnu conforme au plan général des Grands Travaux pour le chômage, la succursale locale Banque du Travail ouvre à la Ville un crédit d'escompte de 100 millions — c'est-à-dire qu'elle s'engage à escompter les traites des entrepreneurs jusqu'à concurrence de cette somme.

Aussitôt la Ville met en adjudication les travaux ; les entrepreneurs embauchent les ouvriers, et sans plus tarder ils commencent à construire.

Au fur et à mesure que chacun d'eux a terminé une « tranche » prévue à son contrat, *il tire une traite* du montant convenu sur la Ville de N... Celle-ci, ayant vérifié que la construction a bien été exécutée, « accepte » l'effet en y apposant sa signature ; et l'entrepreneur la présente aussitôt à la Banque du Travail.

Dans le régime actuel, celle-ci devrait avancer la somme inscrite sur la traite, moins l'escompte normal.

Mais comme elle n'a pas d'argent, elle se contente d'ajouter sa signature à celle de la Ville et de l'entrepreneur.

Celui-ci ne reçoit toujours pas d'argent : mais de ce fait, la *traite est devenue un « papier à 3 signatures »* donc escomptable par la Reichsbank.

Celle-ci comme chacun sait, a toujours de quoi payer : puisque ses statuts l'autorisent à émettre des billets précisément en représentation de ces sortes de traites. Mais si elle les accueillait toutes, elle devrait imprimer des billets, le volume de la circulation monétaire augmenterait rapi-

dement et l'on risquerait l'inflation et la hausse des prix.

Pour éviter cet écueil, une loi particulière stipule que les « traites de travaux », acceptées par l'institut d'émission pourront être renouvelées 4 fois (c'est le seul privilège qui soit accordé à cette sorte d'effets).

Cela veut dire que la Reichsbank n'escomptera la traite de notre entrepreneur que dans 12 mois, et n'en demandera le remboursement à la Ville de N... que **dans 15 mois.** En foi de quoi, elle y appose sa signature.

Cependant notre entrepreneur n'a toujours pas d'argent ; et il ne peut faire indéfiniment l'avance des fournitures et des salaires de ses ouvriers.

Mais par la vertu de l'auguste signature de la Reichsbank, la traite est devenue une sorte de billet de banque ou plutôt un « bon » de billets de banque, à échéance précise et relativement courte : il la présente donc à l'un quelconque des grands établissements de crédits, en le priant de porter la somme à son compte courant. Comment celui-ci hésiterait-il, puisque même si la Ville et la Banque du Travail allemand faisaient faillite, il est assuré d'encaisser la somme convenue aux guichets de la Reichsbank ? Le banquier porte donc immédiatement cette somme au compte de l'entrepreneur, tout comme si la somme lui avait été remise en billets de banque.

Dès lors les paiements de l'entrepreneur s'opèrent avec la plus grande facilité, selon les règles traditionnelles.

Au fur et à mesure que les travaux avancent, les traites acceptées par la Reichsbank grossissent son avoir à la Banque où il a son compte-courant personnel. Si celui-ci était de 100.000 marks à la signature du contrat avec la

Ville, il passe progressivement à 200.000 marks, puis 300.000 marks, etc.

Pour payer ses achats de ciments, fer, tuyauterie, etc., il tire sur ce compte des chèques à l'ordre de ses divers fournisseurs. La banque porte les sommes inscrites au débit de l'entrepreneur et au crédit du fournisseur, et tous les engagements se trouvent réglés par l'opération habituelle du virement, **sans déplacement ni création de billets.**

S'agit-il de payer les ouvriers ; à chaque fin de semaine l'entrepreneur tire sur son propre compte un chèque à son ordre, égal au montant des salaires à verser et il en demande, comme c'est son droit, le versement en espèces.

La banque de dépôts n'est pas embarrassée, car elle reçoit chaque jour des quantités de billets des petits commerçants qui viennent lui confier leurs recettes de la veille. Et s'il arrive parfois qu'elle n'en a pas assez, elle prend dans son portefeuille des traites commerciales ordinaires qu'elle a déjà escomptées mais qui ne lui sont pas encore remboursées. Elle y ajoute sa signature, ce qui veut dire qu'elle prend la responsabilité personnelle du remboursement, et elle les présente au réescompte de la Reichsbank ; en demandant des billets, conformément à l'usage et aux statuts de tous les Instituts monétaires.

En fait, les salaires sont payés comme d'habitude en monnaie papier ; mais ces monnaies sont de vieux billets déjà depuis longtemps dans la circulation. Seule une très faible partie consiste en billets neufs.

Et maintenant arrive le moment fatal où il faut régler les comptes. Les établissements de crédit ne peuvent immobiliser longtemps les dépôts de leurs clients, et la

BANQUE D'ÉMISSION

CIRCUIT DES PRODUCTEURS — TRAITES-CHÉQUIERS VIREMENTS *

CIRCUIT DE CONSOMMATION — BILLETS *

CIRCUIT DE CONTRÔLE (SIGNATURES) — TRAITES DE TRAVAIL

CIRCUIT DU TRAVAIL

3e Signature

BANQUE DU TRAVAIL (Escompte)

RÉESCOMPTE

AVAL

2e Signature

BANQUE DE DÉPÔTS (Escompte)

Administrations Municipalités (Commande)

Détaillants (Consommation)

1re Signature

Entrepreneur

Fournisseurs (Matériaux)

Ouvriers et Techniciens (Salaires)

Habitations ouvrières, etc. (Construction)

* Correction.
Dans la version originale, les deux rectangles étaient inversés !

Reichsbank ne peut renouveler les traites de travaux sans risquer l'inflation.

A la fin du quinzième mois, l'Institut d'émission invite donc la Ville de N... à rembourser les 100 millions de traites dont les banques privées ont fait l'avance sur sa garantie.

Sans doute la Ville n'a toujours pas d'argent liquide. Mais pendant les quinze mois écoulés, sur les chantiers, les employés, les ouvriers ont travaillé ; les cités ouvrières sont maintenant achevées et **louées.**

La Ville de N... se trouve désormais propriétaire d'immeubles en plein rendement lui rapportant 15 % environ.

Sans bourse délier, pendant les quinze mois, elle s'est créé à la fois un capital et un revenu. Ceux qui, deux ans plus tôt, lui auraient refusé tout crédit sont maintenant disposés soit à lui acheter ses maisons, soit à lui prêter de l'argent sur ce gage, contre prélèvement sur une partie de ses loyers.

Ainsi se dégage une méthode nouvelle exactement inverse de l'ancienne.

Au lieu d'attendre pour construire une maison, d'avoir rassemblé de quoi la payer, on a construit **d'abord,** et emprunté **ensuite..**

Solution logique en somme, car l'effort du travail a toujours précédé la création de toute richesse.

Au lieu de s'appuyer sur l'épargne-fruit du travail **passé,** on a **anticipé** sur le produit du travail en **cours.**

Du même coup on s'est affranchi de la tutelle du capital ou mieux de son gérant.

Mais il convient de mesurer les risques de cette anticipation.

Chaque fois que le Reich décide de faire pour Rm. 100 millions de travaux, un bon de monnaie de 100 millions est mis par la Reichsbank à la disposition des entrepreneurs dans les banques de dépôts privées.

Tant qu'il s'agit de payer des fournisseurs, l'entrepreneur tire des chèques ou des traites sur la Banque de dépôts ; ses paiements se règlent par **virement** sur les livres de la Banque et quand les travaux sont terminés, toutes les sommes ayant été versées d'un compte à l'autre, les chèques et traites disparaissent du circuit.

De ce côté quelle que soit l'importance des commandes, il n'y a aucun risque d'inflation ; le volume des dépôts croit et décroit avec le volume des commandes,

Pourtant, un danger subsiste. C'est que des traites d'une durée de 15 mois ou 2 ans, ou même 5 ans, selon les cas, sont réglées avec des dépôts à très court terme.

Pour éviter ce risque, dont on connaît la gravité, on a décidé qu'aucune **traite de travail** ne peut être escomptée par les banques privées comme c'était le cas aux Etats-Unis (mixed banking). Toutes doivent passer par une Banque spéciale (1) (qui n'escompte ni n'avance rien) avant d'obtenir à la Reichsbank la signature qui lui confère la faveur d'un délai convenu. Elle passe ainsi par une sorte **d'écluse**, dont la signature de la Banque spéciale ouvre l'une des portes, et dont la signature de la Reichsbank ouvre l'autre.

---

1 En réalité, on en a créé plusieurs, dont chacune correspond à un genre de travaux différent, exigeant des délais différents : depuis 15 mois pour l'habitation jusqu'à 5 ans pour le renouvellement de l'outillage industriel.

C'est alors seulement qu'elle peut pénétrer dans le **bief** des dépôts ordinaires.

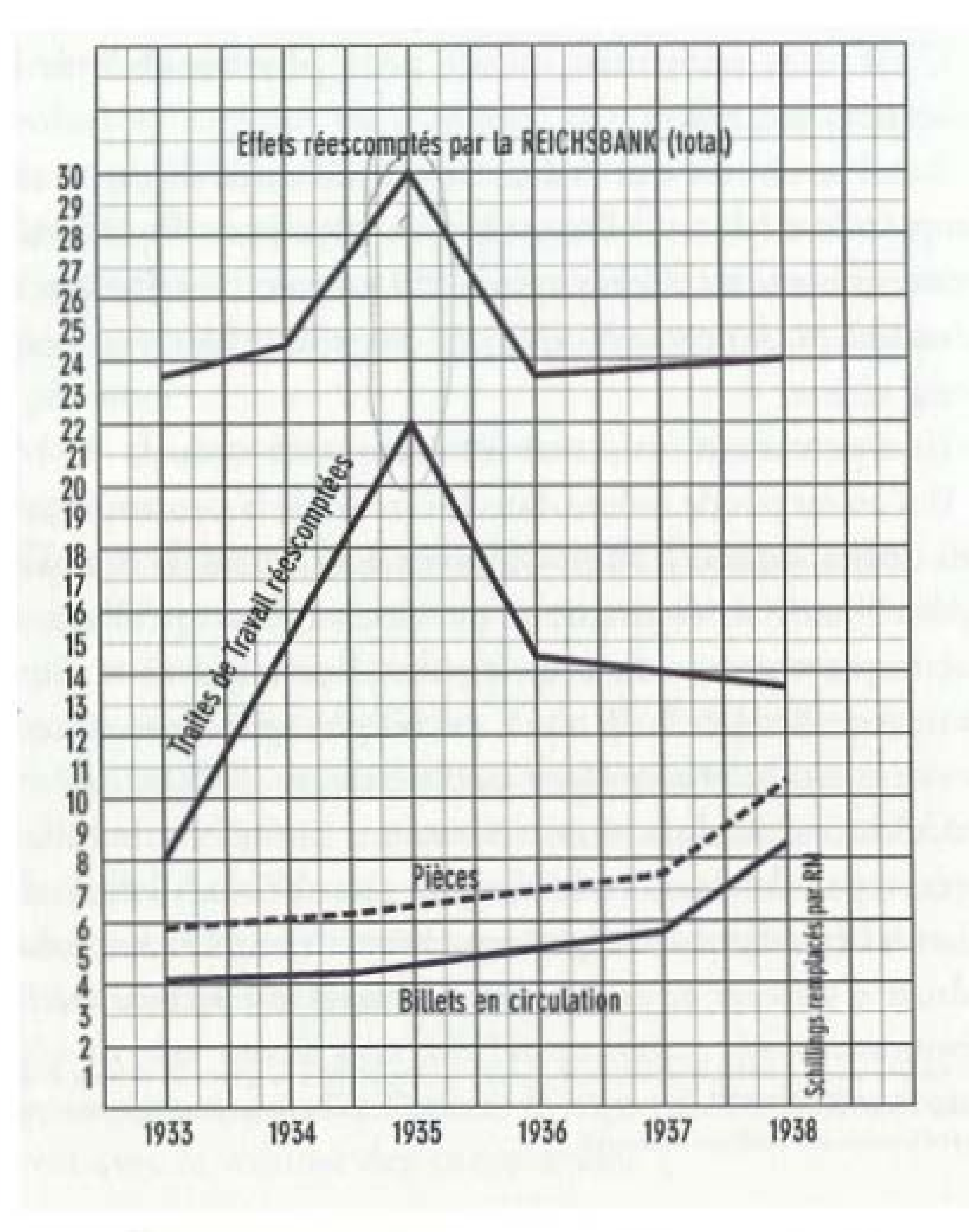
Ainsi le circuit des traites de travail reste distinct, et les banques de dépôt, si elles craignent pour leurs liquidités, les orientent vers les Compagnies d'assurance, et les Sociétés industrielles importantes qui ont de grosses réserves à placer à long terme.

L'on peut donc à volonté développer ce circuit.

Il n'en est pas de même dans le circuit de la consommation. Sans doute, quand il s'agit de payer des salaires, la Banque de dépôts remet au fournisseur de vieux billets qu'elle a reçu en compte courant de ceux de ses clients qui sont dans le commerce de détail. Il n'y a de billets neufs que ceux qui proviennent du **réescompte** par la banque d'émission.

Celui-ci doit donc être strictement limité, car le billet ne portant pas de date, reste dans la circulation ; il faut donc pouvoir l'en retirer. C'est pourquoi on a donné à la *Reichsbank*, le droit d'acheter et de vendre des titres sur le marché libre (*in open market*). Si l'indice du coût de la vie monte, c'est qu'il y a trop de billets en circulation, la *Reichsbank* vend des fonds d'État, et garde dans ses coffres, les billets qu'elle reçoit en payement. Si au contraire le coût de la vie baisse, c'est que la circulation des produits finis est plus grande que celle de la monnaie ; la *Reichsbank* achète des titres sur le marché libre et par les billets qu'elle donne en payement elle augmente la circulation monétaire qui tend à faire hausser les prix.

Grâce à ces deux manettes établies l'une sur le circuit de la production (Banque de travail), l'autre sur le circuit de la consommation (billets), l'Allemagne évite les deux écueils, où était venue s'échouer l'économie « libérale ».



	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Les 8 grandes banques	1003	739	640	783		869
Banques d'État et de province	126	88	50	64		56
Centre de Virement et Caisses d'Épargne	462	191	31	49		124
Instituts spéciaux par st. de travail	785	1432	2274	1453		1359
	2376	2450	3000	2349		2408

	Billets	Pièces
1929	5619	594
1933	4209	1507
1934	4461	1523
1935	4833	1538
1936	5348	1597
1937	5884	1595
1938	8604	1784

Si on veut s'en rendre compte, on n'a qu'à jeter un regard sur le graphique ci-contre. On y voit que dans les deux premières années le montant des traites de travail présentées au réescompte de la Reichsbank par les Banques spéciales a passé de 785 à 2.995 millions de Rm.

Mais dès la troisième année, les sociétés industrielles et les Compagnies d'assurances commencent à rechercher ces nouveaux titres et les achètent avec leurs propres réserves.

Du coup le nombre des traites de travail réescomptées diminue, et l'ensemble du portefeuille de la Reichsbank revient à son niveau normal.

Quant au volume des monnaies en circulation, on voit qu'il augmente de façon lente et continue avec le développement de la consommation, sans être aucunement influencé par les traites de travail.

Sur les deux circuits, les deux freins établis par la traite de travail, ont parfaitement fonctionné.

Grâce à cet ingénieux mécanisme, énergiquement manié, l'Allemagne a pu éviter les deux écueils sur lesquels a fini par sombrer la « Prosperity » américaine, entraînant avec elle l'économie libérale tout entière.

Et maintenant, décrivons brièvement les résultats donnés par cette méthode pour le redressement de l'économie allemande.

A mesure que les commandes arrivaient chez les entrepreneurs ceux-ci embauchaient des ouvriers, leurs fournisseurs aussi ; et le volume global des salaires augmente. De Rm. 43 milliards en 1929 il était tombé à 26 en 1933 au moment de l'avènement du national-socialisme. On le voit remonter progressivement d'année en année à 29,2 puis 32,2 jusqu'à 42,7 en 1937. Sur la base de l'année 1933, c'est au total une somme globale de Rm. 48,5 milliards qui a été ajoutée en 5 ans au pouvoir d'achat des travailleurs allemands de toutes catégories (ouvriers, employés et techniciens) (1).

Parallèlement les bénéfices des entreprises ont augmenté : ils étaient tombés à Rm. 6 milliards en 1933, ils remontaient progressivement à 15 milliards en 1938. Au total, en 5 ans sur la base de 1933, c'est un pouvoir d'achat de Rm. 25,5 milliards qui s'est ajouté aux revenus des patrons et de leurs bailleurs de fonds, actionnaires ou obligataires.

En somme, dans les cinq années de la reprise, le revenu global de l'Allemagne a passé de 48,4 à 75 milliards et sur la base de 1933, pour l'ensemble de la période, c'est un pouvoir d'achat de Rm. 73,9 milliards qui a été mis à la disposition de la population allemande.

Dans les pays à économie « libérale », un tel développement n'aurait pu être obtenu que par un gonflement considérable de la dette publique à long et à court terme, intérieure ou extérieure, ou par une inflation de billets, ou par les deux moyens réunis.

(1) Voir Annexe II.

Or on constate (2) que pendant cette période non seulement la dette publique n'a pas augmenté, mais a diminué de 4,422 milliards en 1933 à 3,4 en 1938.

De même la dette extérieure, du fait de remboursements divers, a été réduite de 3 milliards à 1,2. En réalité, toute la reprise a été financée par des crédits à moyens et à court terme, dont le montant a passé de Rm. 2,7 milliards au début de 1933 à 11,9 en 1938, auquel il faut ajouter une dette flottante à très court terme qui passe dans le même temps de 1,5 à 2,3 milliards.

On imagine sans peine les risques d'inflation, que représente une telle masse, dont le mouvement repose tout entier sur des dépôts à court terme. Cependant on ne voit pas trace d'inflation : la circulation des billets qui était tombée de Rm. 5,6 en 1929 à 4,2 en 1933, remonte lentement avec la reprise de la consommation, pour revenir à 5,8, et elle n'atteint 8,6 en 1938 qu'à cause de la « désannexion » de l'Autriche et du remplacement des schillings par des marks (2).

C'est ici qu'apparaît, dans toute sa perfection, l'originalité de la Traite de travail, et l'effet des freins qu'on a su mettre sur les deux circuits.

De cette manière, l'Allemagne a pu pendant 5 années consécutives ajouter un total de Rm. 73,9 milliards au revenu national, et financer cette reprise avec des crédits à court et moyen terme, sans crédits gelés, et sans inflation comme il est arrivé en France, aux Etats-Unis et en Angleterre.

---

(2) Voir Annexe III.

Dans ces conditions, n'a-t-on pas le droit de penser que les praticiens allemands ont créé là l'instrument du redressement non pas seulement de l'Allemagne, mais de tous les pays d'Europe que la guerre actuelle achève de ruiner ?

CHAPITRE XVII

IMPOTS ET EMPRUNTS FINANCENT LES ARMEMENTS

Et maintenant examinons brièvement les résultats donnés par cette méthode sur le redressement de l'économie allemande.

De 1933 à 1938, l'Allemagne a travaillé beaucoup et produit beaucoup.

Et si tous les marchés avaient été libres comme en 1929, nul doute que sa population aurait retrouvé la large aisance qu'elle avait connue au temps de la Prosperity selon M. Hoover.

Malheureusement les circonstances avaient bien changé : Exportations réduites de près de moitié du fait de la crise, importations de denrées et matières premières plus réduites encore du fait des mesures protectionnistes prises par les autres pays. Faute de devises, l'Allemagne était obligée de se contenter de ses propres ressources ;

autarcie involontaire et combien pénible ! Car le Reich malgré ses efforts considérables ne produit ni assez de denrées, ni assez de matières premières pour alimenter ses hommes et ses machines.

Les produits agricoles et de consommation courante et d'origine végétale ou animale restent donc rares : denrées, textiles, cuirs, etc.

Ce sont surtout des **biens de production** (outils, machines, produits chimiques, installations électriques, etc.) qu'on a produit dans la période de redressement, et qui ont donné du travail aux chômeurs. Or l'ouvrier, on l'a vu, gagne son salaire sur le circuit de la production (traites, chèques, virement), mais il le dépense sur le circuit de la consommation (billets).

Si on avait laissé libre sur le marché intérieur le commerce des produits vitaux, l'afflux des demandes ne pouvait qu'augmenter avec la reprise, alors que les offres ne pouvaient que suivre de très loin. D'où hausse violente des prix : les gens aisés auraient pu vivre dans l'abondance à côté des masses de plus en plus affamées. D'où grève, révoltes, émeutes, crises sociales. C'est ce qu'on venait de voir sous le régime du chancelier Bruning.

Pour éviter cela, un seul moyen radical : mettre tout de suite les produits vitaux hors du circuit de la concurrence.

Sans hésiter, en pleine paix, Hitler et ses conseillers prirent tout de suite deux mesures draconiennes : 1° Rationnement : chaque consommateur reçoit une carte de **tickets** qui fixe en **poids** la quantité de produits vitaux qu'il peut acheter. Tous, riches ou pauvres, ont une part

égale, et l'on sait que l'égalité des privations peut seule les rendre supportables aux peuples

2° Taxation : le prix à payer chez le détaillant est fixé par la loi, à un niveau tel qu'il puisse être accessible au travailleur le plus modeste ; de cette façon le privilège de l'argent disparaît.

Cette mesure, qui fut considérée en Europe comme un aveu de détresse, n'était qu'une précaution indispensable, imposée par l'autarcie auquelle l'Allemagne était contrainte. Aucun pays ne se suffit à lui-même, c'est pourquoi le rationnement est maintenant en vigueur dans les pays (belligérants, occupés ou neutres), dont le commerce extérieur est paralysé (Allemagne, France, Belgique, Portugal, Suisse, Turquie, Italie, Suède). Mais en matières de rationnement, il ne suffit pas de faire des lois et des décrets, il faut les faire appliquer. Et c'est chose très difficile.

Pour un homme aisé qui a beaucoup de billets en portefeuille la tentation est grande d'offrir au vendeur d'un produit vital plus qu'on ne lui demande, et il est difficile au vendeur de refuser puisqu'il est assuré que la victime ne se plaindra pas. Ainsi s'est établi un peu partout, un marché clandestin ou **marché noir,** qui raréfie les denrées sur le marché officiel, et provoque la hausse continue des objets taxés.

En Allemagne, le marché noir, on l'a vu, n'existe pas. On avait cru un moment écarter la tentation en freinant le volume de la circulation des billets, qui sont, comme on sait, la monnaie propre du circuit de la consommation.

Ce fut l'objet des opérations de vente et achat de titres

sur le marché libre que nous avons décrites. Et de fait elles ont réussi pendant toute la période de 1933-1938 à maintenir la circulation des billets au-dessous du chiffre de 1929. Et de ce fait, l'index du coût de la vie n'a remonté que de 6% en 6 ans.

Mais, à partir de 1938, les dépenses de guerre prennent une telle importance que le volume des émissions de la Reichsbank a pris des proportions presque égales à celles de la Banque de France.

Cependant, malgré cette inflation apparente, l'index du coût de la vie qui n'était que de 83 au moment de la déclaration de guerre, est resté à 87 en décembre 1941.

Cela est dû sans doute à l'autorité du gouvernement et à la vigilance du parti nazi.

Mais c'est aussi le résultat d'une très originale politique de l'impôt et du crédit.

Dans les deux premières années du régime national-socialiste, les traites de travail furent employées exclusivement à des travaux rentables : logements ouvriers, autostrades, etc.; les sommes avancées par les banques de dépôts étant payées en définitive par les locataires des immeubles, les usagers de la route, les taxes sur l'essence, etc.

Mais à partir de 1936, la politique allemande inquiète les puissances voisines ; et l'Europe entière se lance dans la course aux armements.

Dais les grandes usines les fabrications de guerre remplacent les fabrications civiles. Pour les financer, le procédé est le même : les demi-produits passent d'une entreprise à une autre et sont réglées par traites et virements.

La traite de travail peut donc servir dans les deux cas. On ajoute simplement au circuit une **banque spéciale** l'O.E.F.F.A. pour les travaux qui impliquent des délais plus longs et l'**Arbeitsbeschaffungswechsel** change de nom et devient la **Rüstungswechsel.**

Une chose pourtant est changée, il n'y a point ici de locatairse ou d'usagers pour rembourser en fin de compte les sommes avancées. L'Etat est le seul acheteur ; et les sommes inscrites sur les traites doivent être finalement prélevées par l'impôt sur les revenus des contribuables.

Mais précisément du fait de la reprise, la « matière fiscale » a considérablement augmenté. Sans même qu'on ait besoin d'augmenter les taxes, les impôts sur les revenus, les chiffres d'affaires, les capitaux, etc., ont eu un rendement considérable.

Les recettes fiscales du Reich qui étaient tombées à Rm. 6,8 milliards en 1933 montent d'année en année à 8, puis 9, puis 11, puis 13 pour atteindre finalement 17,7 milliards en 1938.

Au total, dans ces cinq années, c'est un supplément de Rm. 26,8 milliards qui est entré dans la caisse du Reich. Si l'on y ajoute Rm. 1,5 de supplément qu'ont reçu du même fait les municipalités, c'est un total de 28,3 milliards qui a été prélevé par l'impôt sur les revenus particuliers (1).

Cela représente 36 % de la somme ajoutée par la reprise au revenu global de la nation. C'est assurément une lourde charge ; mais on peut penser qu'elle a été acceptée sans mauvaise humeur car elle portait sur le supplément

---

(1) Voir Annexe II.

de recettes dû à la **reprise des affaires** qu'en 1933 on n'osait plus espérer !

Cependant les dirigeants du Reich comprirent vite qu'en cette matière délicate, il ne faut rien exagérer, il ne faut pas donner au contribuable l'impression qu'il ne travaille que pour satisfaire le fisc. C'est pourquoi, dans tous les pays du monde, les sommes que l'Etat ne peut pas « imposer » au citoyen, il les lui **emprunte.**

Pour cela, en temps ordinaire, il offre au public des fonds d'Etats, ou des Bons du Trésor, toute la gamme des titres à long, moyen ou court terme que nous connaissons bien. Mais alors il faut s'adresser au marché financier, et subir les conditions des grandes banques qui ne prêtent pas pour rien leurs guichets et leurs services.

En 1933 le nouveau Chancelier ne pouvait procéder ainsi, pour plusieurs raisons, dont une seule suffit : il n'y avait plus de marché financier en Allemagne ; les particuliers avaient épuisé leurs réserves pendant la crise, et qui pouvait avoir confiance en un Etat qui venait de faire une telle faillite ?

Alors ne pouvant s'adresser directement à l'épargne privée, le Dr Schacht songea aux deux grands réservoirs où s'accumule en tous temps l'épargne **collective** de la Nation.

Comme toute entreprise comporte des risques, dans tous les pays, la loi interdit aux Sociétés anonymes de distribuer à leurs actionnaires la totalité de leurs bénéfices, elles doivent chaque année en verser une partie à la **réserve légale** en prévision des années mauvaises. Les Administrateurs y ajoutent des réserves volontaires,

souvent fort élevées, pour assurer (disent-ils aux actionnaires) la stabilité de leurs dividendes. Avec cet argent, ils achètent à leur gré des titres de Sociétés diverses, dont ils ont le choix, et ils en profitent souvent pour obtenir **la majorité dans les assemblées des entreprises concurrentes ou fournisseuses, et ainsi les tenir sous leur domination.** C'est **là-dessus** qu'est fondée la puissance des trusts (horizontaux ou verticaux). Disposant des réserves de grosses sociétés, certains financiers sont parvenus à pénétrer dans les conseils d'entreprises les plus diverses, ils ont fini par former cette oligarchie financière souvent internationale qui tient en échec les Etats eux-mêmes.

Le Reich n'a point songé à « nationaliser » ni a confisquer ces réserves. Au contraire, il s'est appliqué à les grossir. Il laisse libre la formation du profit (sur lequel s'établissent les impôts), une société peut faire des bénéfices de 15 ou 20 % mais elle ne peut distribuer à ses actionnaires plus de 6 %. Tout le surplus est obligatoirement employé en achat de titres ; ils restent les propriétés de l'entreprise ; si elle subit des pertes, elle peut les vendre pour se créer des disponibilités, mais, si dans les bonnes années, elle veut au contraire accroître ses réserves, ce sont des fonds d'Etat ou garantis par l'Etat qu'elle doit acheter.

De ce point de vue, les traites de travail, avalisées par la Reichsbank forment une excellente valeur de placement ; même si elles sont à échéance de 2, 3 ou 5 ans, les grosses Sociétés peuvent sans risque les classer dans leur portefeuille. Ainsi le privilège de gérer les réserves de

capitaux que s'étaient arrogés en vertu d'élections fictives, certains financiers trop habiles, a passé entre les mains du Reich.

Par cette simple mesure, qui ne lèse nullement les actionnaires, il a fait coup double : il s'est assuré le moyen de financer à long ou moyen terme une grande partie des travaux nécessaires à la reprise, tout en se libérant de la tutelle de l'oligarchie financière, disposant à son gré de capitaux qui ne lui appartenaient pas.

Autre réservoir de capitaux à long et moyen terme : les Assurances. Chaque assuré prélève chaque année sur son travail et verse à la Compagnie une **prime**, à charge pour la Société de lui verser une somme convenue quand l'incendie, l'accident, la vieillesse, ou la mort se produiront...

C'est ici le client qui fait des avances au banquier et non plus le banquier qui prête de l'argent à ses clients.

Naturellement, celui-ci est tenu de placer cet argent en réserve, c'est-à-dire en achat de titres dont il fait généralement trois parts : les uns sont à court terme afin de faire face aux remboursements qui peuvent survenir d'un moment à l'autre ; les autres sont à moyen et long terme ; ce sont ceux dont les échéances sont connues et lointaines, retraites pour la vieillesse, etc.

Des « tables » de mortalité, etc., basées sur des moyennes statistiques établies sur de longues périodes, indiquent avec sécurité aux actuaires les proportions qui doivent être respectées, et les bénéfices réalisés sur le maniement de ces réserves, sont généralement très considérables.

Il est d'autant plus dangereux d'en laisser la gestion à des administrateurs dont les élections sont le plus souvent fictives et qui se servent de ces réserves comme de celles des sociétés ordinaires, pour renforcer encore la puissance de l'oligarchie financière.

Ici encore le Reich s'est approprié le privilège indûment exercé par des particuliers irresponsables au nom d'actionnaires ou de participants qui ne connaissaient même pas leurs noms. Ceci fait, le Reich s'est appliqué à développer toutes les formes de l'assurance susceptibles d'augmenter la sécurité des masses (beaucoup même ont été rendues obligatoires).

Rapidement tous les risques de la vie du travailleur ont été couverts par cette méthode (accident, maladie, chômage, vieillesse, charges de famille). Chaque année des sommes énormes sont versées par les patrons et par les ouvriers, dans les caisses sociales en prévision de remboursements futurs (1). Et le Reich ici encore a fait coup double ; il s'est assuré le moyen de placer à court terme ou long terme, des quantités considérables de traites de travail, dégageant d'autant les compte-courants des banques de dépôts — tout en procurant aux masses ouvrières cette sécurité contre les risques de la vie, qui, après le pain quotidien, est le premier souci du peuple.

---

(1) Il n'est pas possible d'indiquer ici quelles sommes ont été placées ainsi dans les portefeuilles des Compagnies d'assurances et dans les réserves de grandes Sociétés industrielles, ni quelle part exactement a été consacrée aux armements.

Dans le tableau des émissions publié chaque année par le Reich, les fonds empruntés par l'Administration comprennent aussi ceux qui sont destinés aux transports et à la Défense nationale. Dans tous les cas, ils représentent des sommes prélevées par l'Etat, sur les revenus de l'ensemble des citoyens.

Ces investissements qui étaient tombés de Rm 4,5 en 1928 à 2,1 en 1933, sont remontés progressivement jusqu'à 9,8 milliards en 1938. En cinq années, Rm. 26,8 milliards ont été ainsi prélevés par voie d'emprunts sur les revenus de l'ensemble de la population.

CHAPITRE XVIII

LE BILAN DE LA REPRISE

Nous pouvons maintenant avoir une idée d'ensemble de la façon dont a été financé (sans capitaux) le fameux redressement du Reich qu'on a pris tour à tour pour un « bluff » ou pour un miracle.

Afin d'en donner une image claire et suffisamment approchée, j'ai tenté d'en présenter les données officielles, selon la forme ordinaire d'un bilan et d'un compte de profits et pertes.

Prenant pour base les chiffres de 1933, je les ai retranchés du total des revenus, des impôts et des emprunts publiés chaque année par les statistiques officielles. J'ai aussi obtenu le total des **augmentations** (recettes et charges) dues à la reprise provoquée par les méthodes nouvelles.

Bilan de la reprise allemande (1933-38)
en milliards Rm. (1)

ACTIF		PASSIF	
Salaires et traitements	+ 48,6	Impôts du Reich . .	+ 26,8
Bénéfices	+ 25,3	Collectivités locales .	+ 1,5
		Emprunts du Reich (tous termes) . .	+ 26,8
		Reste aux civils . .	+ 18,8
	+ 73,9		+ 73,9

En somme les nouvelles méthodes ont permis d'ajouter en cinq ans Rm. 73,9 milliards aux revenus des particuliers allemands.

Mais sur ce magnifique **boni,** le Reich a dû prélever Rm. 28,3 milliards pour ses dépenses administratives accrues et pour ses armements. En outre, pour financer tout ce travail, il a dû prélever encore (par voie d'emprunts) à moyen et court terme 26,8 autres milliards.

Si bien qu'en fin de compte, sur le surplus produit par la reprise, l'Etat en a repris les trois quarts. Il n'est resté que Rm. 18,8 à la disposition des particuliers pour leurs besoins propres.

Et certes, si une telle somme était venue s'ajouter à la consommation du public allemand pendant cette période, les masses populaires auraient pu se croire revenues à l'aisance du temps de la Prospérité.

Malheureusement, elles ne le pouvaient pas; car malgré tous les encouragements donnés à l'agriculture nationale,

(1) Devant chacun de ces chiffres on a inscrit le signe + afin de rappeler qu'il s'agit d'augmentations réalisées cinq années.

la production du sol allemand n'avait pas suffisamment augmenté, les importations de l'étranger étaient toujours plus réduites et le rationnement toujours plus strict.

C'est ainsi que la force des choses, les 18 milliards de **boni** ne pouvant entrer dans le circuit de la consommation, se sont repliés sur le circuit du crédit et de la production.

Nous les retrouvons sur le tableau des émissions (1) où ils s'en vont financer les entreprises privées.

Habitations	5,1
Eau, gaz, électricité	1,5
Autres industries	6,9
Commerce, agriculture, artisanat .	1,5
	15,0

Si bien qu'en fin de compte, sur 73 milliards ajoutés en cinq ans par la reprise aux revenus privés, 3.8 seulement sont venus grossir la consommation : somme infime, dont il ne faut pas s'étonner ; puisque tout l'effort du gouvernement tendait à empêcher les revenus nouveaux d'entrer dans le circuit de la consommation.

Cela, il ne l'a pas fait de gaieté de cœur, et pour accroître ses armements, comme on l'a si souvent cru en France. On le voit bien puisque, dans cette période, sur les 18 milliards disponibles, 15 ont été absorbés par les **entreprises civiles les plus pacifiques.**

Pendant cette période (1933-38) tout ce que l'Allemagne a pu produire de consommable a été mis à la disposition du peuple allemand. Ce ne sont pas les arme-

(1) Voir Annexe II

ments qui ont été la cause du rationnement ; c'est l'insuffisante production de l'espace vital national allemand.

Cela seul suffit à faire comprendre l'importance qu'a prise, dès cette époque, dans l'opinion allemande et dans les préoccupations de son gouvernement l'idée de l'unité économique du Continent européen.

En somme, si l'on considère l'ensemble du redressement de l'Allemagne pendant ces cinq années, qui ont changé la face du monde, on voit qu'il a été financé par trois moyens :

l'accroissement des dépôts
» des impôts
» des emprunts.

Si les deux derniers ont produit des excédents considérables, c'est parce que le premier a pris un développement prodigieux.

Il a été dû lui-même à deux raisons :

a) On a beaucoup travaillé pendant ces cinq années ; 6 millions de chômeurs sont rentrés à l'atelier, à l'usine ou au bureau et tous les ouvriers ont travaillé une heure de plus par jour en moyenne. Ce qui représente, pour l'ensemble de la population active, un bon nombre de milliards d'heures de travail, donc de production complémentaire.

Tous ces hommes — et ces femmes — ont travaillé dans **leur métier, à pleins salaires,** et ont donné par conséquent leur maximum de rendement. De ce fait, ils ont accru non seulement leur propre salaire, mais aussi les bénéfices (et les réserves) des entreprises.

Et cela explique les Rm. 73 milliards environ qui ont

été ajoutés en cinq ans au revenu global du peuple allemand.

b) Mais si le marché des produits vitaux n'avait pas été rationné, la plus grande partie de cet énorme bonus aurait été employée à leur achat. Et comme la production du sol allemand était insuffisante, la hausse des prix aurait sévi, comme partout ailleurs : la classe aisée aurait vécu dans l'abondance, tandis que les masses seraient tombées dans la misère (comme au temps du Chancelier Bruning).

Seul un rationnement sévère, et strictement égal pour tous, pouvait rendre ce régime supportable et fécond. Seule, la suppression du **marché noir,** en détournant de la consommation les gains supplémentaires créés par la reprise, a pu laisser se former cette masse énorme de capitaux dans laquelle l'Etat pouvait constamment puiser par l'impôt ou par l'emprunt.

Dès lors, pour financer les énormes travaux (civils ou militaires) entrepris par le Reich, il n'était plus besoin d'avoir recours aux ressources accumulées par les fortunes acquises (lesquelles d'ailleurs n'existaient plus).

Il suffisait de puiser dans cette masse de capitaux **neufs au fur et à mesure de leur formation,** ainsi le travail **arriverait à se financer lui-même.** Mais, comme ces capitaux en dépôt dans les banques provenaient pour la plupart de la vente de demi-produits et que seul le **produit fini** est payé par l'acheteur définitif (sur ses gains si c'est un consommateur ou sur le produit des impôts et emprunts si c'est l'Etat), il y avait à faire une **anticipation** dangereuse. Les banques étaient habituées

à la faire jouer pour le commerce de détail, parce qu'il s'agissait obligatoirement de produits finis, et pour un temps très court. Il fallait maintenant l'appliquer à l'industrie, dont le processus de fabrication s'étend le plus souvent sur une ou plusieurs années.

Il fallait **allonger le terme** : mais alors on risquait de financer des fabrications à long terme avec des capitaux à court terme. Opération dangereuse dont l'Amérique, la première, avait fait l'expérience et dont l'Allemagne avait été la triste victime.

C'est alors que la Traite de Travail avec ses freins et ses contrôles, a permis de résoudre le problème.

Cette innovation sera dans l'histoire de la technique bancaire quelque chose comme la découverte du courant d'induction ou des ondes hertziennes.

Depuis ce moment, on peut dire que l'économie est entrée dans une ère nouvelle. Plus précisément, nous devons modifier profondément la notion que nous nous faisions du **Capital** et de son rôle dans la production et dans la structure sociale tout entière.

Pendant vingt siècles de civilisation agricole, le Capital a été essentiellement un bien de production **matériel indivisible** (terre, ferme, maison de rapport, bétail ou charrue).

L'épargne se présentait aussi sous la forme matérielle mais divisible selon les lois de l'arithmétique, d'un certain poids d'or et d'argent.

Le crédit consistait dans le prêt de la chose matérielle et divisible (monnaie), l'objet matériel et indivisible servant de gage.

L'opération se faisait toujours entre personnes nommément désignées dans un acte publié et tout l'effort du droit romain s'appliquait à lier les personnes en même temps que les biens. Le but de l'opération était d'accroître les revenus du prêteur par prélèvement sur le travail du débiteur, car l'ambition de tout capitaliste était d'accumuler assez de capitaux pour « **vivre de ses revenus** », c'est-à-dire du travail des autres. Ainsi naquit l'antagonisme séculaire du Capital et du Travail.

Depuis l'ère de la machine, insensiblement la matière du capital s'est transformée. Par la création de la Société Anonyme et du titre au porteur, sa responsabilité s'est trouvée limitée à la somme souscrite. Le capital n'est plus qu'un droit à une part des bénéfices d'une entreprise, il passe de mains en mains comme une monnaie. La monnaie elle-même est devenue un « bon » de métal et finalement une simple créance.

Ainsi le capital s'est **dépersonnalisé.**

En même temps, il s'est **dématérialisé.** Il n'est plus qu'un droit à une part des bénéfices sans intervention dans la gestion. La monnaie elle-même devient d'abord un simple **bon** de métal (billet) et finalement une simple **créance** sur le portefeuille d'une banque d'émission.

Enfin il s'est **démocratisé.** Les caisses d'épargne, les compagnies d'assurances, les réserves des sociétés, concentrent dans leurs caisses une épargne collective, fruit du travail des petites gens, qui n'y voient qu'un appoint à leur salaire et une sécurité pour leurs vieux jours. Leurs épargnes ont fini par dépasser en volume le Capital fourni par lente accumulation des profits et les

plus grosses entreprises sont financées par les économies des petites gens, qui n'en connaissent souvent même pas l'emploi.

Ainsi, en moins d'un siècle, une transformation profonde s'est opérée non seulement dans les fonctions, mais dans la nature même du capital. Autrefois, il était une **chose,** maintenant il est une **force ;** il était statique, il est devenu dynamique.

Imaginez une chute d'eau, en travers de laquelle un particulier avait installé un moulin. Les fermiers du voisinage venaient y faire moudre leur blé et versaient au meunier le revenu dû à son capital et à son travail. Si le meunier faisait faillite ou si une inondation emportait sa roue à eau, les fermiers en étaient quittes pour porter leurs sacs à un autre moulin. La gêne était petite et la communauté n'avait pas à intervenir.

Aujourd'hui, la roue à eau a été remplacée par une turbine ; des dynamos transforment la chute d'eau en courant à haute tension, que des câbles, relayés par des transformateurs, transportent dans les villes lointaines où il donne la lumière à des millions d'hommes, de l'énergie à des centaines d'usines, à d'innombrables tramways, etc.

Il y a la même différence entre le capital statique d'autrefois et le capital dynamique d'aujourd'hui qu'entre la roue à eau et le courant électrique.

Une rupture de câbles ou une simple erreur de voltage peut plonger des millions d'hommes dans l'obscurité et paralyser les entreprises. Aussi la turbine n'est-elle pas libre, comme l'était autrefois le moulin à eau. De même

que la Société d'électricité est soumise au contrôle et règlements de nombreuses administrations, de même le Capital, devenu pareil au courant qui fait mouvoir l'économie d'un pays, doit être contrôlé et sa gestion considérée comme un service public.

Mais dans la plupart des pays il n'en est rien encore.

Par une curieuse fiction électorale, les administrateurs, qui ne possédaient qu'une part infime du Capital, sont investis de tous les pouvoirs que les capitalistes-électeurs n'exercent plus ; véritables Maires du Palais de ce Souverain ignorant et lointain, ils gèrent à leur guise les capitaux qu'on leur a confiés et, se substituant aux maîtres d'autrefois, ils tirent jouissance et puissance de richesses qu'ils n'ont pas créées et de capitaux qu'ils ne possèdent pas.

Le nouveau Reich, en prenant la gestion des portefeuilles d'assurances et de réserves de sociétés afin de mettre les capitaux de l'épargne collective à la disposition de la nation, n'a fait que remplir sa fonction naturelle de gérant de la communauté allemande.

Sans nationaliser « ou socialiser » aucun capital, sans spolier aucun actionnaire ou obligataire, il a simplement supprimé le privilège que s'étaient appropriés quelques groupes de financiers irresponsables en vertu d'une délégation fictive et d'un principe électoral aujourd'hui périmé.

Cet acte révolutionnaire était si naturel et si justifié que les masses socialistes elles-mêmes n'en n'ont pas encore vu l'importance.

Mais les hommes des trusts ne s'y sont pas trompés. Bien décidés à ne pas renoncer à ce privilège financier dont ils tirent jouissance et puissance, appuyés sur toutes les forces que leur donne la libre disposition des capitaux du public, ils ont fait appel à tous les dirigeants du monde, qui, au nom de quelque principe que ce soit, exercent le même privilège.

Ensemble ils ont résolu d'abattre le nouveau régime qui, s'il triomphait même en un seul pays, leur ôterait partout leur puissance.

De ce point de vue, la guerre actuelle prend un sens et une portée singuliers.

CHAPITRE XIX

DEUX GUERRES REVOLUTIONNAIRES

Une crise sanglante, qui peut être mortelle pour notre civilisation, secoue le monde entier.

Nous en avons suivi le développement, non pas en malade qui, dans la souffrance et la fièvre, gémit sur son lit de douleur et s'irrite contre le coup imprévu qui l'a terrassé, mais en médecin qui, de sang-froid, armé de son stétoscope, cherche à découvrir les causes profondes du mal qu'il veut guérir.

Nous pouvons maintenant tenter un diagnostic, et essayer de prévoir l'évolution de la maladie.

En un quart de siècle, notre génération a vu deux guerres mondiales. Dans la première, l'ancien Reich se proposait de conquérir « sa place au soleil ». Il voulait s'assurer, comme les autres, des zones de débouchés, des « chasses gardées » réservées à son industrie en

plein développement. Ses concurrents, déjà trop à l'étroit, voulaient l'en empêcher. Ce fut une guerre impérialiste, comme tant d'autres.

Vaincu, il ne lui restait que la ruine et la défaite, avec un lointain espoir de revanche, qui n'intéressait que lui.

La seconde est tout autre chose. Précipitée en plein essor de redressement, dans une crise économique dont elle n'était point responsable, la vieille Allemagne, en dix ans d'efforts s'est donné, sous la pression de la misère, une **structure nouvelle.**

Elle a donné aux mots : Travail, Salaire, Monnaie, Capital un sens et une valeur imprévus ; elle a construit sur ces données des institutions qui lui ont assuré une force et un élan, et une résistance inconnus de ses adversaires libéraux ou communistes associés. Et voici que les Anglo-Saxons eux-mêmes, en pleine bataille, sont amenés à promettre à leurs peuples des changements dans leur propre structure. Dès lors, la lutte, dont nous sommes exclus, prend un autre intérêt, et une autre portée.

Il s'agit non plus de la lutte de deux peuples ayant même régime, mais d'un combat entre deux régimes opposés. L'enjeu c'est un changement profond, non dans l'Equilibre des Puissances, mais dans la constitution et la manière de travailler de tous les hommes et de toutes les nations aux prises.

Son importance est si grande qu'elle dépasse les belligérants et peut échapper au sort des armes ; et que la victoire (toujours précaire) des canons, peut retarder sa marche sans l'arrêter.

Pour le comprendre, il faut se reporter au seul précédent que nous donne l'histoire de notre continent : la Révolution française (1789-1815).

Lorsque, le 5 mai 1789, le roi Louis XVI fit défiler devant son trône, cierge en mains, les 3 Ordres de l'Etat, il ne pensait point à déclencher une révolution. Encore moins songeait-il à déclarer la guerre à l'Europe.

Il entendait simplement obtenir de ses fidèles sujets (même privilégiés), une contribution exceptionnelle, propre à rétablir l'équilibre des finances royales, complètement épuisées.

Par malheur, celles des particuliers n'étaient guère en meilleur état. Pour les mettre en mesure d'aider le roi, les délégués de la bourgeoisie, hommes d'affaires et juristes, décrétèrent coup sur coup l'abolition des droits féodaux et des corporations, la nationalisation des biens du clergé, la limitation de l'autorité absolue du Roi. Ce n'était plus la liquidation de la faillite royale, c'était la liquidation du Régime tout entier.

Lorsque, dans la nuit fameuse du 4 août 1789, les députés de la noblesse et du clergé, renoncèrent solennellement à leurs privilèges séculaires, ils avaient conscience que l'ancien régime féodal était bien mort. Tout le monde comprenait que les gentilshommes fussent exempts d'impôts, et jouissent de toutes sortes de droits féodaux (censives, corvées, péages, etc.) au temps où ils faisaient la police des routes et des marchés, rendant la justice, et défendant au péril de leur vie la sécurité des manants qui ne se battaient pas. Mais depuis deux siècles ces fonctions étaient remplies par le roi et ses offi-

ciers ; et le plus clair du revenu des dîmes servait à entretenir le luxe des abbés commandataires, — qui n'étaient même pas ecclésiastiques.

N'empêche que, quand l'Assemblée Constituante passa des paroles aux actes, ces mêmes grands seigneurs qui avaient applaudi chez le comte d'Artois les « Noces de Figaro », s'empressèrent à défendre leurs « privilèges » et, sans hésiter, jetèrent la France dans la guerre civile et la guerre étrangère. C'est la réaction naturelle des situations acquises.

Bientôt les « privilégiés » commencèrent à protester ; de très bonne foi, ils ne pouvaient concevoir un Etat sans une noblesse d'épée pour le défendre, sans un clergé pour administrer les fondations charitables, sans des corporations pour régler les prix et les salaires et sans un souverain absolu capable de dominer tous ces intérêts contraires. Quelques actes de violence commis par la populace achevèrent de les affoler ; au lieu de la restauration des finances royales qu'ils avaient voulue, c'était la subversion de toutes les institutions divines et humaines qu'ils apercevaient.

Quand les « grands principes » entrent en jeu, nul homme ayant une situation acquise à défendre n'hésita à faire appel à l'étranger. Les Puissances n'avaient vu d'abord dans la crise, qui pour le moment paralysait la France, qu'une belle occasion de partager la Pologne ! Mais, à force d'entendre les plaintes des émigrés, les têtes couronnées finirent par comprendre que les actes législatifs de ces bourgeois français étaient d'un bien mauvais exemple pour leurs propres sujets. Il convenait

de donner à ces « manants » insolents une sérieuse correction : l'armée de Brunschwig marcha sur Paris.

Surprise : les savetiers parisiens culbutent à Valmy les grenadiers de Frédéric III. La foi du soldat entre dans la stratégie.

Un monde nouveau est né.

Mais il faut être un Goethe ou un Kant pour s'en apercevoir.

Les gouvernements ont, à l'usage des peuples, d'autres explications.

Alors on voit se dresser sur l'Europe le spectre épouvantable du Jacobin : fanatique ivre, dansant la carmagnole avec une tête coupée au bout d'une pique, guillottinant les prêtres et les princes, pillant les provinces pour ravitailler les villes, dressant une femme nue sur l'autel de Notre-Dame, etc.

Alors le pacifique paysan germain frémit dans la cour de sa ferme. Le mystique Slave voit dans ses rêves l'ombre de l'Antéchrist. Les victoires de Napoléon rapprochent de lui le danger imaginaire ; les réquisitions et les enrôlements lui en font sentir le poids. Bientôt, le pacifique Michel qui avait jusqu'alors l'horreur des armes, et le moujik qui ne connaissait du métier des armes que le fouet des cosaques, consentent à prendre dans les régiments de leurs maîtres la place des soldats de métier défaillants.

Deux croisades se heurtent par toute l'Europe ; des millions d'hommes s'entregorgent aux cris opposés de :

Liberté des peuples ; Mort aux Tyrans ! — Pour le Trône et pour l'Autel.

Cependant l'Angleterre, qui dès Trafalgar (1805) a gagné la maîtrise des mers, mais redoute un débarquement par le Pas de Calais, a financé de ses souverains d'or les armements des princes et la panique des peuples. Et c'est, dans toute sa simplicité aveugle, le jeu automatique du **réflexe de défense :** je reçois un coup, j'en rends deux ; on m'en envoie trois, j'en rends quatre. Mon voisin passe dans le camp opposé, mais le voisin de mon voisin entre dans le mien ; la lutte gagne de proche en proche jusqu'aux confins de l'Europe et se prolonge jusqu'à l'épuisement final.

Enfin après 8 ans de guerre civile, de troubles civils et de guerre étrangère, les armées de la République sont victorieuses, mais la France est lasse des violences des terroristes, et des intrigues des modérés.

Bonaparte, général victorieux, remplace la Liberté par la Dictature, interdit les réunions, ferme les clubs, réduit au silence les assemblées, et rappelle les émigrés. Va-t-il donc restaurer l'Ancien Régime ? Les privilégiés s'y attendent. Tout au contraire ; il légalise les mesures essentielles prises par la Révolution, et fait de l'adhésion au Code Civil, la condition de la réconciliation nationale.

Alors l'Angleterre et les Rois conjurés reprennent la lutte. Enfin, après 15 ans de victoires, qui le mènent jusqu'à Moscou, Napoléon est vaincu.

Les Rois, chefs de la Sainte Alliance, sont à Paris, maîtres incontestés de la France et de l'Europe.

Que vont-ils faire ? Evidemment rétablir l'Ancien

Régime. Les émigrés qui ont vécu 20 années de misère dans cette attente, se hâtent de le proclamer, avec l'appui tutélaire des baionnettes étrangères.

Mais alors se produit, ce qu'on pourrait appeler dans le style de M. Charles Maurras, la « divine surprise ».

Pendant les 25 ans qu'ont duré les guerres de la Révolution et de l'Empire, les bourgeois français ont acheté (en francs-papier) les terres des nobles et du clergé ; ils sont devenus très légalement de riches propriétaires fonciers ; les paysans ont cultivé ces terres, et n'ayant plus à payer de dime et de droits seigneuriaux ont conquis une aisance qu'ils n'avaient jamais connue. Dans les villes et les villages, quiconque avait un peu d'initiative s'est établi artisan, commerçant, voire fabricant, sans autre autorisation que celle de son habileté et son travail. Tout ce petit monde, malgré la guerre, les enrôlements et les contributions s'est enrichi et n'entend point restituer aux anciens maitres ces terres et ces droits dont ils ne tiraient de la richesse qu'en appauvrissant le peuple.

A leur appel, l'aigle napoléonien, qui guettait à l'Ile d'Elbe, vole de clocher en clocher, et 200.000 Français se retrouvent de nouveau en armes dans la plaine de Waterloo face aux rois conjurés.

Napoléon est vaincu pour la seconde fois ; mais la leçon a été comprise : Un roi intelligent, Louis XVIII, ne rougit pas d'accepter l'héritage de la Révolution qui avait guillotiné son frère et d'en confier la gestion à un authentique régicide.

Alors, en quelques années le spectre « Jacobin » dont l'image déformée avait si longtemps effrayé l'Europe, s'évanouit.

Sous le sceptre des rois Bourbon ou Orléans, la bourgeoisie européenne n'aperçoit plus en France que des millions d'hommes qui travaillent, produisent, épargnent et s'enrichissent avec d'autant plus d'allégresse qu'aucun privilège féodal, qu'aucune entrave corporative ne peut briser leur élan, tout cela dans le cadre d'une administration probe unanimement respectée.

Insensiblement l'Europe se met à envier ceux qu'elle a vaincus. Dans tous les royaumes, la bourgeoisie libérale demande aux têtes couronnées qu'elle a sauvées de lui accorder en guise de récompense les libertés dont jouissent les Français.

De 1830 à 1850, tout ce qui a de l'avenir dans l'esprit regarde vers Paris, et les pavés ne peuvent remuer sur les bords de la Seine, sans que des barricades surgissent à Francfort, Dresde ou Berlin, à Bruxelles, Vienne ou Budapest, et sans que des mouvements « nationaux » éclatent en Pologne, dans les Carpathes, en Italie, ou même en Espagne.

Partout, après des résistances généralement courtes, les Monarques cèdent. En 25 ans (1830-1855) l'Europe entière — Angleterre en tête — adopte les institutions libérales, établies en France par la Révolution Française.

Et depuis lors elle n'a cessé de se féliciter d'avoir liquidé partout l'ancien Régime seigneurial pour la défense duquel elle avait combattu la France pendant 25 ans.

Un siècle passe, rempli de guerres nationales puis impérialistes, et la deuxième révolution européenne apparaît.

En janvier 1933, après dix ans d'efforts acharnés, Adolf Hitler a conquis le pouvoir en Allemagne.

Il ne songe point d'abord à déclarer la guerre à l'Europe ! Le traité de Versailles ne lui a laissé qu'une petite armée de 100.000 hommes, sans artillerie lourde, ni chars, ni forteresses ; et pour toute flotte de haute mer deux « cuirassés de poche ». Quelle que puisse être l'importance de ses réserves occultes d'hommes entraînés, d'armes et de munitions, il ne peut songer à se mesurer avec l'armée française ni avec la flotte anglaise.

Sans doute, par protestation contre le désarmement unilatéral de Versailles, il a proclamé le droit de l'Allemagne à l'égalité des armes, mais comme ses possibilités sont fort restreintes, il en propose tout de suite la limitation.

L'année même de son avènement, il signe avec l'Angleterre (M. Eden) un traité de limitation des armements navals ; puis, par l'intermédiaire de M. Eden, il propose à la France un traité semblable pour la limitation des armements terrestres.(1)

En fait, s'il pense toujours à libérer l'Allemagne des chaînes de Versailles, il a d'autres préoccupations plus urgentes.

a) Il lui faut nourrir 64 millions d'hommes sur un territoire dont la production agricole est insuffisante, et sans avoir la possibilité d'acheter à l'étranger, faute d'argent. En pleine paix, il décide le rationnement et

---

(1) Le dossier complet de ces deux négociations a été publié en France par la revue **L'Europe Nouvelle**, 1933.

la taxation des prix, sachant bien que l'égalité dans les privations est le seul moyen de les rendre supportables.

b) Pour éviter la course désordonnée entre les prix et les salaires, il lui faut donner au nouveau Reich, une monnaie stable. mais comme il n'y a plus d'or dans les caves de la Reichsbank, cette monnaie devra être stable, sans couverture métallique. Chimère ! ricanent les économistes classiques.

c) Il lui faut remettre au travail 6 millions de chômeurs. Pour cela, il faut entreprendre de vastes travaux d'équipement.

Pour les financer il faut des capitaux, et le Reich n'en a plus. Qu'à cela ne tienne ! C'est le travail qui crée les capitaux.

Au lieu de construire l'avenir avec les réserves du passé, un nouveau système bancaire permettra de couvrir les risques par anticipation sur les travaux en cours.

Folie ! crie l'économie classique, château de cartes qui va s'écrouler au premier choc !

Au bout de quatre ans, tous les chômeurs ont été résorbés, des milliards de Rm. de travaux civils et surtout militaires ont été exécutés ; et les prix intérieurs sont restés stables. Le redressement de l'Allemagne s'accomplit.

d) Pour ces travaux, il est des matières premières indispensables que le Reich, — même agrandi par les diverses « désannexions » — ne peut pas produire. L'autarcie allemande se révèle impossible.

Il faut que le Reich reprenne les échanges avec l'étranger. Mais comment le fera-t-il, s'il n'a point d'or pour

régler le solde de sa balance des comptes avec les pays étrangers ?

Après beaucoup de tâtonnements et d'erreurs, le nouveau Reich organise un système de troc compliqué, prêtant à bien des mécomptes. Mais, comme presque tous les voisins de l'Allemagne et même certains pays d'outre-mer sont aussi dépourvus d'or, et acculés aux mêmes difficultés, ils acceptent faute de mieux, ce système d'échanges ; et voici que rapidement, le commerce extérieur de l'Allemagne que l'on avait cru ruiné, reprend un essor inattendu.

En 1937, le Reich arrive au 3ᵉ rang dans le palmarès du commerce extérieur rédigé par la S. D. N., loin derrière l'Angleterre (mais presque sur le même rang que les Etats-Unis, et bien avant la France).

Ces sortes de réussites, purement matérielles, ont l'avantage de toucher directement les besoins vitaux de la population. Elles sont senties personnellement par chacun, et ne prêtent pas à la controverse : l'ancien chômeur qui a retrouvé sa place à l'usine reçoit un salaire élevé, jouit de tous les avantages des assurances sociales, et se sait protégé contre tout renvoi arbitraire, retrouve dans les yeux des siens la confiance et la sécurité ; les usines qui travaillent à plein, s'agrandissent, et distribuent des dividendes à leurs actionnaires ; les revenus du capital augmentent en même temps que ceux du travail, le commerce se ranime ; les restrictions à la consommation favorisent l'épargne. L'Etat perçoit sur toutes les transactions les impôts ordinaires, il augmente ses revenus et peut à nouveau emprunter.

De proche en proche toutes les classes se redressent. Comment bouder un chef qui en si peu de temps, a opéré un pareil redressement ?

Celui-ci en profite pour éliminer les partis avec lesquels il avait dû composer. Il unifie et centralise l'Administration, se fait reconnaître chef de la Reichswehr, à qui il rend la conscription.

Alors, profondément convaincu de la faiblesse économique et morale des démocraties, il ose « désannexer » la Sarre, l'Autriche, les Sudètes, en même temps qu'il apprend aux trusts allemands à se plier à la discipline du Plan de 4 ans.

L'Allemagne, heureuse de se sentir à nouveau revivre, lui accorde tout ce qu'il demande. Adolf Hitler en 1933, n'était que le Fuhrer des Nazis ; en 1937 il est vraiment le Fuhrer du peuple allemand. La foi de Valmy cette fois est derrière lui et le soutient.

Cependant les autres Puissances considèrent ce rajeunissement de l'Allemagne avec une stupeur inquiète.

Si la Raison gouvernait les affaires humaines, les chefs d'Etat auraient convoqué immédiatement une nouvelle Conférence de Londres : on y aurait examiné les méthodes nouvelles et leurs résultats, cherché dans quelle mesure chaque nation pourrait les adapter à ses besoins, et voir si elles ne pourraient donner à la crise mondiale une solution d'ensemble. Mais la Raison, a dit Anatole France est une pauvre petite faculté qui ne sert qu'à quelques philosophes et érudits sans influence sur les gouvernements, ni sur les masses. En France, le redressement inattendu de l'Allemagne apparaît tout de suite

aux nationalistes comme une menace d'hégémonie; et comment les masses socialistes auraient-elles attendu quelque progrès social d'un parti qui se posait en adversaire de la démocratie ? Regrouper autour de la France, ployant sous le poids d'une armure disproportionnée, tous les anciens alliés de la guerre mondiale, apparaît à l'opinion française tout entière l'unique moyen d'assurer une sécurité qu'elle n'était plus de taille à défendre seule.

Cependant à Londres et à New-York, les chefs des trusts et des banques, qui gouvernent les démocraties occidentales par personnes interposées, commencent à s'inquiéter. Ils ont d'abord considéré avec dédain cette bande d'aventuriers, sans tradition ni expérience bancaire, qui prétendent soustraire leur pays à la tutelle de l'or. Mais quand ils ont vu ces hommes donner à l'Allemagne une monnaie stable sans encaisse-or, remettre toutes les usines au travail sans emprunts étrangers, et quand enfin ils retrouvent le concurrent allemand sur tous les marchés internationaux, à son ancienne place, alors une inquiétude qui confine à la colère s'est réveillée dans leur cœur, contre ce rival que l'on croyait éliminé et qui, tout à coup, reparaît avec des armes nouvelles.

Ces hommes ne sont pas seulement des techniciens, habiles à manier les mécanismes délicats de la finance, de la production et des échanges ; des experts désintéressés tout prêts à s'incliner devant une technique nouvelle, ou une expérience qui a réussi : Ce sont des **hommes d'affaires** ; et s'ils ont accepté les soucis et les risques qu'implique la direction des grandes entreprises, c'est pour obtenir en compensation la richesse avec les jouissances et la puissance qu'elle procure.

Jamais on ne leur a dit qu'ils devaient gérer leurs entreprises dans le sens de l'intérêt commun ; le seul mandat qu'ils aient reçu, dans le cas très général où ils travaillent avec l'argent d'autrui, c'est d'enrichir leurs actionnaires en même temps qu'eux-mêmes.

D'ailleurs la concurrence, qui est le principe et le fondement même de l'économie libérale, veut que l'homme qui s'enrichit est celui qui livre au consommateur le meilleur produit, en plus grande quantité, et au prix le plus bas ; ainsi d'après eux, le profit individuel est nécessairement d'accord avec l'intérêt général ; et la richesse de chacun donne la mesure exacte du service rendu au public.

Sans doute, avec le système des trusts, cartels et autres appareils issus du protectionnisme, il peut arriver qu'un homme s'enrichisse en vendant plus cher un produit moins bon et artificiellement raréfié. Mais cela regarde les législateurs, représentants du peuple et fonctionnaires spécialement désignés pour contenir les initiatives privées dans le cadre de l'intérêt général, et payés pour cela. Et l'homme d'affaires sait s'arranger au besoin pour qu'ils n'y regardent pas de trop près.

Depuis plus d'un siècle, il en est ainsi dans tous les pays du monde, où a pénétré l'énergie mécanique, et l'on ne peut contester que, dans l'ensemble, ce système ait donné (à la race blanche tout au moins) un surcroît d'aisance et de bien-être que les générations précédentes n'avaient pas connu.

Ainsi les privilèges des trusts, et des banques, consa-

crés par le temps, apparaissaient comme conformes à la nature des choses, tout comme ceux des nobles et du clergé de l'Ancien Régime.

Toute nouveauté qui prétend à les remplacer, n'est pas seulement une menace pour les situations acquises, elle tend à ruiner l'ordre naturel de la Société.

Tant que l'expérience tentée par l'Allemagne apparaît comme une entreprise désespérée, une aventureuse utopie, on a fermé les yeux. Maintenant qu'on la voit ramener le Reich au rang des grandes Puissances, elle apparaît comme un dangereux exemple capable de séduire les peuples, épuisés par une crise économique que les trusts ne parviennent pas à résoudre.

Il faut au plus vite faire cesser ce scandale. Il faut mettre fin à l'expérience avant qu'elle ne soit achevée.

Précisément les « désannexions » réalisées coup sur coup, de la Sarre et de l'Autriche, inquiètent les nations voisines. La France, malgré ses 40 millions d'habitants, ne se résigne pas à n'être qu'une puissance de second ordre, cherche à regrouper autour d'elle la coalition des anciens alliés balkaniques (et même russes) qui, en 1918, l'ont sauvée du désastre. Elle seule peut donner aux trusts anglais l'armée de terre capable de tenir en échec la nouvelle armée du Reich. Une patiente pénétration bancaire permet de transformer « l'Entente Cordiale » en une alliance formelle.

Mais pour que les masses qui font la guerre avec leur sang, puissent supporter les sacrifices nécessaires, il faut qu'elles aient aussi quelque chose à défendre.

Par chance, les nazis, pour rallier toutes les énergies

allemandes autour du grand Reich, ont mis au centre de leur propagande le mythe de la Race. De ce fait, ils sont entrés en conflit à la fois avec l'idéologie chrétienne, qui admet tous les hommes comme « fils du Père », et avec l'idéologie de la Révolution qui a proclamé (en principe) l'égalité des droits pour tous les hommes.

Dès lors, le **Nazi** apparaît, comme jadis le **Jacobin,** comme le contempteur de toutes les lois divines et humaines. Pour les petites gens qui n'ont point de « situation acquise » à défendre, la guerre apparaîtra comme une lutte de principes. Le drame est noué. Ce seront maintenant les masses démocratiques qui défendront les privilèges des Trusts et des Banques au nom de l'égalité de tous les hommes, et de la « dignité de la personne humaine ».

Mais il faut faire vite. Car à mesure que la crise se prolonge, des peuples de plus en plus nombreux perdent la foi en l'économie libérale. Un succès durable de l'économie nouvelle pourrait renverser l'édifice de mensonges si ingénieusement construit.

Il faut en finir avec l'expérience allemande avant qu'elle soit achevée. La guerre devient nécessaire.

L'affaire des Sudètes apparaît d'abord comme un bon prétexte. Au moment décisif, on s'aperçoit que les états-majors ne sont pas prêts.

Les accords de Munich permettent de gagner un an. Mais on ne peut plus attendre, car les masses manquent d'enthousiasme. Faute de mieux, Dantzig et la Pologne peuvent encore servir de prétexte.

Le 3 septembre 1939, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne. La France, quelques heures après.

Au nom d'idéologies confuses, mais sous la poussée d'intérêts très précis, deux régimes sont aux prises :

L'Ancien : l'économie libérale, impuissante à résoudre la crise mondiale qu'elle a suscitée ;

Le Nouveau : l'économie nationale-socialiste, qui a réussi à s'en délivrer en supprimant les privilèges bancaires qui l'ont causée.

Désormais, c'est la guerre révolutionnaire de 1792 qui recommence, et va s'étendre au monde entier.

La percée du front des Ardennes a été le Valmy de la révolution européenne. Désormais une économie nouvelle est partie à la conquête du Vieux Continent.

Même un Waterloo ne l'arrêterait pas !

Perspectives

QUAND LE DORMEUR S'EVEILLERA

La France est pareille à un grand blessé que l'on vient d'amputer. D'abord, sous l'influence apaisante du chloroforme, il croit se promener dans des jardins merveilleux, aux sons de musiques légères ; il ne sent rien de l'opération.

Puis, insensiblement, les illusions optimistes se dissipent ; et à mesure que l'organisme élimine les poisons du narcotique, les malaises, les nausées s'éveillent, avec le dégoût de soi-même et de tous, et une sourde irritation contre les auteurs présumés du mal et ceux-là mêmes qui le soignent.

Enfin le malade ouvre les yeux, il cherche avec angoisse à comprendre exactement sa situation et à mesurer ses chances de rétablissement.

Aidons-le à faire de sang-froid cet examen pénible et nécessaire.

La guerre finie, deux problèmes urgents s'imposeront tout de suite à son attention.

1) Donner du travail aux prisonniers libérés qui viendront reprendre leurs places à la ferme, à l'atelier ou au bureau, au moment où les usines d'armements qui travaillent encore chez nous pour l'occupant, obligées de fermer leurs portes, seront contraintes de jeter encore une fois à la rue des milliers de chômeurs.

2) En même temps, à toute la population épuisée par un rationnement sévère, il faudra donner au plus vite en quantités suffisantes, les vivres nécessaires à son rétablissement et les matières premières indispensables à son travail.

Sans doute, dans la période d'euphorie où elle est encore, l'opinion pense aux stocks énormes de blé, de coton, de laine, de café, de pétrole, de cuivre, etc., accumulés dans les pays d'outremer où ils attendent des acheteurs.

Mais elle ne pense pas aux 20 millions de tonnes de navires marchands (1/3 de la flotte commerciale du monde) qui reposent actuellement dans les « cimetières marins », aux demandes de transport qui afflueront de toutes parts, à la hausse inévitable des frets.

Et puis, ces denrées et matières premières dont l'Europe a tant besoin, il faudra les payer. Par l'effet de l'inflation commençante, le prix du blé à Chicago, celui du coton à New-York, ont plus que doublé (en **dollars**).

En France, l'Etat, pour couvrir ses déficits, émet en moyenne 5 milliards de billets par mois ; à ce compte,

la guerre finie, combien faudra-t-il de francs pour acheter un dollar ?

Sans doute notre malade (je veux dire la France) n'en est pas troublée. Elle pense aux 22 milliards en dépôt dans les caves du Trésor à Washington et s'imagine, que dans l'intérêt même de son commerce, l'Oncle Sam nous prêtera ses excédents de métal pour rétablir l'économie mondiale.

Hélas, l'expérience a déjà été faite, nous l'avons vu, après la première guerre mondiale. Elle a laissé de mauvais souvenirs aux débiteurs aussi bien qu'aux créanciers. A peine la prospérité générale paraissait-elle rétablie qu'un krach financier sans précédent détruisait tous les bénéfices de l'opération. Puis le retrait des capitaux américains à court terme provoquait, coup sur coup, la chute de l'Autriche et de l'Allemagne, puis de l'Angleterre et finalement de l'Amérique elle-même, entraînant la fermeture de toutes les banques et la dévaluation du dollar.

Depuis lors, l'Oncle Sam s'est bien promis de ne plus recommencer. S'il a repris, **pendant** la guerre actuelle son rôle de fournisseur d'armes, la politique de **prêts sur gages** (lend and lease) ne lui a guère donné de capitaux liquides.

Inévitablement, l'énormité de sa dette intérieure l'entraîne vers une nouvelle dévaluation du dollar. En attendant, et malgré l'or enfoui dans les caves, c'est dans toute l'Union la course des salaires et des prix avec son cortège habituel de grèves et de troubles sociaux.

De tous les pays où survit encore l'économie libérale,

c'est aux Etats-Unis que ces troubles ont pris le plus grand développement. C'est par l'Amérique qu'a commencé la maladie qui est en train de ruiner le monde. C'est l'Amérique d'abord qu'elle emportera.

Alors le Dormeur, enfin réveillé, comprendra qu'il ne peut désormais compter que sur lui-même et, par la force des choses, il se décidera enfin à ce « **Retour à l'Europe** » que je prévoyais et conseillais déjà il y a dix ans (1).

Du point de vue économique, notre vieux continent se divise en deux régions complémentaires : les pays de l'Est principalement agricoles qui ont des excédents de denrées et de matières premières et manquent de produits fabriqués. Les pays de l'Occident à grand développement industriel, qui ont de gros excédents de produits fabriqués et manquent de denrées et de matières premières. Pour les denrées il faudrait peu d'efforts pour que leurs excédents et leurs déficits se compensent. Et pour les matières premières, les fabrications d' « ersatz » sont en voie de combler les vides.

Une seule chose manque pour établir l'équilibre économique du continent : un système de transports vraiment moderne.

Sait-on qu'un quintal de blé hongrois vendu à Zürich coûte plus cher qu'un quintal de blé canadien, de même qualité, venu du fond du Manitoba ? et que la Grèce trouve plus avantageux de faire venir son blé d'Argentine au Pirée, que de la Bulgarie sa voisine ?

---

(1) Voir Francis DELAISI : **Les Deux Europes**, Payot, Paris. Ce livre parut en juin 1929, **quatre mois exactement avant le krach américain.**

Ainsi l'a voulu la politique anglaise qui, en « balkanisant » l'Europe, a systématiquement entravé son développement, tandis qu'elle ne cessait de perfectionner les routes de la mer, contrôlées par ses trusts.

Donnez à l'Europe de l'Est un réseau de canaux avec des péniches à moteur pour les marchandises lourdes et encombrantes ; ajoutez-y un réseau de routes **dures** pénétrant jusqu'aux villages les plus éloignés des voies ferrées et sur ces routes, reliées aux autostrades de l'Europe occidentale, lancez une armée de camions et d'autos transportant, sans rompre charge et sans manipulations coûteuses, les marchandises d'une région à l'autre. Alors dans nos pays de l'Ouest, les blés danubiens, les maïs serbes, les poulets hongrois arriveront à bon compte sur nos marchés ; les pétroles roumains, les peaux brutes du Balkan, le cuivre yougoslave, les charbons polonais afflueront vers nos usines ; et en retour les camions transporteront tissus, chaussures, outils, ustensiles de toutes sortes vers les villages carpathes, donnant à nos usines de transformation une clientèle de 60 millions de paysans de notre race, d'un pouvoir d'achat bien supérieur à tous les arabes et tous les nègres de notre Empire.

Nos industries d'équipement, encore développées par la guerre, ont tout ce qu'il faut pour construire cet appareil de transport entre les deux zones. Bien pourvues de matières premières, elles pourront réembaucher tous leurs chômeurs.

Le travail des uns facilitera le ravitaillement des autres. Les deux problèmes sont complémentaires, ils peuvent se résoudre l'un par l'autre.

Alors, à mesure que le pain blanc reviendra sur nos tables et que l'ouvrier ayant travaillé à plein salaire toute la semaine, de son métier, rapportera sa paye à la maison, la bonne humeur et la confiance reparaîtront dans les foyers ; les rancunes se dissiperont comme un cauchemar et le Dormeur, enfin délivré de ses rêves malsains, pourra reprendre espoir en son destin.

Chute de l'économie libérale.

D'abord il constatera que le régime « libéral » auquel il était habitué, s'est partout effondré.

Fondé sur le principe du profit illimité, sans guide ni frein, il avait connu, dès l'origine, des crises périodiques de surproduction résultant de déséquilibres locaux entre l'offre et la demande. A mesure que le machinisme se développait, elles sont devenues de plus en plus fréquentes et étendues.

Pour en atténuer les effets, les Etats se sont appliqués à conquérir pour leurs industries des colonies, protectorats, zones d'influence et autres « chasses gardées », qui les ont entraînés à des guerres de plus en plus violentes et de plus en plus étendues. La dernière est devenue mondiale et a ébranlé le système tout entier.

Alors les financiers du pays le plus riche du monde se sont faits forts de rétablir partout la prospérité. Mais, fidèles aux principes de l'économie « libérale », ils n'ont pu ni empêcher les banquiers de créer des capitaux fictifs, ni maîtriser les masses saoulées de spéculation.

Ils ont déchaîné une nouvelle crise qui, partie de chez eux, s'est étendue au monde entier. En vain, les représentants de 64 nations se réunissent à Londres (1933) pour rétablir l'unité monétaire universelle. Dominés, eux aussi, par leurs « égoïsmes nationaux », ils n'y parviennent pas et l'étalon-or, base du système, lentement se désagrège. Ce que voyant, le pays le plus atteint par la crise, arrivé au dernier degré de la misère, décide de se sauver lui-même par ses propres moyens. Délibérément, il prend le **contre-pied** des méthodes de l'économie libérale et il réussit. En quelques années, son peuple développe une force telle, que l'effort concerté de tous les autres ne parvient pas à l'abattre.

Est-il preuve plus évidente que les méthodes « libérales » soient désormais périmées et qu'il faille en chercher de nouvelles ?

Alors, regardant avec plus d'attention, le malade s'aperçoit qu'une révolution dont on lui a soigneusement caché le sens et la portée, s'est accomplie tout près de lui.

Les mots Capital, Epargne, Travail, Gouvernement, Crédit, ont changé de sens.

Capital et Epargne.

Pendant des siècles le rêve de tout homme qui s'enrichit a été de se soustraire, lui et ses enfants, à la dure loi du travail. Par le jeu des dots et des héritages, il s'est efforcé d'accumuler assez de revenus pour acquérir les

« moyens de production et d'échange » et obliger les autres à travailler à sa place.

Mais peu d'hommes peuvent y parvenir.

Alors, à côté du Capital issu des grosses fortunes, apparaît l'**Epargne,** très différente dans sa méthode et dans son objet.

Une foule de petites gens l'obtiennent par prélèvement quotidien sur le produit de leur travail, en vue d'assurer l'aisance de leurs vieux jours et de donner à leurs enfants un métier qui leur permette d'en faire autant.

Or il est arrivé que par le développement des sociétés anonymes et des valeurs mobilières, les épargnes des classes moyennes ont fini par dépasser en volume l'importance des grosses fortunes.

Mais ces petites gens, voués au travail, sont bien trop occupés à grossir leurs économies pour assumer leur gestion. Ils « délèguent leurs pouvoirs » à des conseils d'administration qui, sous le couvert d'élections fictives, se recrutent eux-mêmes par cooptation et administrent sans responsabilité la fortune des autres. Insensiblement s'est accomplie sans lutte la séparation de la Propriété et de la Gestion.

Le Capital d'accaparement en a profité pour s'emparer de la direction de l'Epargne de Prévoyance. Ainsi s'est constituée l'**oligarchie financière** dont nous avons vu la puissance et les erreurs.

Mais son pouvoir repose tout entier sur une fiction électorale : elle agit au nom d'assemblées générales où la masse des petits actionnaires n'assiste jamais. Le nou-

veau Reich en profite à son tour pour s'emparer de la direction de ces capitaux.

Prudemment, il laisse aux épargnants la propriété de leurs titres et la jouissance de leurs revenus. Ni « nationalisation », ni expropriation, ni éviction d'une classe par une autre (à la manière bolchevique). Simplement il remplace à la direction des capitaux un gérant anonyme et irresponsable, mû par le seul souci de ses intérêts particuliers, par un autre gérant, connu de tous et responsable devant le public de l'intérêt général, l'Etat.

La substitution a paru si naturelle que les trusts allemands eux-mêmes n'ont pas osé protester et le transfert des pouvoirs s'est fait sans massacres ni révolution violente.

Le Nouveau Reich en a profité pour prendre la direction des trois Caisses où se concentrent les capitaux d'épargne, au **fur et à mesure de leur formation.**

Nous avons vu comment, par le jeu de l'escompte, basé sur les dépôts à court terme, il fournit au commerce les fonds de roulement qui lui sont indispensables.

Pour l'industrie, dont les délais de fabrication s'étendent parfois sur 2, 3 ou même 5 ans, par le canal des **Traites de Travail,** il utilise les réserves des sociétés d'assurances, constituées par les versements de primes régulièrement payées et remboursables à des termes éloignés.

Quant aux **investissements** à long terme, ils lui sont fournis principalement par les réserves des sociétés anonymes qui représentent l'épargne collective de la masse des petits actionnaires.

C'est ainsi qu'il a pu faire « démarrer » la Production. Puis, la reprise de l'activité économique en grossissant à la fois les dépôts en banque, les réserves d'assurance et celles des sociétés, a permis de continuer à un rythme toujours plus accéléré, sans recourir aux capitaux de la fortune acquise (qui d'ailleurs n'existent pour ainsi dire plus).

Par une expérience de dix années et malgré une longue guerre, le Nouveau Reich a fait la preuve aux yeux du monde étonné que ce n'est pas le capital issu du profit qui créée le Travail. Grâce à l'épargne utilisée dès sa formation, le **Travail se finance lui-même.**

L'ÉTAT

En même temps, il a changé l'idée qu'on se faisait du Gouvernement. Autrefois, l'État ne devait, à aucun prix, intervenir dans la direction des entreprises privées : il gouvernait les hommes, non les choses ; l'économie était sous le régime de la liberté absolue, tempérée par la faillite.

Sous le régime des trusts, quand une industrie faisait des pertes, elle devenait une « industrie nationale » et l'État se devait de la « protéger ». Il le faisait à l'aide de tarifs douaniers (aux frais des consommateurs) ou de subventions et primes (aux dépens des contribuables) ou en lui conquérant des colonies et autres zones d'influence (aux risques et périls des citoyens).

Pendant ce temps, la Haute Banque, maîtresse des émissions, orientait de préférence les capitaux de l'Épargne vers les grandes **entreprises d'équipement**, plus faciles à placer et plus rémunératrices. Leur développement finissait

par dépasser celui des industries de transformation, d'où ruptures périodiques d'équilibre et crises cycliques dont la gravité et l'étendue allaient croissant. Pour éviter ces dangers, le Nouveau Reich a résolu d'intervenir et d'imposer aux intérêts particuliers la discipline de l'intérêt général.

Il l'a fait par le moyen du **Plan**.

Il consiste à choisir entre tous les problèmes que pose la vie économique les tâches les plus urgentes et les plus importantes dans l'intérêt du plus grand nombre.

Ceci fait, on concentre sur les points les plus menacés toutes les ressources dont on dispose.

C'est ce que le Professeur Wagemann appelle « la stratégie économique[2] ».

On établit alors un plan connu de tous, d'une durée assez longue pour qu'on puisse obtenir des résultats durables, assez courte pour qu'on puisse l'adapter à des événements imprévus (généralement quatre ans).

Seules les entreprises qui s'y conformeront auront, par priorité, accès au marché des capitaux (émissions) et aux matières premières importées que contrôle l'État.

Au reste, le nouveau Reich n'entend point imposer aux entreprises l'autorité tatillonne d'une bureaucratie sans initiative ni compétence.

Il n'a nullement supprimé les groupements profession -

2 Voir son livre fameux : *La stratégie économique*, traduction française chez Payot, Paris.

nels, comités et cartels. Au contraire, il les développe en y faisant entrer ceux qui s'en écartaient ou en étaient exclus. Il s'efforce ainsi de combattre chez les petits patrons cet individualisme défiant auquel les a dressés un siècle et demi de concurrence.

Par ces groupements il peut connaître à la fois les besoins de chaque industrie et aussi leurs disponibilités ; il les compare et les confronte ; seul il voit l'ensemble du jeu ; il prend les décisions et comme c'est lui qui tient le robinet des émissions, les industries moyennes peuvent veillerà ce que leurs capitaux, issus de l'Epargne, ne soient pas détournés au profit des grosses entreprises. Ce n'est plus le **Capital** qui commande. Ce n'est pas non plus le **Bureaucrate.** Et comme chaque entreprise travaille avec les dépôts ou les réserves de toutes les autres, chaque groupement surveille ses confrères. Ainsi s'établit l'équilibre des intérêts économiques.

Le Travail.

Parallèlement, l'idée traditionnelle qu'on se faisait du Travail s'est modifiée.

Pendant vingt siècles, il a été tenu pour chose vile.

L'esclave et le serf étaient « taillables et corvéables à merci ». Mais le maître n'avait pas intérêt à laisser dépérir son cheptel. Non seulement il devait veiller à son entretien : nourriture, vêtements, logement, mais ses maladies, sa vieillesse même et ses frais de reproduction, étaient à la charge du domaine.

Le serf, attaché à la glèbe, ne pouvait pas être séparé

du champ d'où il tirait sa subsistance et celle des siens. Il avait ainsi ce que nous appelons aujourd'hui la sécurité de l'emploi. C'est ce qui a fait que ce régime a pu durer plus de vingt siècles.

La Révolution française, en l'affranchissant, lui a donné, comme à tous les citoyens, la libre disposition de sa personne et le droit d'entreprendre, sous le régime de la concurrence, à ses risques et périls. De ce fait, son salaire (bientôt payé partout en espèces) est devenu une marchandise comme les autres, soumise à la loi de l'offre et de la demande.

Du coup, le salaire a couvert tout juste l'entretien de la force de travail de l'ouvrier (nourriture, vêtements, logement). Pour le reste, accidents, maladies, vieillesse, charges de famille, ils ont été considérés comme la part normale du risque de l'homme libre (1).

Insensiblement les citoyens égaux se sont trouvés répartis en deux groupes, dont l'un pouvait atteindre à l'aisance et même à la fortune, dont l'autre était constamment maintenu à la lisière de la pauvreté et de la misère d'où conflits incessants, grèves, lock-out. Rapidement la lutte de classe est devenue un fait ; Karl Marx lui a donné sa formule ; le socialisme en a fait une religion C'est ce qu'on a appelé le régime du salariat. Pendant un siècle, le capitalisme a vécu sous la menace d'une révolution violente, dont le bolchevisme russe a donné le premier et le plus parfait modèle.

---

(1) Cette évolution a commencé en Europe dès le XVIme siècle, mais la Révolution française et le machinisme l'ont prodigieusement accélérée. Voir **Henri Hauser** : les **Débuts du Capitalisme**, Alcan 1927 et **Werner Sombart** : **l'Apogée du Capitalisme**, Payot 193[illegible]

A la fin, la démocratie bourgeoise a compris qu'il fallait au moins rendre au travailleur la partie du salaire que la Révolution de 89 avait amputée.

Le mécanisme de l'assurance permettait de le faire facilement et à bon compte. Les Parlements s'y sont résignés : ils l'ont fait en rechignant et en lésinant.

Le nouveau Reich a développé à fond le système des assurances sociales ; non seulement il l'a étendu à tous les travailleurs, mais il y a ajouté même les loisirs, sports, voyages, etc.

En même temps, par l'institution des tribunaux d'honneur du travail, il protégeait l'ouvrier contre tout renvoi arbitraire et lui assurait ce qui, après le pain, est le premier besoin du peuple, la sécurité de l'emploi.

Alors, le **salariat** s'est trouvé en fait aboli, la lutte de classes est devenue sans objet. L'ouvrier consciencieux, dont tous les risques de travail sont couverts et qui n'est plus tenu avec les siens, sous la menace constante de la misère, cesse de considérer le patron comme un « exploiteur ». Il s'habitue à voir en lui un « chef » responsable, devant la communauté, du bien-être de ses hommes (führerprinzip). La paix sociale est assurée.

L'étalon-travail.

Et voici que l'étalon-or a partout succombé. Même chez les peuples qui possèdent encore de grosses encaisses métalliques (les U. S. A. par exemple), par l'effet de la guerre, le coût de la vie monte et c'est partout la course des salaires après les prix avec son cortège de misères

et de troubles sociaux. Un seul pays a échappé à ce mal. On a vu comment le Reich, en établissant un rapport fixe (exprimé en monnaie) entre l'heure de travail, l'objet qu'elle produit et les objets qu'elle consomme, a stabilisé du même coup les salaires et les prix et créé la seule monnaie qui n'ait pas varié depuis dix ans.

Mais l'étalon-travail ne peut être commun qu'aux peuples de même race, ayant mêmes mœurs et mêmes besoins et par conséquent des niveaux de vie facilement ajustables.

De ce fait, les peuples européens soustraits à la concurrence des pays exotiques et ne trafiquant avec eux que sur la base du troc, peuvent, en toute tranquillité, hausser **ensemble** leurs prix de vente, à l'intérieur de leur espace vital commun, pour y incorporer toutes les charges sociales qu'ils jugeront nécessaires, sans perdre leurs débouchés.

Certes, leur niveau de vie s'en trouvera plus élevé. Mais s'il est vrai que tout progrès **social** entraîne une hausse des prix de revient, par contre, tout progrès **technique** en détermine la baisse, pourvu qu'il trouve un débouché convenable.

En Allemagne, un « **Ministre à la formation des prix de revient** » veille à ce que la compensation se fasse dans chaque branche d'industrie.

Ainsi la fixité du salaire horaire ne s'en trouve pas compromise ; elle n'empêche nullement le travailleur de profiter des progrès incessants de la technique.

C'est d'ailleurs une question de savoir si la hausse des

salaires (qui ne profite qu'à l'ouvrier) est préférable à la baisse des prix (qui profite à tout le monde) (1).

D'ailleurs, l'ouvrier peut toujours, par son habileté et son rendement, avancer dans la hiérarchie des salaires et s'il préfère entrer dans la catégorie des chefs d'entreprise, aucune barrière ne s'opposera à ce qu'il ait accès au crédit sous la discipline du Plan.

Voici donc le Travail, source de toute richesse, devenu la commune mesure des valeurs qu'il a créées.

Vue d'ensemble.

On peut imaginer que le Dormeur, quand il aura pris conscience de ces nouveautés, s'en trouvera réconforté comme quelqu'un qui regarde un jeune arbre poussé parmi des ruines.

Voudra-t-il avoir une vue d'ensemble de ce qui s'est passé ?

La machine, en prenant sur elle tout ce qu'il y a de purement physique dans l'effort humain, a remplacé le **manœuvre** par l'**ouvrier qualifié** avec son cortège obligé d'employés, ingénieurs, comptables, directeurs, etc. Ensemble, ils ont obtenu des salaires et des traitements élevés qui ont engendré l'aisance, avec son produit naturel, **l'épargne.**

Parallèlement, les banques se sont développées comme les machines. Dès le milieu du dernier siècle ont surgi

(1) Voir le livre très précis de l'Américain **Harold Moulton : Hausse des Salaires et Baisse des Prix.** Traduction française, Payot, Paris.

les banques à succursales ; elles ont drainé partout les modestes économies individuelles pour les transformer en dépôts et en titres et bientôt on s'est aperçu que les épargnes issues du travail dépassaient en volume les capitaux de la fortune acquise.

Pour la première fois, **le travail était devenu une puissance financière.**

Entretemps, les économistes ont fait une autre découverte. En France, par exemple, le total des salaires et traitements a atteint jusqu'à 47 % du revenu global de la nation (1).

C'est dire qu'ils représentent pour le commerce une **clientèle** dont les achats dépassent ceux de toutes les autres classes de la population. D'où le développement des grands magasins pour petites bourgeoisies, restaurants populaires, etc.

Alors l'industrie, qui reçoit de grosses commandes et qui les produit en grandes séries, à bon marché, s'aperçoit que la production en masse est nécessairement une production pour les masses.

Et tous ces gens commencent à comprendre que la moitié de leur chiffre d'affaires vient de cette classe de travailleurs qu'ils ont coutume de considérer comme inférieure.

Survient le grand krach américain de 1929.

Par la faute des financiers américains, trop fidèles aux errements de l'économie libérale, les banques réduisent

---

(1) Voir la **France Economique**, 1936, page 61.

leurs crédits, les usines jettent leurs ouvriers au chômage, le commerce tombe en sommeil. Et les experts officiels désemparés constatent qu'en réduisant les salaires, loin de rétablir « les profits des entreprises », ils les annulent. Dans toute l'Amérique, les banques ferment. Le Capital se reconnaît impuissant.

Et voici que le nouveau Reich, principale victime de la crise, imagine un procédé bancaire nouveau.

Par la création des Traites de Travail, il anticipe sur le revenu des travaux qu'il commande pour payer les ouvriers qui font ces travaux.

Aussitôt l'industrie réembauche les chômeurs; les magasins rouvrent leurs portes ; les dépôts en banque se reforment ; les assurances sociales encaissent à nouveau leurs primes ; les sociétés anonymes reconstituent leurs réserves ; les unes et les autres escomptent de nouvelles Traites de Travail, qui créent de nouvelles avances de salaires. En trois ans la reprise est « amorcée ».

L'épargne issue du travail a réussi ce que le capital issu de la fortune acquise n'avait pu faire.

Mais si le travail est l'élément commun à la production, à la consommation et au crédit, pourquoi ne leur servirait-il pas de commune mesure ?

Pendant des siècles, on nous a fait croire que le capital, parce qu'il avait acheté la machine, est le père de toutes les richesses qu'elle a créées. Et l'or, son symbole, a fait oublier le modeste auxiliaire dont l'effort attentif la guide et la sert.

Mais voici que, sous le vent terrible de la crise, le

prestige du « vieux fétiche » s'est évanoui, et les foules, étonnées de leur rapide redressement, ont dû reconnaître la **Primauté du Travail** (1).

« *Pantôn metron ánthrôpos* » a dit la sagesse antique.

C'est l'**homme** (et non l'or) **qui est la mesure de toutes choses.**

Le nouveau Riech en a fait l'éclatante démonstration.

L'histoire, plus tard, lui rendra justice.

Mais son œuvre n'est pas achevée.

Elle n'a pu réussir jusqu'ici qu'à deux conditions :

1°) un **rationnement** extrêmement sévère qui, réduisant la consommation de tous, sans abaisser les salaires nominaux, a, par une sorte d'**épargne forcée,** permis la formation des capitaux indispensables ;

2°) une politique **d'armements** à outrance qui, en se substituant aux commandes civiles annulées par la crise et le blocus, a rendu au marché intérieur l'activité économique qu'il avait perdue.

Ces deux expédients doivent disparaître à jamais. Ils ont pour cause commune l'insuffisance du sol et du sous-sol allemand, trop petit pour satisfaire aux besoins de 100 millions d'hommes.

Ceux-ci n'y peuvent vivre qu'à condition de se procurer, par **voie d'échange,** les denrées et les matières

---

(1) En fait, depuis qu'il a perdu son pouvoir de gestion et que le Reich a limité à 8 % les dividendes distribués, le capital ne joue plus dans la production qu'un rôle d'auxiliaire. Et l'on peut prévoir le temps où selon l'heureuse formule de l'un des chefs du syndicalisme français, Aimé Rey, le capital sera devenu : le **Salarié du Travail.**

premières nécessaires à l'alimentation de leurs hommes et de leurs machines. Ils les trouvaient autrefois dans le monde entier, au temps où les routes de la mer leur étaient ouvertes. Aujourd'hui, les puissances maritimes (pour la deuxième fois) les leur ont fermées et l'industrialisation croissante des pays exotiques les leur fermera de plus en plus. Il faut donc, de toute nécessité, qu'ils trouvent, sur leur propre continent, l'essentiel de ce qui leur manque.

Par chance ils ne sont pas seuls dans ce cas.

Au cours du XIX[me] siècle, les 27 pays d'Europe se sont plus ou moins spécialisés et leur population, puisque l'émigration a cessé, est devenue partout très dense. Il n'en est plus un seul aujourd'hui qui se suffise à lui-même ; ni la France, ni l'Italie, ni la Belgique, ni la Hollande, ni, à plus forte raison la Suisse et pas davantage la Hongrie, la Roumanie et la Grèce. Chacun d'eux ne peut vivre en paix (1) dans les limites étroites où l'histoire l'a enfermé qu'à condition de vendre à ses voisins ses excédents de produits industriels contre leurs excédents de produits agricoles (et vice-versa).

Depuis des siècles, les Européens sont habitués à ces échanges. Ils sont de même race et de même civilisation ; ils vivent sous le même climat et ont sensiblement les mêmes besoins. Seuls leur sol et leur sous-sol diffèrent et leurs productions sont complémentaires.

Alors le nouveau Reich leur propose d'entreprendre

---

(1) Il s'agit de la paix sociale tout aussi bien que de la paix extérieure.

ensemble l'exploitation de cet espace vital qui leur fut commun pendant tant de siècles.

Chacun y gardera sa place, son caractère et ses institutions politiques, mais tous y vendront leurs produits et y feront leurs achats à égalité sous le même régime monétaire et douanier.

Sans doute, les peuples des autres continents n'en seront point exclus. Mais ils n'y seront admis que pour combler les manques et dans la mesure des concessions qu'ils auront consenties sur leur propre territoire.

L'Angleterre l'a fait avec les Dominions de son Empire (accords d'Ottawa) et l'on n'a point vu que le Canada ou l'Australie se soient plaints d'être « sous l'hégémonie » de Londres.

Les Etats-Unis aussi l'ont fait : tout en laissant chacun de ses 48 Etats s'administrer lui-même à sa guise, ils ont su faire de l'Union toute entière un vaste marché unique où, de l'Atlantique au Pacifique, toutes les entreprises peuvent échanger leur produits sous la protection d'un haut tarif douanier commun et sous le signe du même dollar.

Les Soviets enfin l'ont fait eux aussi, tout en laissant à leurs 14 Républiques Socialistes Soviétiques une large « autonomie » politique ; ils ont fait de l'immense plaine de l'Eurasie — des marais du Pripet jusqu'à la mer du Japon — un vaste marché commun, où Russes, Cosaques, Géorgiens, Turkmènes, Uzbecks et Jakoutes, échangent leurs produits par l'intermédiaire des mêmes « trusts » soviétiques sous le signe du même rouble.

C'est précisément parce que ces trois groupes ont fait, les **premiers**, leur unité économique, qu'ils se croient encore assez forts pour empêcher l'Europe de faire la sienne.

Mais supposez qu'elle y parvienne et qu'elle ait fait à **son tour** l'unité de son espace vital continental dans les mêmes conditions que les trois autres.

Calculons, approximativement, le rapport des forces.

Que voyons-nous ?

La race blanche se trouve divisée en quatre groupements :

– un groupe **britannique** de 69 millions de blancs : 47 dans les Îles, 22 dans les Dominions, qui dominent 419 millions d'indigènes ;

– un groupe **américain** comprenant 141 millions de « citoyens » originaires de tous les pays d'Europe (sauf 12 millions de nègres). En les supposant tous deux unis, cela ferait une masse assez dispersée de 129 + 69 = 198, soit environ 200 millions d'Anglo-Saxons ;

– un groupe **soviétique** de 170 millions d'hommes, dont 120 millions de slaves et 43 millions d'allogènes ;

– entre les trois va s'insérer le groupement européen ; dans ses luttes de 1940 (sans l'U.R.S.S. ni l'Angleterre) il comptait **350 millions** d'hommes.

Par le **nombre**, le groupe européen est de beaucoup le plus fort ; puisqu'il compte 1 fois ½ plus d'hommes que tous les Anglo-Saxons, deux fois plus que l'U.R.S.S. et qu'il surpasse, à lui seul, tous les autres blancs réunis. Par la **race**, il est de beaucoup le plus homogène, ne comprenant dans ses limites continentales ni nègres, ni tartares.

Son **outillage économique** (agricole, industriel, commercial et financier) est dans chaque branche égal, sinon supérieur, puisque, malgré son compartimentage douanier, il résiste aussi bien qu'eux aux privations du blocus. Enfin, par le degré de **culture** de ses habitants, par leur qualité de travail et d'épargne, il peut se prétendre au moins l'égal et peut-être le supérieur des autres groupements - puisque l'Europe continentale a été, autant que l'Angleterre, l'éducatrice des Américains comme des Russes.

Et maintenant supposez que ce groupe homogène de 350 millions d'hommes, enfin maître d'un espace vital commun à la dimension de ses entreprises et libéré de la concurrence des pays exotiques, soit désormais en mesure d'assurer :

– le plus haut niveau de vie à ses travailleurs;

– à son commerce, le plus riche débouché intérieur;

– le maximum de grands travaux à ses usines d'équipement;

– certain de n'être jamais arrêté dans ses travaux par le manque de capitaux puisque le travail se finance lui-même;

– assuré de ne jamais dépasser les besoins grâce à la discipline imposée par les Plans de quatre ans;

– enfin libéré de la tutelle des trusts et désintoxiqué de cet individualisme forcené à quoi l'a dressé un siècle et demi de concurrence darwinienne.

Alors dites-moi si ce groupe ne développera pas une telle supériorité non seulement matérielle, mais morale, s'il ne développera pas un tel dynamisme que les deux autres n'auront plus ni le pouvoir ni le désir de le combattre.

Et ce sera, dans la paix sociale et la paix extérieure, la Primauté de l'Europe par la Primauté du Travail.

Laval, novembre 1941-juin 1942

FIN.

Annexes

ANNEXE I

Répartititon des capitaux empruntés (à long ou à court terme) par les différentes branches d'activité du Reich (en millions de Rm.)

	1928	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Administration, y compris les transports et la défense nationale	4590	1705	2180	4050	6450	7600	8500	9800
Construction de logements	2825	760	875	1350	1570	1900	2000	2500
Électricité, gaz, eau	1020	220	200	290	390	500	600	700
Agriculture, forêts, etc.	245	550	600	725	774	850	900	1000
Industrie	2615	440	555	1070	1666	2100	2500	3300
Artisanat, commerce, etc.	1680	550	650	700	750	850	900	1000
Total	12975	4225	5060	8185	11600	13800	15400	18300

Ces chiffres ont été empruntés au remarquable ouvrage de M. H. Laufenburger : *L'Économie allemande à l'épreuve de la guerre*, Paris, 1940.
Ce livre, écrit par un Alsacien français, alors professeur à l'université de Strasbourg, a été publié en 1940 à Paris, avec l'autorisation de la censure du gouvernement Daladier. Il ne peut donc pas être suspect de propagande allemande.

ANNEXE II

Augmentation globale en cinq années par rapport à l'année 1933

Du revenu national	Des salaires et traitements	Des bénéfices
1933 : 48,4	26,0	6,6
1934 : 53,4 - 48,4 = + 5,0	29,2 - 26 = + 3,2	7,9 - 6,6 = + 1,3
1935 : 57,8 - 48,4 = + 9,4	32,2 - 26 = + 6,2	9,2 - 6,6 = + 2,6
1936 : 61,7 - 48,4 = + 13,3	35,6 - 26 = + 9,6	12,2 - 6,6 = + 5,6
1937 : 68,0 - 48,4 = + 19,6	38,8 - 26 = + 12,8	14,2 - 6,6 = + 7,6
1938 : 75,0 - 48,4 = + 26,6	42,7 - 26 = + 16,7	15,0 - 6,6 = + 8,4
+ 73,9	+ 48,5	+ 25,5

Des impôts du Reich	Des emprunts (tous termes)
1933 : 6,8	5,0
1934 : 8,2 - 6,8 = + 1,4	8,1 - 5,0 = + 3,1
1935 : 9,6 - 6,8 = + 2,8	11,6 - 5,0 = + 6,6
1936 : 11,4 - 6,8 = + 4,6	13,8 - 5,0 = + 8,8
1937 : 13,9 - 6,8 = + 7,1	15,4 - 5,0 = + 10,4
1938 : 17,7 - 6,8 = + 10,9	18,3 - 5,0 = + 13,3
+ 26,8	+ 42,2

Administration, transports et défense nationale	Habitations	Électricité, gaz, eau
1933 : 2,1	0,8	0,2
1934 : 4,0 - 2,1 = + 1,9	1,3 - 0,8 = + 0,5	0,29 - 0,2 = 0,09
1935 : 6,4 - 2,1 = + 4,3	1,5 - 0,8 = + 0,7	0,39 - 0,2 = 0,19
1936 : 7,6 - 2,1 = + 5,5	1,9 - 0,8 = + 1,1	0,50 - 0,2 = 0,30
1937 : 8,5 - 2,1 = + 6,4	2,0 - 0,8 = + 1,2	0,60 - 0,2 = 0,40
1938 : 9,6 - 2,1 = + 7,7	2,5 - 0,8 = + 1,7	0,70 - 0,2 = 0,50
+ 25,8	+ 5,2	+ 1,48

Chômeurs enregistrés			Assistance aux chômeurs en milliards de Rm.	Salaire par semaine Index
	Nombre	%		
Moyenne 1932	5575000	100	2,8	1929 - 100
1933	4804000	86	2,3	67
1934	2718000	51	1,6	68
1935	2151000	38	1,3	73
1936	1592000	28	0,9	75
1937	912000	16	0,4	80
1938	429000	7,7	-	82
1939	380000	7	-	86

Salaires et traitements (en milliards de Rm.)		Bénéfices des entreprises (en milliards de Rm.)	Revenu national (en milliards de Rm.)	
				%
1929	43,0	12,6	74,5	100
1933	26,0	6,6	48,4	65
1934	29,2	7,9	53,4	71
1935	32,2	9,2	57,8	77
1936	35,6	12,2	61,7	83
1937	38,8	14,2	68,0	91
1938	42,7	15,0	75,0	100

Bilan de la reprise 1933-1938 en milliards de Rm[1]

PASSIF		ACTIF	
Impôts du Recih	+ 26,8	Salaires et traitements	+ 48,5
Impôts des collectivités locales	+ 1,5	Bénéfices	+ 25,4
Emprunts tous termes	+ 26,8		
Reste aux civils	+ 18,8		
	+ 73,9		+ 73,9

Répartition du boni

Entre les entreprises civiles :		
a) Habitations	5,1	
b) Eau, gaz, électricité	1,5	
Autres industries	6,9	
Commerce, agriculture et artisanat	1,5	
	Total :	15,0
Reste à la consommation		3,8
		18,8

1 Le signe + indique l'augmentation réalisée en cinq années.

ANNEXE III

Effets réescomptés par la *Reichsbank* et provenant des institutions suivantes :

	1933	1934	1935	1936	1938
Les huit grandes banques	1,003	739	640	783	869
Banques d'État et de province	125	88	50	64	56
Centre de virement et Caisses d'épargne	462	191	31	49	124
Les cinq Instituts spéciaux pour traites de travail	785	1,432	2,274	1,453	1,359
Total	2,376	2,450	2,995	2,349	2,408

Monnaies en circulation

	Billets	Pièces	Total
1929	5,619	994	6,613
1933	4,209	1,507	5,716
1934	4,461	1,523	5,984
1935	4,833	1,538	6,371
1936	5,348	1,597	6,945
1937	5,884	1,595	7,479
1938	8,604	1,784	10,388[1]

1 En 1938, du fait de l'*Anschluss*, les billets et pièces en schillings émis par la Banque nationale d'Autriche sont remplacés par des billets émis par la *Reichsbank*.

TABLE DES MATIÈRES

TROISIEME PARTIE

Comment l'Allemagne a financé son redressement.

PERSPECTIVES

Imprimé en Belgique.